

# TABLE DES MATIÈRES

<b>APRÈS LA MANIFESTATIONS DU 10 NOVEMBRE 2011</b> .....	<b>4</b>
MÉTRO : Droits de scolarité : Les étudiants s'organisent en vue d'une grève générale - Mis à jour: Lundi 05 décembre 2011 11:19 .....	4
<b>Qu'en pensez-vous?</b> .....	<b>4</b>
CNW : ASSÉ : Mobilisation étudiante : plus de 60 000 étudiants et étudiantes se regroupent autour de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) - Lundi 05 décembre 2011 09:00.....	4
CANOE.CA : Des étudiants occupent des bureaux du MTQ - Jeudi 01 décembre 2011 15h04 - Mise à jour à 15h13.....	4
24HMONTREAL.CANOE.CA : Montréal : Des étudiants occupent des bureaux du MTQ - Jeudi 01 décembre 2011 15h06 .....	4
CYBERPRESSE / MÉTRO / BRANCHEZ-VOUS MATIN / 98,5 FM : frais de scolarité : Hausse des droits de scolarité: l'ASSÉ occupe des bureaux du MTQ à Montréal - Mis à jour: Jeudi 01 décembre 2011 14:59 .....	5
<b>Qu'en pensez-vous?</b> .....	<b>5</b>
RADIO-CANADA / MONTRÉAL Des étudiants demandent à Québec d'ouvrir un «chantier pour une éducation gratuite» - Mise à jour le jeudi 01 décembre 2011 à 14 h 45 HNE .....	5
<b>Les commentaires (6)</b> .....	<b>5</b>
CNW : ASSÉ : Mobilisation étudiante: des étudiants et étudiantes occupent les bureaux de soumission du MTQ pour dénoncer le détournement des fonds publics - Jeudi 1er Décembre 2011 13:18.....	5
LA TRIBUNE : Opinion : Un choeur de Noël conscientisant, par Sandy Tremblay, TROVEPE - Publié le vendredi 25 novembre 2011 à 09h47	6
JOURNAL DE MONTRÉAL : LA MINISTRE COURCHESNE SE BUTE À UN MUR - Vendredi 25 novembre 2011.....	6
24 HEURES : Un mur pour la ministre - Vendredi 25 novembre 2011 .....	6
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Un mur devant les bureaux de la ministre Courchesne - Mise à jour le jeudi 24 novembre 2011 à 11 h 38 HNE.....	6
24HMONTREAL.CANOE.CA : Mur de briques devant le bureau de Courchesne : Le gouvernement Charest n'entend pas à rire - Jeudi 24 novembre 2011, 10h50 .....	7
LA TRIBUNE : Peu de manifestants au brunch annuel des libéraux - Lundi 21 novembre 2011.....	7
<b>BATAILLE SUR LE WEB</b> .....	<b>7</b>
THE GAZETTE : War of tuition websites being won by students : Experts laud 'brilliant, savvy' tactics but government says its page is working - Friday, November 25, 2011 .....	7
THE GAZETTE : Tuition-hike battle goes digital : Google tailored; Government accused of rigging searches - Thursday, November 17, 2011 .....	8
MÉTRO : Droits de scolarité : Offensive web : Les étudiants répliquent au gouvernement Charest - Mercredi 16 novembre 2011.....	8
LA PRESSE : Droits de scolarité: le gouvernement et les cégépiens s'affrontent sur le web - Mardi 15 novembre 2011.....	9
LE SOLEIL : Étudiants et gouvernement s'affrontent sur le Web - Mardi 15 novembre 2011 .....	9
LE SOLEIL : Achat de mots-clés: une arme médiatique essentielle - Mardi 15 novembre 2011.....	10
LE DEVOIR : Droits de scolarité - Les étudiants et le gouvernement s'affrontent en ligne - Lundi 14 novembre 2011 .....	10
<b>Vos réactions</b> .....	<b>10</b>
LE DEVOIR.COM : Droits de scolarité - Un site Web réplique à celui du ministère de l'Éducation : Le nom de la ministre Line Beauchamp est «pris en otage» - Dimanche 13 novembre 2011, 10h15 .....	11
LE DEVOIR : Droits de scolarité - Un site Web pour justifier la hausse - Samedi 12 et dimanche 13 novembre 2011.....	11
JOURNAL DE MONTRÉAL : 50 000\$ pour un site web - Samedi 12 novembre 2011 .....	12
LA PRESSE.CA : Québec achète «grève étudiante» sur Google - Mis à jour le 11 novembre 2011 à 17h48 - Samedi 12 novembre 2011 ...	12
MÉTRO.COM : Le gouvernement "achète" le nom des associations étudiantes dans Google - Mis à jour: vendredi 11 novembre 2011 15:20 .....	12
<b>MANIFESTATIONS DU 10 NOVEMBRE 2011</b> .....	<b>13</b>
<b>AVANT LA MANIFESTATIONS DU 10 NOVEMBRE 2011</b> .....	<b>13</b>
LE JOURNAL DE SAINT-FRANÇOIS : La ministre Beauchamp évite les manifestants - Mercredi 16 novembre 2011 .....	13
ASSÉ : Mobilisation étudiante : l'Association étudiante du Cégep de Valleyfield et l'ASSÉ perturbent un événement de la ministre de l'Éducation - Samedi 12 novembre 2011 .....	13
LE DEVOIR : La hausse des droits de scolarité est juste, dit Line Beauchamp : Plus de 200 000 étudiants sont en grève ou en levée de cours aujourd'hui pour manifester - Jeudi 10 novembre 2011 .....	13
<b>Vos réactions</b> .....	<b>14</b>
LE DEVOIR : 1ère page : Un débat, quel débat?: Grève d'une journée de 200 000 étudiants québécois qui souhaitent faire entendre leur voix - Jeudi 10 novembre 2011 .....	15
<b>Vos réactions</b> .....	<b>15</b>
JOURNAL DE MONTRÉAL : Leaders étudiants peu occupés - Ceux qui invitent les jeunes à descendre dans la rue étudiant à temps partiel ou par correspondance - Jeudi 10 novembre 2011 .....	16
JOURNAL DE MONTRÉAL : Boni pour être à la manif?: √ Une cégépienne outrée par l'offre d'un enseignant - Jeudi 10 novembre 2011 ...	17
RADIO-CANADA : Droits de scolarité : Charest garde le cap devant la contestation annoncée - Mise à jour le mercredi 9 novembre 2011 à 15 h 52 HNE .....	17
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Des étudiants du Cégep Limoilou s'opposent à la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le mercredi 9 novembre 2011 à 13 h 18 HNE .....	18
LE DEVOIR : Selon la Fédération étudiante collégiale du Québec - Une hausse des droits coûteuse pour Québec - Mercredi 09 novembre 2011.....	18
LA PRESSE : Chronique : Étudiants: du banal pas-dans-ma-cour, par Alain Dubuc - Mercredi 09 novembre 2011 .....	18
LA PRESSE : La hausse entraînera des pertes pour l'état - Mercredi 09 novembre 2011 .....	19
LA TRIBUNE : Les étudiants du Cégep débrayent mercredi et jeudi - Mercredi 09 novembre 2011 .....	19
ESTRIEPLUS.COM : Les étudiants du Cégep de Sherbrooke en grève aujourd'hui et demain - Mercredi 9 novembre 2011.....	19
QUÉBEC HEBDO : Manifestation étudiante : l'Université Laval en retard - Mercredi 09 novembre 2011 .....	19
JOURNAL DE MONTRÉAL : Chronique : Diplômes ou bonbons?, par David.Descoteaux - Mercredi 09 novembre 2011.....	20
<b>12 commentaires</b> .....	<b>20</b>
JOURNAL DE MONTRÉAL : 1,3 G \$ en perte pour le Québec - Mercredi 09 novembre 2011.....	21
MÉTRO : 1ère page : La hausse des frais de scolarité coûterait cher à l'État - Mercredi 09 novembre 2011 .....	22

<b>Qu'en pensez-vous.....</b>	<b>22</b>
MÉTRO : Publicité de la Table des partenaires universitaires – Mardi 08 novembre 2011 .....	22
THE GAZETTE : Students plan class boycott : Tuition-fee hikes at root of protest – Wednesday, November 09, 2011 .....	23
LE JOURNAL DE SHERBROOKE : Les étudiants du Cégep en grève demain et jeudi - Publié le 8 novembre 2011 à 16:45.....	23
RADIO-CANADA – ESTRIE : Les cégépiens de Sherbrooke votent pour deux jours de grève – Mise à jour le mardi 8 novembre 2011 à 15 h 55 HNE .....	23
<b>Les commentaires (3).....</b>	<b>23</b>
LE SOLEIL : L'appel à la grève étudiante a peu d'échos à Québec – Mardi 08 novembre 2011.....	23
LAVANTAGE.QC.CA : Hausse des frais de scolarité: les syndicats appuient les étudiants - lundi, 07 novembre 2011 14:47.....	24
LE DEVOIR – LA TRIBUNE : Droits de scolarité - Les étudiants obtiennent de nouveaux appuis – Lundi 07 novembre 2011 .....	24
JOURNAL DE MONTRÉAL : Des appuis pour les étudiants – Lundi 07 novembre 2011.....	24
LA PRESSE : Frais de scolarité: les étudiants obtiennent l'appui de plusieurs organisations – Lundi 07 novembre 2011.....	25
MÉTRO : Frais de scolarité : Plusieurs nouveaux appuis aux étudiants – Lundi 07 novembre 2011.....	25
<b>Qu'en pensez-vous.....</b>	<b>25</b>
CYBERPRESSE : Frais de scolarité: les étudiants obtiennent l'appui de plusieurs organisations - Mis à jour le dimanche 06 novembre 2011 à 21h00.....	25
RADIO-CANADA : Droits de scolarité : une vaste coalition appuie les étudiants – Mis à jour le dimanche 6 novembre 2011 à 19 h 10 HNE	26
<b>Les commentaires (77).....</b>	<b>26</b>
LE DROIT : Malgré l'ampleur du mouvement, peu d'étudiants de la région débrayeront – Samedi 05 novembre 2011 .....	32
LE DEVOIR : Hausse des droits de scolarité - Les syndicats prêtent main-forte aux étudiants – Vendredi 04 novembre 2011.....	32
LA PRESSE : Droits de scolarité: 110 000 étudiants en grève jeudi prochain – Vendredi 04 novembre 2011.....	33
LE SOLEIL : Grève nationale contre la hausse des droits de scolarité – Vendredi 04 novembre 2011.....	33
LE DROIT : Malgré l'ampleur du mouvement, peu d'étudiants de la région débrayeront - Mis à jour le vendredi 04 novembre 2011 à 13h03 .....	34
LA TRIBUNE : Les étudiants de lettres et sciences humaines votent pour la grève – vendredi 04 novembre 2011 .....	34
MÉTRO : 1ère page : 110000 étudiants en grève jeudi – Vendredi 04 novembre 2011.....	34
24 HEURES : Hausse des frais de scolarité : Les syndicats se joignent aux fédérations étudiantes – Vendredi 04 novembre 2011 .....	34
THE GAZETTE : The emerging student movement: it's about more than tuition hikes, by Matthew Brett is a graduate student in political science at Concordia University – Friday, November 04, 2011.....	35
RADIO-CANADA / ESTRIE : Des étudiants sherbrookoïses votent pour une grève – Mise à jour le jeudi 3 novembre 2011 à 16 h 51 HAE .....	35
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Frais de scolarité : les syndicats appuient les étudiants – Mise à jour le jeudi 3 novembre 2011 à 15 h 18 HAE.....	35
LESOLEIL.CA : Frais de scolarité: près de 80 000 étudiants en grève le 10 novembre - Mis à jour le 03 novembre 2011 à 14h25.....	36
LA TRIBUNE : Les associations étudiantes fourbissent leurs armes – Mercredi 02 novembre 2011.....	36
RADIO-CANADA : Saguenay-Lac-St-Jean : Cégep de Jonquières : les étudiants en grève le 10 novembre – Mise à jour le mardi 1er novembre 2011 à 14 h 55 HAE .....	36
<b>Les commentaires (6).....</b>	<b>36</b>
<b>MANIFESTATIONS OCTOBRE- NOVEMBRE 2011</b> .....	<b>37</b>
L'ÉCHO DE REPENTIGNY : Ici repose ma scolarité – Publié le 2 novembre 2011 à 08:55 .....	37
LE QUOTIDIEN : Des étudiants manifestent – Vendredi 28 octobre 2011 .....	37
RADIO-CANADA : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Jonquières : 2,3 M\$ au département d'Arts et technologie des médias – Mise à jour le vendredi 28 octobre 2011 à 13 h 55 HAE.....	38
THE GAZETTE : Quebec professors oppose tuition hikes, Tuesday October 25, 2011.....	38
LE SOLEIL : DES TOMATES POUR JEAN CHAREST – Dimanche 23 octobre 2011.....	38
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Les étudiants manifestent contre la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le vendredi 21 octobre 2011 à 19 h 45 HAE .....	38
LE DEVOIR : Legault chahuté par des étudiants : La première assemblée publique de la Coalition pour l'avenir du Québec à Montréal est perturbée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante - Mercredi 19 octobre 2011.....	39
LA PRESSE : Une assemblée de François Legault perturbée par des manifestants – Mercredi 19 octobre 2011.....	39
THE GAZETTE : Legault's 'ideas' roadshow hijacked : Student radicals seeking free education crash the party – Wednesday, October 19, 2011.....	40
24HEURES : François Legault à Montréal : L'ASSÉ fait du grabuge – Mercredi 19 octobre 2011.....	40
LE DEVOIR : En bref - Twitter pour protester à TLMEP – Lundi 17 octobre 2011 .....	40
LE DEVOIR : Les étudiants à l'offensive sur Twitter pendant TLMEP – Samedi 15 octobre 2011 .....	40
LA PRESSE : Des manifestants pénètrent dans l'hôtel de Ville – vendredi 14 octobre 2011 .....	40
LE NOUVELLISTE : Pas de grève à l'UQTR le 10 novembre – Vendredi 14 octobre 2011 .....	41
24HMONTREAL.CANOE.CA : Manifestation devant les bureaux de la ministre de l'Éducation – Jeudi 16 octobre, à 17h06.....	41
LE NOUVELLISTE : Les étudiants de l'UQTR vont discuter de grève – Jeudi 06 octobre 2011.....	41
LA TRIBUNE : Hausse des droits de scolarité: les étudiants fourbissent leurs armes – Jeudi 06 octobre 2011 .....	41
LE NOUVELLISTE : 150 étudiants de la région manifestent – Mercredi 05 octobre 2011 .....	42
LA PRESSE : LES ÉTUDIANTS MANIFESTENT À MONTRÉAL – Mercredi 05 octobre 2011 .....	42
LE DEVOIR : Pour le droit à l'éducation – Mercredi 05 octobre 2011.....	43
24HEURES.CANOE.CA : Hausse des frais de scolarité : Des étudiants en colère dans les rues – Mardi 04 octobre 2011, à 19h24 .....	43
RADIO-CANADA : Bas-Saint-Laurent : les étudiants sollicitent l'appui du maire de Rimouski - Mise à jour le mardi 4 octobre 2011 à 13 h 43 HAE .....	43
RADIO-CANADA : Mauricie : Manifestation étudiante à Trois-Rivières - Mise à jour le mardi 4 octobre 2011 à 11 h 22 HAE .....	43
LE NOUVELLISTE : Les étudiants descendent dans la rue - Mis à jour le 04 octobre 2011 à 10h22.....	43
24HEURES.CANOE.CA / 24 HEURES: « Die-In » : Un geste symbolique pour dénoncer la hausse des frais de scolarité – Jeudi 29 septembre 2011, à 17h41 / Vendredi 30 septembre 2011 .....	44
LE DEVOIR : L'école dans la rue – Jeudi 29 septembre 2011.....	44
LE DEVOIR : Lettres - L'éducation est-elle encore une priorité ?, par Roxanne Bordeleau – Le mardi 27 septembre 2011 29 septembre 2011 – Publiée le jeudi 29 septembre 2011 .....	44
RADIO-CANADA : Saguenay-Lac-Saint-Jean : Les étudiants protestent contre la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le mercredi 28 septembre 2011 à 17 h 55 HAE.....	44

<b>Les commentaires (2) .....</b>	<b>45</b>
LE NOUVELLISTE : Levée de cours au Collège Shawinigan – Mercredi 28 septembre 2011.....	45
JOURNALMÉTRO.COM : Des étudiants suivent leurs cours dans la rue - Mis à jour: 28 septembre 2011 18:16 .....	45
24HEURES.MONTREAL.CANOE.CA. : Actualités : Hausse des droits de scolarité : une université populaire – Mercredi 28 septembre 2011, à 16h13.....	46
24HEURES : Actualités : Hausse des droits de scolarité : une université populaire – Mercredi 28 septembre 2011, à 16h13 .....	46
24 HEURES : Frais de scolarité : Manifestations partout au Québec – Mardi 27 septembre 2011.....	47

## APRÈS LA MANIFESTATIONS DU 10 NOVEMBRE 2011

### **MÉTRO : Droits de scolarité : Les étudiants s'organisent en vue d'une grève générale - Mis à jour: Lundi 05 décembre 2011 11:19**



Archives Métro

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE)

#### MÉTRO

Près de 17 000 étudiants des régions de Québec, de la Montérégie, de Sherbrooke et de Montréal se sont joints, au cours du week-end, aux 45 000 étudiants membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). La Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), ainsi formée, vise à lutter contre le gouvernement et la hausse des droits de scolarité qu'il prévoit. L'ASSÉ s'attend à ce que davantage d'étudiants se joignent à la CLASSE d'ici la fin de l'année. «D'autres votes d'adhésion sont prévus en cette fin de session et pour l'hiver prochain dans plusieurs associations étudiantes du Québec, a

indiqué le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Pour l'instant nous sommes plus de 60 000, mais le gouvernement peut s'attendre à ce que plusieurs milliers d'autres étudiants viennent gonfler nos rangs. Les étudiants et étudiantes sont motivés et veulent abolir la hausse des frais de scolarité.»

Les associations étudiantes ont déjà indiqué que si le gouvernement ne recule pas, elles sont prêtes à déclencher une grève générale au cours de la session d'hiver.

**Qu'en pensez-vous? Rouge, Invité, 05 décembre 2011, 19:39**

Être étudiant ne signifie pas ne plus avoir de loisirs. Il faut faire la part des choses, et connaître les vraies raisons de l'opposition à cette hausse avant de s'y objecter.

**Audrey Bonhomme, via facebook, 05 décembre 2011, 21:19**

Ces syndicaux, si tu considères que j'en suis une parce que je compte activement y participer, vont aller se défendre pour pas se faire manger la laine sur le dos pi pour avoir encore droite à une éducation à prix décent. Investir dans l'éducation, parfait. Donnez-moi les services en retour. Si on paye pour rien, aussi bien aller payer de la bière et des tickets de hockey, ça revient au même. Puis j'aimerais mieux que notre géné-

ration s'éduque même si elle fait ce qu'elle veut de son argent, que de pas aller s'éduquer du tout pi de pas avoir d'avenir du tout. Parce qu'avec la hausse des frais, y'en aura pas de FUTUR.

**Yo syndigaleux, Invité, 05 décembre 2011, 21:49**

Ces bonhommes syndicaux... va voir ailleurs pis tu vas voir que ça coûte pas mal plus cher à s'instruire. Tu peux faire les loisirs que tu veux mais vient pas me demander de payer pour ta bière, tes tickets de hockey pis tes soirées au bar de danseuses... Y a aucune raison de manifester pour que les autres payent pour tes partys ! Quand cé le temps d'étudier, cé pas le temps de faire le party. Quand tu travailleras tu t'en payera tant que tu voudras...

**Phildo, Invité, 05 décembre 2011, 22:54**

ça manifeste mais ailleurs au Canada ça coûte plus cher pour étudier. Où est la logique de manifester pour toujours faire payer la société pour notre manque d'autonomie et de maturité ??? On a d'lair d'une tite gagne de braillard qui se plein le ventre plein pendant qu'ailleurs ça coûte pas mal plus cher. Commencer donc par vous renseigner avant de jouer aux petits communistes.

### **CNW : ASSÉ : Mobilisation étudiante : plus de 60 000 étudiants et étudiantes se regroupent autour de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) – Lundi 05 décembre 2011 09:00**

MONTRÉAL, le 5 déc. 2011 /CNW Telbec/ - Reunies cette fin de semaine en Congrès au Cégep de Valleyfield, les associations étudiantes membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont mis sur pied la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE). « Face à l'arrogance du gouvernement devant la manifestation qui a rassemblée 30 000 personnes le 10 novembre dernier, l'ASSÉ réplique en fondant une coalition temporaire qui s'organise autour de la grève générale. Nous allons bloquer la hausse des frais de scolarité. » déclare Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Environ 17 000 étudiants et étudiantes de la région de Québec, de la Montérégie, de Sherbrooke et de Montréal se sont joints aux 45 000 étudiants et étudiantes de l'ASSÉ autour de la CLASSE. « D'autres votes d'adhésion sont prévus en cette fin de session et pour l'hiver prochain dans plusieurs associations étudiantes du Québec. Pour l'instant nous sommes plus de 60 000, mais le gouvernement peut s'attendre à ce que plusieurs milliers d'autres étudiants et étudiantes viennent gonfler nos rangs. Les étudiants et étudiantes sont motivés-es et veulent abolir la hausse des frais de scolarité. », prévient le porte-parole de la CLASSE.

Fondée au Cégep de Valleyfield le 3 décembre 2011, la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) est une coalition temporaire de lutte contre le gouvernement. Elle rassemble présentement plus de 60 000 étudiants et étudiantes de plusieurs régions du Québec de niveau collégial et universitaire.

#### Renseignements :

Anne-Marie Provost, attachée de presse : 1-514-882-8726

Bureau de l'ASSÉ : 1-514-390-0110

Courriel : [communication@asse-solidarite.qc.ca](mailto:communication@asse-solidarite.qc.ca)

### **CANOE.CA : Des étudiants occupent des bureaux du MTQ – Jeudi 01 décembre 2011 15h04 - Mise à jour à 15h13**



© Charles Lecavalier / Agence QMI

MONTRÉAL – Quelques dizaines d'étudiants ont envahi les bureaux du Ministère des Transports du Québec à Montréal, jeudi après-midi, pour

distribuer des enveloppes brunes remplies de faux billets de 100 \$ à l'effigie du premier ministre Jean-Charest.

Les enveloppes brunes contenaient aussi une soumission de « Chantier pour une éducation gratuite et de qualité. »

« C'est une soumission symbolique, a expliqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). On demande au gouvernement libéral de reculer sur la hausse des frais ».

Ces membres de l'ASSÉ ont rappelé leur souhait d'une éducation accessible à tous les Québécois. « Pourquoi ne pas aller chercher les centaines de millions de dollars qui sont perdus chaque année via les pratiques de corruption dans le milieu des travaux publics et l'investir en éducation? » a demandé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole

de l'association étudiante, qui était derrière l'occupation pacifique.

Les étudiants sont restés à l'intérieur une trentaine de minutes et ont quitté l'endroit sans heurt après avoir reçu un avis d'éviction.

Selon l'ASSÉ, il suffirait d'un quart des milliards investis annuellement dans les infrastructures, « qui sont détournées par des activités de collusion et de corruption », pour bâtir une éducation gratuite et de qualité.

« Quand on sait que la seule présence de l'Unité anticollusion a permis d'économiser 350 millions \$ aux contribuables, nous sommes en droit de nous demander combien de millions supplémentaires nous pouvons sauver », a souligné M. Nadeau-Dubois.

### **24HMONTREAL.CANOE.CA : Montréal : Des étudiants occupent des bureaux du MTQ – Jeudi 01 décembre 2011 15h06**

#### AGENCE QMI

MONTRÉAL – Des étudiants ont occupé jeudi les bureaux du ministère des Transports du Québec

(MTQ), à Montréal, afin de dénoncer « l'absurdité des priorités budgétaires du gouvernement Charest ».

Ces membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont rappelé leur

souhait d'une éducation accessible à tous les Québécois. « Nous déposons aujourd'hui une soumission symbolique demandant au gouvernement libéral de reculer sur sa hausse des frais de scolarité et de plutôt réfléchir à des politiques allant vers	l'instauration de la gratuité scolaire », a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ. Selon l'association étudiante, il suffirait d'un quart des milliards investis annuellement dans les infrastructures, « qui sont détournées par des activités de collusion et de corruption », pour bâtir une éducation gratuite et de qualité.	« Quand on sait que la seule présence de l'Unité anticollusion a permis d'économiser 350 millions \$ aux contribuables, nous sommes en droit de nous demander combien de millions supplémentaires nous pouvons sauver », a souligné M. Nadeau-Dubois.
---	---	---

**CYBERPRESSE / MÉTRO / BRANCHEZ-VOUS MATIN / 98,5 FM : frais de scolarité : Hausse des droits de scolarité: l'ASSÉ occupe des bureaux du MTQ à Montréal - Mis à jour: Jeudi 01 décembre 2011 14:59**

La Presse Canadienne MONTRÉAL — Poursuivant leur lutte contre l'augmentation des droits de scolarité au Québec, des membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) se sont présentés jeudi aux bureaux de dépôt de soumission du ministère des Transports du Québec à Montréal. Ils y ont déposé une "soumission" demandant au gouvernement de Jean Charest "d'ouvrir un chantier afin de bâtir une éducation gratuite". Le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois, s'est demandé pourquoi des millions de dollars sont gaspillés annuellement dans le do-	maine de la construction, où la corruption est omniprésente, plutôt que dans l'éducation. L'association étudiante rappelle qu'elle a déjà remporté une bataille contre les libéraux en 2005 grâce à une grève générale illimitée, et qu'elle est prête à recommencer s'il le faut. M. Nadeau-Dubois estime que la hausse des droits de scolarité rapportera 265 millions \$ de plus aux universités, alors qu'environ 25 pour cent des 3,9 milliards \$ investis annuellement dans les infrastructures seront détournés en raison de la collusion, selon lui. M. Nadeau-Dubois a également dénoncé le montant de 50 000 \$ dépensé par le gouvernement	Charest dès le lendemain de la manifestation étudiante du 10 novembre afin de mettre en ligne un site internet faisant la promotion de la hausse des droits de scolarité. L'ASSÉ, qui compte plus de 45 000 membres répartis dans les cégeps et les universités du Québec, s'insurge aussi contre l'initiative des libéraux d'acheter le nom des associations étudiantes sur le moteur de recherche Google. <b>Qu'en pensez-vous? Freddy, Invité</b> 01 décembre 2011, 17:27 nos futurs syndicaux se pratiquent à manifester pour endetter encore plus notre tit Kouébec dans le rouge, si cé pas dans le brun...
---	--	--

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL Des étudiants demandent à Québec d'ouvrir un «chantier pour une éducation gratuite» - Mise à jour le jeudi 01 décembre 2011 à 14 h 45 HNE**

LA PRESSE CANADIENNE Des membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) se sont présentés jeudi aux bureaux de dépôt de soumission du ministère des Transports du Québec à Montréal. Ils y ont déposé une « soumission » demandant au gouvernement de Jean Charest « d'ouvrir un chantier afin de bâtir une éducation gratuite ». Le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois, s'est demandé pourquoi des millions de dollars sont gaspillés annuellement dans le domaine de la construction, où la corruption est omniprésente, plutôt que dans l'éducation. L'association étudiante rappelle qu'elle a déjà remporté une bataille contre les libéraux en 2005 grâce à une grève générale illimitée, et qu'elle est prête à recommencer s'il le faut. M. Nadeau-Dubois estime que la hausse des droits de scolarité rapportera 265 millions de dollars de plus aux universités, alors qu'environ 25 % des 3,9 milliards investis annuellement dans les infrastructures seront détournés en raison de la collusion, selon lui. M. Nadeau-Dubois a également dénoncé le montant de 50 000 \$ dépensé par le gouvernement Charest dès le lendemain de la manifestation étudiante du 10 novembre afin de mettre en ligne un site Internet faisant la promotion de la hausse des droits de scolarité. L'ASSÉ, qui compte plus de 45 000 membres répartis dans les cégeps et les universités du Québec, s'insurge aussi contre l'initiative des libéraux d'acheter le nom des associations étudiantes sur le moteur de recherche Google.	<b>Les commentaires (6)</b> Envoyé par <a href="#">G. Roy</a> de Laval, 2 décembre 2011 à 08 h 05 HNE Il y a toujours moyen de trouver des solutions d'allègement qui ne coutent rien aux payeurs de taxes...mais ça prend une volonté Politique et une priorisation du dossier....., mais Charest à la tête dans la Plan Nord et il fera venir des immigrants par milliers parce que nos jeunes à nous auront quitté la province. Envoyé par <a href="#">Stephane Ebran</a> de Matagami, 2 décembre 2011 à 06 h 19 HNE « d'ouvrir un chantier afin de bâtir une éducation gratuite »... Et ça va donner quoi ? On va payer pour que tout les gens de tout les pays viennent étudier sur notre bras, ici et ensuite ils vont sacrer leurs camp ailleurs ??? Envoyé par <a href="#">Isabelle Caron</a> de Montréal, 1 <sup>er</sup> décembre 2011 à 22 h 06 HNE Ben vite, on va faire un syndicat des bébés. Y'a toujours des maudites limites à vouloir avoir tout cuit dans le bec. Vivez selon vos moyens et vous aurez assez d'argent pour payer vos études. Envoyé par <a href="#">Marianne Breton Fontaine</a> de Montréal, 1 <sup>er</sup> décembre 2011 à 17 h 31 HNE Cette action était fantastique! Comme mère de famille et étudiante je m'endette alors qu'on me demande en même temps d'économiser pour les études de mon enfant. Un représentant d'un fond pour les études m'a dit que le gouvernement fédéral et provincial prévoyait que le coût es études triplerait au moins d'ici 17 ans, soit quand mon fils ira étudier. Ça ne fait aucun sens. L'éducation est un droit et outre la criminalité, est le seul moyen pour des personnes plus démunies	d'améliorer leur revenu. Un droit ne se paie pas. L'éducation doit être gratuite! Envoyé par <a href="#">G. Roy</a> de Laval, 1 <sup>er</sup> décembre 2011 à 16 h 37 HNE Et pourquoi pas ? Les plus délaissés sont les Retraités de base et les étudiants. Tout en indiquant le vrai cout de chaque cour, rien n'empêcherait le Québec de lancer une souscription privée Industrielle et commerciale pour une levée de fonds avec les institutions financières pour financer les cours en supprimant la dette ensuite pour ceux et celles qui ont de bons résultats dans les temps impartis et qui signent un contrat de servir le Québec pendant 8 ans minimum (engagement) sous peine de payer la dette éducation à 100% plus les intérêts. Pour les retraités, la disparité est trop grande et on parle maintenant de vrai scandale pour la majorité qui touchent même pas de quoi compenser les Taxes et le coût de la vie...une misère... En fermant les yeux sur ce fait le PQ et le PLQ envoient le Québec à l'agonie avant 10 ans ! Les conséquences sont la disparition de la classe moyenne...préparez 500,000 logements sociaux....il serait plus intelligent d'agir autrement...mais y a t-il un pilote dans l'avion ? Envoyé par <a href="#">Jean François</a> de Montreal, 1 <sup>er</sup> décembre 2011 à 16 h 19 HNE 1675 \$\$ de hausse (75%) sa passe juste pas ! Si vous voulez plus d'argent dans le budget m. Charest, au lieu d'aller en chercher dans les poches de ceux qui en on le moins pourquoi n'allez vous pas en chercher dans les poches de ceux qui en on le plus ?
--	---	---

**CNW : ASSÉ : Mobilisation étudiante: des étudiants et étudiantes occupent les bureaux de soumission du MTQ pour dénoncer le détournement des fonds publics – Jeudi 1er Décembre 2011 13:18**

MONTRÉAL, le 1er déc. 2011 /CNW Telbec/ - Des étudiants et des étudiantes occupent présentement les bureaux de dépôt de soumission du Ministère des Transports du Québec (MTQ) à Montréal, afin de dénoncer l'absurdité des priorités budgétaires du gouvernement Charest. Les étudiants et les étudiantes y ont symboliquement déposé une soumission demandant au gouvernement québécois d'ouvrir un chantier pour bâtir une éducation gratuite, de qualité et libre de l'ingérence du privé. « Nous déposons aujourd'hui une soumission symbolique demandant au gouvernement libéral de reculer sur sa hausse	des frais de scolarité et de plutôt réfléchir à des politiques allant vers l'instauration de la gratuité scolaire. Pourquoi les centaines de millions de dollars qui sont perdus chaque année via les pratiques de corruption dans le milieu des travaux publics ne serviraient pas plutôt à rendre l'éducation accessible pour tout le monde? » déclare Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ. L'ASSÉ souligne que la hausse des frais de scolarité rapportera, au net, 265 millions de dollars de revenus supplémentaires pour les universités québécoises alors que, selon différentes estima-	tions, c'est près de 25% des milliards de dollars investis annuellement dans les infrastructures qui sont détournées par des activités de collusion et de corruption. « Cette année, le gouvernement du Québec investira 3,9 milliards de dollars en infrastructures. Combien de millions aboutiront illégalement dans les poches des firmes de génie-conseil, des entrepreneurs et du Parti Libéral lui-même ? Quand on sait que la seule présence de l'Unité anticollusion a permis d'économiser 350 millions aux contribuables, nous sommes en droit de nous demander combien de millions supplémentaires nous pouvons sauver.
---	---	---



Et pendant ce temps, le gouvernement demande à des étudiants et des étudiantes qui peinent à boucler leurs fins de mois de s'endetter encore plus pour aller à l'école. C'est littéralement scandaleux. » dénonce le porte-parole. L'ASSÉ rappelle que dès le lendemain de la manifestation étudiante du 10 novembre, le gouvernement dépensait 50 000\$ à même les fonds publics pour mettre en ligne un site web de propagande en faveur de sa hausse des frais de scolarité et pour acheter le nom des associations

étudiantes sur le moteur de recherche Google. « Malgré qu'il ne cesse de répéter qu'il ne reculera pas, le gouvernement libéral craint la mobilisation étudiante. Nous avons déjà vaincu ce gouvernement en 2005 grâce à une grève générale illimitée, et nous le referons de nouveau si c'est nécessaire. » promet Gabriel Nadeau-Dubois. Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe

actuellement près de 45 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour l'accessibilité à un système d'éducation gratuit, public et de qualité.  
**Renseignements :**  
 Anne-Marie Provost, attachée de presse:  
 1-514-882-8726  
 Bureau de l'ASSÉ : 1-514-390-0110  
 Courriel: [communication@asse-solidarite.qc.ca](mailto:communication@asse-solidarite.qc.ca)  
 Site web : [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

**LA TRIBUNE : Opinion : Un chœur de Noël conscientisant, par Sandy Tremblay, TROVEPE - Publié le vendredi 25 novembre 2011 à 09h47**



Imacom, Jocelyn Riendeau

Une dizaine de personnes ont accueilli dimanche dernier les libéraux lors du brunch annuel du PLQ.

En réponse à un article de *La Tribune* du 21 novembre intitulé *Peu de manifestants au brunch annuel des libéraux*, j'aimerais souligner qu'une dizaine de personnes ont accueilli dimanche dernier les libéraux lors du brunch annuel de leur parti, à l'hôtel Delta de Sherbrooke. J'y étais et,

selon moi, certaines actions n'ont pas besoin de réunir une grande foule pour être réussies.

Dans ce cas-ci, l'action organisée par des étudiants du Cégep de Sherbrooke était ludique, «conscientisante» et non violente. Un chœur de Noël accueillait les militants en leur rappelant amicalement que leur parti s'apprête à appauvrir toute une génération de citoyens en haussant les droits de scolarité de 1625 \$ par année (et non 1125 \$ comme le stipule votre article).

En raison de la pauvreté de la population étudiante, l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke a dû mettre sur pied une banque alimentaire qui ne suffit pas à la demande.

Il n'y a pas qu'à Noël que les gens ont faim. Les deux-tiers des jeunes n'ont pas accès au régime des prêts et bourses. Même en travaillant, la population étudiante peine à subvenir à ses besoins.

Le gouvernement, en instaurant des hausses de tarifs dans les services publics, se désengage de ses responsabilités. À la Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie (TROVEPE), nous exigeons que nos taxes et impôts soient redistribués équitablement et non versés aux grandes entreprises en échange de la création de quelques emplois précaires et de profits faramineux pour les actionnaires.

Bravo aux gens qui ont organisé le comité d'accueil au Delta.

Je souhaite que le premier ministre Jean Charest prenne le temps de lire les cartes de Noël qui lui ont été remises et qu'il comprenne que l'accessibilité aux études est un investissement primordial pour une société en santé.

**JOURNAL DE MONTRÉAL : LA MINISTRE COURCHESNE SE BUTE À UN MUR – Vendredi 25 novembre 2011**



**LA MINISTRE COURCHESNE SE BUTE À UN MUR**  
 Le mur de briques érigé devant la porte du bureau de la ministre Michelle Courchesne ne fait pas rire le gouvernement Charest. Pour insulter leur mécontentement par rapport à la hausse des frais de scolarité annoncée, des étudiants ont construit un mur devant le bureau de circonscription à Laval de la présidente du Conseil du Trésor mercredi soir.  
 La ministre de l'Éducation, Lise Beaulieu, convient que dans notre société, on a le droit de manifester et d'exprimer ses opinions.  
 « Toutefois, insiste-t-elle, on doit le faire dans le respect des lois et règlements et notamment des actes de vandalisme qui entraînent de dépenses de l'État à partir de l'argent des contribuables, il n'y a pas personne qui est d'accord avec ça ».

**24 HEURES : Un mur pour la ministre – Vendredi 25 novembre 2011**



**UN MUR POUR LA MINISTRE**  
**0 FRAIS DE SCOLARITÉ** Le bureau de circonscription de Michelle Courchesne, présidente du Conseil du Trésor, a été la cible d'une action d'étudiants qui s'opposent à la hausse des frais de scolarité, le jeudi 24 novembre 2011, à Laval. Ils ont érigé un mur de brique devant la porte du bureau de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale.  
 — AGENCE QMI  
 PHOTO COURTOISIE

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Un mur devant les bureaux de la ministre Courchesne – Mise à jour le jeudi 24 novembre 2011 à 11 h 38 HNE**





Le mur érigé devant les portes du bureau de la ministre Courchesne devra être enlevé aux frais des contribuables, déplore Line Beauchamp.

Des militants ont construit un mur de briques devant la porte du bureau de circonscription de la présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne, à Laval.

Ce mur serait l'oeuvre de « l'Action contre la marchandisation de l'Éducation », un groupe qui milite contre l'augmentation des droits de scolarité au Québec.

Le gouvernement de Jean Charest prévoit en effet augmenter les droits de scolarité de 325 \$ par année au cours des cinq prochaines années, à compter de l'automne 2012.

Jeudi matin, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a déploré cette action, qu'elle voit comme un acte de vandalisme.

« Honnêtement, des actes de vandalisme qui entraînent des dépenses de l'État à partir de l'argent des contribuables, il n'y a personne qui est d'accord avec ça. »

Line Beauchamp, ministre de l'Éducation du Québec

« Dans notre société, nous avons le droit de manifester, on a le droit d'exprimer ses opinions. On doit le faire dans le respect des lois et des règlements », a expliqué la ministre Beauchamp.

## 24HMONTREAL.CANOE.CA : Mur de briques devant le bureau de Courchesne : Le gouvernement Charest n'entend pas à rire – Jeudi 24 novembre 2011, 10h50



© Agence QMI

Le mur de briques érigé devant la porte du bureau de la ministre Michelle Courchesne ne fait pas rire le gouvernement Charest.

Geneviève Lajoie / Agence QMI

QUÉBEC - Le mur de briques érigé devant la porte du bureau de la ministre Michelle Courchesne ne fait pas rire le gouvernement Charest.

Pour manifester leur mécontentement face à la hausse des frais de scolarité annoncée, des étudiants ont construit un muret devant le bureau de circonscription à Laval de la présidente du conseil du Trésor mercredi soir. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, convient que dans notre société, on a le droit de manifester et d'exprimer ses opinions.

«Toutefois, insiste-t-elle, on doit le faire dans le respect des lois et règlements et honnêtement, des actes de vandalisme qui entraînent de dépenses de l'état à partir de l'argent des contribuables, il n'y a pas personne qui est d'accord avec ça».

## LA TRIBUNE : Peu de manifestants au brunch annuel des libéraux – Lundi 21 novembre 2011



Imacom, Jocelyn Riendeau

Jérôme Gaudreau, La Tribune

(Sherbrooke) S'ils avaient une chance inouïe de faire entendre leurs revendications, les membres de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke ont quelque peu raté leur coup. Seulement une dizaine de manifestants étaient présents à l'Hôtel Delta dimanche matin lors du brunch annuel des libéraux afin de participer à une action symbolique dénonçant la récente hausse des frais de scolarité.

En plus de demander des dons aux invités du brunch de Jean Charest, dans le but de regarnir la banque alimentaire du Cégep de Sherbrooke, les manifestants ont remis près de 200 cartes de Noël aux ministres et députés libéraux, dans lesquelles se retrouvaient les principaux souhaits concernant l'accès à la formation.

«En fait, nous ne voulions pas nécessairement amasser de l'argent, indique Yannick Hémond, membre de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke. Nous tenions surtout à poser un geste symbolique pour montrer que nous sommes là et que les étudiants ont besoin d'un meilleur soutien financier pour compléter leurs études et avoir encore accès à la formation.»

Sa consœur Catherine Boudin a du même coup voulu rappeler au premier ministre qu'une menace de grève générale plane toujours au-dessus de la province.

## BATAILLE SUR LE WEB

## THE GAZETTE : War of tuition websites being won by students : Experts laud 'brilliant, savvy' tactics but government says its page is working – Friday, November 25, 2011

By KAREN SEIDMAN, The Gazette  
The provincial government's attempt to win over students who oppose tuition fee increases with a website explaining its motives seems to have only generated backlash.

As students and the government square off over planned tuition fee hikes, the propaganda war has moved online with duelling websites and accusations of manipulating the Internet.

And, by most accounts, the students are winning.

"They are losing their battle to try to outsmart young people with technology," said Lex Gill, president of the Concordia University Student Union. "The government tried to hijack a political debate and that's unacceptable."

On the day after a massive student protest against tuition fee increases on Nov. 10, the government launched a website - quebecui-

tionfees.com - which attempts to explain its position and the justification for raising tuition fees by \$325 a year for five years.

"There is a price to be paid for maintaining the high degree of excellence of a university education," says the site.

Shortly after, a site parroting the government site and with a near-identical address - quebec-tuitionfees.ca - popped up with a similar look but a very different message: "The fee hike, the

largest in Quebec's history, will force students to take on more debt, second jobs or drop out of school," it says, and urges students to continue to fight the hike because "the problem is mismanagement, not underfunding."  
 "This counterspin was brilliant and savvy," said Leslie Shade, a communications professor at Concordia University. "What the students did was incredibly clever, provocative and really resonates."  
 Not only was the government website upstaged by the student one, Education Minister Line Beauchamp then came under fire by the PQ for hiring a Montreal communications firm to rig Google searches by students against the tuition hike. It was alleged the government paid Groupe Cossette Communication \$50,000 to buy keywords that would direct students to the government site.  
 And while Beauchamp's press aide Dave Leclerc now says \$50,000 was the entire cost of the

campaign and that it costs less than \$10 to buy a keyword for 23 days, it doesn't really seem that the government has mastered social media.  
 "There's a code of ethics on the Internet and you're not supposed to buy someone else's Google word search," said Bruno Guglielminetti, manager of digital communications for National Public Relations, the largest public relations consultants in Canada. "It's like Pepsi buying a Coke ad word. It's not supposed to be done."  
 Gill agreed. "Buying Google keywords is subversive," she said. "People use Google to find the most relevant information. In this case, the government is just trying to trick them into accessing a Quebec government propaganda website."  
 But Leclerc said the government's website has been a resounding success. It had more than 100,000 hits in a week, he said, and the campaign was much less expensive than a print or television campaign.

"A half-page in La Presse on a Saturday is something like \$30,000," said Leclerc. "This was much more economical and we're pleased students are being informed."  
 As for students' contention the website appearing the day after a huge student protest signified their opposition had fallen on deaf ears, Leclerc said it was inconsequential in the sense that the government is not backing down.  
 "There will be an increase," he said.  
 The war may ultimately be lost, but students are saying that, this time at least, the battle was won.  
 "Their website ended up angering students," said Joel Pedneault, vice-president of external affairs for the Student Society of McGill University. "The government showed it's not listening to students and their website became known for the joke it generated."

**THE GAZETTE : Tuition-hike battle goes digital : Google tailored; Government accused of rigging searches – Thursday, November 17, 2011**



Photograph by: MARIE-FRANCE COALLIER  
 THE GAZETTE Quebec Bureau

Third-year student Tyler Lawson addresses a rally at McGill University by faculty and students angry about a confrontation last week when a number of students occupied the administration building.

By KEVIN DOUGHERTY

The digital age came to the National Assembly on Wednesday when Education Minister Line Beauchamp held up her iPad computer tablet to make a point.

The rule in the assembly is that any document quoted on the floor must be tabled for all to see. "The minister has presented two documents," interjected Stéphane Bédard, the Parti Québécois house leader. "I would like her to table them, including the iPad. We will give it to the students."

Beauchamp has been under fire from the PQ over her department's hiring of a Montreal communi-

cations firm to rig Google searches by students against a proposed 75-percent hike in university tuition fees.

The first site a student sees is the government's explanation of the tuition increases.

"The Internaut always has a choice," Beauchamp said. "Always a choice and nothing is imposed."

In Beauchamp's live Google search in assembly question period, she said the government site, justifying the increases, came up 11th.

The Gazette did two Google searches for FEUQ, the Fédération étudiante universitaire du Québec, the main association of university students.

The first, on the Firefox browser, did not turn up the government site. In the second search, using Internet Explorer, the government's site [droitsdescolarite.com](http://droitsdescolarite.com), came up first.

Google tracks the searches of all users and builds a profile on each, making it possible to track sites students would access, such as their university site.

Léo Bureau-Blouin, president of the Fédération étudiante collégiale du Québec, representing CEGEP students, said the government gave a \$50,000 contract to Groupe Cossette Communication to buy keywords, directing students to the government site.

To retaliate, Bureau-Blouin said, students "bought the real name of the government, 'corruption, collusion et endettement.'" Searching those terms, the first hit is the FECQ site, denouncing the hikes.

Bureau-Blouin said students will campaign in the Bonaventure byelection Dec. 5 to defeat Damien Arseneault, the Liberal candidate.

"It could be useful for us if they mobilize young people and others, and get out the youth vote," Marie Malavoy, the PQ education critic, said in an interview.

Malavoy said it was "immoral" for the government to hire Cossette, which usually tailors Google searches as a marketing tool for businesses.

"What is serious is that no one in the Education Department exercised judgment," she said.

The PQ does not object to tuition fee increases of \$100 a year from 2007 to 2012, bringing the basic university tuition in Quebec to \$2,168 this year.

But it has called for a debate on new hikes of \$325-a-year for five years, raising tuition to \$3,793.

The government site says this will give Quebec universities an added \$850 million a year, while the government will add \$85.4 million to its student bursary and loan program.

Malavoy said about 60 per cent of Quebec students now are not eligible for government bursaries and low-interest loans, and only about 25 per cent have parents with the means to pay their fees, leaving about 35 per cent ineligible for student aid, who borrow from banks and credit unions.

Malavoy said \$60,000 a year in family income is the cut-off point, and she knows families in that bracket with two or three children who want a university education.

**MÉTRO : Droits de scolarité : Offensive web : Les étudiants répliquent au gouvernement Charest – Mercredi 16 novembre 2011**

Les étudiants répliquent au gouvernement Charest en achetant des mots clés associés à la corruption

Ils diffusent ensuite une vidéo qui dévoile «le vrai visage» de Jean Charest  
 MÉTRO

Les étudiants n'ont pas tardé à répliquer au gouvernement de Jean Charest qui, par l'entremise du ministère de l'Éducation, a acheté, vendredi dernier, le nom des associations étudiantes dans Google pour publiciser son site internet sur le financement des universités.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a mis en ligne [une vidéo dévoilant le «vrai visage» de Jean Charest](#). Afin de mousser la popularité de son enregistrement, la FECQ a

acheté les mots corruption, collusion et endettement étudiant dans Google.



La Fédération étudiante collégiale du Québec ((FECQ) a mis en ligne une vidéo dévoilant le «vrai visage» de Jean Charest.

Au cours des cinq prochains jours, les internautes qui feront des recherches avec les mots

achetés par la FECQ verront apparaître un lien les menant au clip.

La FECQ a aussi référencé sa vidéo à l'aide des noms de tous les députés libéraux et des termes reliés à l'élection partielle dans Bonaventure.

«Le gouvernement a acheté notre nom pour publiciser son site Internet pour la hausse des droits de scolarité. Nous avons donc acheté le vrai nom du parti libéral pour montrer à la population le vrai visage de Jean Charest et de son parti», a déclaré Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Le ministère de l'Éducation a indiqué avoir pris la décision d'acheter les mots-clés liés aux différences associations étudiantes après avoir reçu une recommandation du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études qui suggérait



de mener une campagne pour expliquer la hausse des droits de scolarité. «Le plan de communication du ministère de l'Éducation ne devait pas servir à des fins partisans, il devait faire la promotion de l'université, a critiqué M. Bureau-Blouin. C'est 50 000 \$ de la poche des contribuables qui ont été utilisées

pour justifier sur le web une mesure néfaste pour les étudiants et leur famille.» Qu'en pensez-vous? **Nancy Mironchuck, Invité,** 15 novembre 2011, 21:50 M.Charest, quand vous agissez ainsi, vous ne faites que démontrer encore une fois comment vous pouvez être un dangereux. Tant et aussi

longtemps que vous ferez partie de ce gouvernement, vous n'aurez JAMAIS mon appui... Je suis une maman monoparentale de 3 enfants, et vous n'aidez surtout pas à ma situation financière. Vous vous foutez de l'avenir de nos enfants... vous êtes un être très ignorant. Je ne voterai jamais pour un chef lâche, comme vous!

## LA PRESSE : Droits de scolarité: le gouvernement et les cégépiens s'affrontent sur le web – Mardi 15 novembre 2011

Le vrai visage de Jean Charest

FECQofficiel | 2 vidéos | S'abonner



Image fournie par YouTube

Pascale Breton, La Presse

En réplique au gouvernement Charest qui a acheté les noms des principales associations étudiantes, les cégépiens se lancent à leur tour sur le champ de bataille de l'internet.

Au cours des cinq prochains jours, les internautes qui inscriront certains mots-clés liés aux libéraux dans le moteur de recherche Google verront apparaître une publicité les menant à une vidéo réalisée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Cette vidéo de 45 secondes «montre le vrai visage du gouvernement» et dénonce la hausse des droits de scolarité, explique le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

### Corruption, collusion

«Le gouvernement a acheté notre nom sur l'internet, on a donc décidé d'acheter le véritable nom du Parti libéral du Québec, c'est-à-dire corruption, collusion et endettement pour les gens», dit-il.

La FECQ a notamment payé pour acheter le mot «Parti libéral du Québec» et son acronyme, de même que plusieurs termes liés à l'élection complémentaire du 5 décembre, dans Bonaventure.

Des mots comme «corruption» et «collusion» ont aussi été achetés, faisant allusion au scandale dans la construction, de même que tous les noms des députés libéraux à l'Assemblée nationale.

«Le gouvernement a voulu s'aventurer sur le terrain du web 2.0 et c'est un terrain que nous, les jeunes, on connaît», prévient le président de la FECQ.

Vendredi, au lendemain de la grande manifestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité, le gouvernement Charest a acheté plusieurs mots-clés dans le moteur de recherche Google.

Quiconque écrit les acronymes des principales associations étudiantes de même que le mot «grève étudiante» voit apparaître une publicité menant à un site gouvernemental qui explique pour quelles raisons la hausse des droits de scolarité est nécessaire.

### La ministre se justifie

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, on a expliqué que cette stratégie répond aux recommandations du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études. Le comité a recommandé de tenir une campagne pour expliquer la hausse des droits de scolarité à la population.

Selon les cégépiens et les étudiants, il s'agit plutôt d'une campagne partisane. «L'objectif du comité n'était pas d'utiliser l'argent des contribuables pour affronter les étudiants sur le web, mais de faire la promotion de l'université», croit M. Bureau-Blouin.

## LE SOLEIL : Étudiants et gouvernement s'affrontent sur le Web – Mardi 15 novembre 2011

Lutte médiatique relative à la hausse des frais

**LineBeauchamp**

Québec

**Line Beauchamp .com**

**PRISE EN OTAGE DEPUIS 11/11/11**

**LUTTE MEDIATIQUE RELATIVE A LA HAUSSE DES FRAIS**

Constat

En date du 28 octobre 2011, le Ministère de l'éducation du Gouvernement du Québec fait l'acquisition du nom de domaine DroitsDescolarite.com en prévision du lancement d'un site informatif défendant de façon partielle les hausses annoncées par le député Raymond Bachand. La plateforme développée par la réputée firme de communication Cossette se note d'une stratégie de communication basée sur l'achat massif de publicité ciblant les utilisateurs dont les requêtes sur Google visent une recherche d'information sur la réalité des frais de scolarité.

Problématique

Sans prendre position pour ni contre la hausse des frais de scolarité, il est absolument inéquitable et inacceptable de faire de ce débat d'ordre une lutte médiatique financée à même le budget d'un ministre dénotant un manque de financement. Au-delà des questions relatives aux hausses, la problématique du contrôle de l'information émane inévitablement de ces agissements.

Solution

Suite à l'initiation de l'appropriation médiatique de l'association étudiante par le Ministère de l'Éducation via le rachat publicitaire, nous avons entamé le rachat du Ministère de l'Éducation et de sa ministre Mme Line Beauchamp.

Proposition

Il est absolument possible de lutter contre cette mesure en épuisant le budget du Ministère pour cette campagne. Visiter Google.com Tapper ASSE ou FEUQ ou Association Etudiants Citoyen sur le résultat publicitaire du site web Droitsdescolarite.com. Répéter que le site s'ouvre Répéter la manoeuvre Chaque clic coûte entre 0,15\$ et 1,20\$ au Gouvernement du Québec.

A PROPOS

Ce site est indépendant et financé par un seul individu ne faisant partie d'aucune des associations de luttes pour ou contre la hausse des frais de scolarité. La problématique générale soulevée des campagnes en relation publiques onéreuses, dans un souci de lutte pour le contrôle de l'information.

PARTAGER SUR FACEBOOK

Vous pouvez contribuer à la dilution du budget accordé au gouvernement à des mesures en engageant la procédure permettant de faire payer.

La guerre du Web a éclaté cette semaine entre le gouvernement du Québec et les étudiants qui combattent la hausse des droits de scolarité. Ci-dessus, le site [linebeauchamp.com](http://linebeauchamp.com), qui encourage ses visiteurs à épuiser le budget de la campagne Web du MELS en cliquant sur le lien publicitaire [droitsdescolarite.com](http://droitsdescolarite.com).



Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ — PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL

« Quand tu lances un site Internet et que tu veux qu'il soit visible, t'achètes des mots-clés. C'est légal, Google permet de le faire et c'est tout »

— Dave Leclerc, attaché de presse de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp



Line Beauchamp, ministre de l'Éducation — PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) La bataille que le gouvernement et les étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité se livrent sur le Web s'intensifie alors que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a acheté à son tour une série de mots-clés sur Google pour mener les internautes vers une [vidéo critique](#) à l'endroit de Jean Charest et de son gouvernement.

Depuis lundi soir, la liste de résultats liés à la recherche de quelque 150 mots, noms ou expressions comme *corruption*, *collusion*, *frais de scolarité*, *Jean Charest*, *Line Beauchamp*, *Damien Arseneault* ou *Bonaventure* s'accompagne d'un bandeau publicitaire en haut de page qui aboutit à la vidéo intitulée *Le vrai visage de Jean Charest*.



La guerre du Web a éclaté cette semaine entre le gouvernement du Québec et les étudiants qui combattent la hausse des droits de scolarité.

«Le gouvernement a acheté nos noms sur Google récemment, donc nous, on a acheté le véritable nom du Parti libéral - c'est-à-dire corruption, collusion - pour montrer à la population le véritable visage de Jean Charest», explique le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Après la grande manifestation de jeudi contre la hausse des droits de scolarité, Québec a acheté sur Google les acronymes des principales associations étudiantes québécoises, dont la FECQ, la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) et l'ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante), en plus d'expressions comme *grève étudiante* et *manifestation étudiante*.

La recherche de ces acronymes et expressions sur Google fait apparaître un lien publicitaire en haut de la liste de résultats. Le lien en question mène vers le [site droitsdescolarite.com](http://site.droitsdescolarite.com), sur lequel le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) défend la hausse des droits de scolarité. Le gouvernement a confié la réalisation du site et sa promotion à l'agence Cossette. Le coût total de cette campagne sur le Web, incluant l'achat des mots-clés à Google, s'élève à 50 000 \$.

### Étudiants en colère

La réplique n'a pas tardé en fin de semaine. Un étudiant qui préfère garder l'anonymat a mis en ligne le site [linebeauchamp.com](http://linebeauchamp.com), qui encourage ses visiteurs à épuiser le budget de la campagne Web du MELS en cliquant sur le lien publicitaire [droitsdescolarite.com](http://droitsdescolarite.com).

«Je pense que c'est une campagne avec un biais très clair qui brime l'équité en termes d'exposition médiatique puisque les étudiants n'au-



raient pu se payer une campagne à la Cossette», a expliqué par courriel au *Soleil* le créateur du site, qui se présente comme un étudiant universitaire de première année indépendant des fédérations étudiantes.

Un étudiant anonyme a aussi mis en ligne le site [droitsdescolarite.ca](http://droitsdescolarite.ca), un clone du site du MELS, mais qui soutient les arguments contraires sur la hausse des droits de scolarité.

«On ne sait pas encore qui est derrière le site, dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, mais ça lui a certainement coûté moins cher que 50 000 \$ pour le faire.»

Malgré la colère des étudiants, le MELS n'a pas l'intention de mettre fin à sa campagne de Cossette sur le Web, qui devrait durer un mois. «Quand tu lances un site Internet et que tu veux qu'il soit visible, t'achètes des mots-clés», dit Dave Leclerc, attaché de presse de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. «C'est légal, Google permet de le faire et c'est tout.»

De son côté, la FECQ prévoit que sa campagne centrée sur l'achat de mots-clés sur Google et la vidéo de Jean Charest s'étirera sur cinq jours et

s'est fixé un budget maximum de 1000 \$, indique Étienne Dion, secrétaire général de la FECQ.

#### 50 cents par clic

Google facture pour chaque clic sur un lien publicitaire, selon la popularité du mot-clé acheté. Ce prix peut varier chaque jour.

La FECQ a prévu une limite de 50 cents par clic. Hier, un clic sur le lien publicitaire qui apparaît à la suite d'une recherche sur *Jean Charest* se payait entre 35 et 43 cents.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, souligne que cette campagne s'inscrit dans un plan de communication plus large de la FECQ, destiné à démontrer les conséquences négatives de la hausse des droits de scolarité sur les familles des étudiants, notamment dans la région et Québec et la circonscription gaspésienne de Bonaventure, où une élection partielle aura lieu le 5 décembre.

«C'est le même gouvernement qui dilapide chaque année des centaines de millions de dollars en corruption, qui, en ce moment, demande de refiler la facture aux familles», dit M. Bureau-Blouin. C'est ce qu'on voulait souligner dans la vidéo.»

### LE SOLEIL : Achat de mots-clés: une arme médiatique essentielle – Mardi 15 novembre 2011

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) L'achat de mots-clés dans des moteurs de recherche est devenu une arme essentielle dans toute guerre médiatique - et ni le gouvernement ni le mouvement étudiant ne peuvent s'en passer, estiment les spécialistes consultés par *Le Soleil*.

Pour Simon Lamarche, fondateur de la firme d'experts en marketing Internet Adviso, l'agence Cossette a adopté la bonne stratégie en achetant à Google une série de mots-clés et d'acronymes de fédérations étudiantes pour attirer des visiteurs sur le site [droitsdescolarite.com](http://droitsdescolarite.com), où le ministère de l'Éducation défend la hausse des

droits de scolarité. «Ça leur permet d'être à un endroit où les gens se posent des questions sur ce sujet-là», résume M. Lamarche.

Ce dernier donne l'exemple de BP, qui avait acheté dans les principaux moteurs de recherche les termes liés à la marée noire dans le golfe du Mexique, afin de renvoyer les internautes vers son site. L'idée, «c'est de s'assurer d'être positionné dans les moteurs de recherche en fonction des termes qui risquent d'être utilisés lors d'une crise», explique M. Lamarche.

Selon Michelle Blanc, spécialiste des médias sociaux, l'achat de mots dans les moteurs de recherche est ce qui avait manqué à Maple Leaf

durant la crise de la listériose. «Lorsque les gens cherchaient *listériose*, ils tombaient sur le site des avocats qui faisaient une poursuite collective contre Maple Leaf au lieu de tomber sur [le site de] Maple Leaf», dit-elle.

S'ils veulent diriger le débat vers leurs points de vue, le gouvernement comme les étudiants ont avantage à acheter des mots dans les moteurs de recherche. Ils ne convaincront peut-être pas ceux qui ont une opinion arrêtée, mais les «mous» qui tombent sur leur site par l'entremise d'un lien publicitaire ont peut-être plus de chances de changer d'avis, estime Mme Blanc.

### LE DEVOIR : Droits de scolarité - Les étudiants et le gouvernement s'affrontent en ligne – Lundi 14 novembre 2011

Marco Bélair-Cirino

La bataille du Web entre le ministère de l'Éducation et les fédérations étudiantes collégiales et universitaires est féroce. Ce week-end, des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité ont en moins de deux clics «pris en otage» le nom de domaine [linebeauchamp.com](http://linebeauchamp.com) et ont mis en ligne le site [droitsdescolarite.ca](http://droitsdescolarite.ca) pour faire entendre leur voix.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) avait ouvert un nouveau front la semaine dernière dans la bataille de la hausse des droits de scolarité en dévoilant le site [www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com) et en commanditant des liens surplombants des pages triées sur le volet vers ce dernier. Il suffisait de saisir les acronymes des fédérations étudiantes collégiales et universitaires — FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec), FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) et ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante) — ou les expressions «manifestation étudiante» et «grève étudiante» dans le moteur de recherche de Google pour voir apparaître un lien commandité vers le site [www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com), où le MELS défend son projet d'augmenter les droits de scolarité.

Mais, hier, les bandeaux publicitaires avaient disparu, ce qui laisse croire que les internautes ont réussi le tour de force d'épuiser le budget du ministère pour cette campagne» en cliquant à répétition sur le résultat publicitaire du site Web [www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com). «Chaque clic coûte entre 0,15 \$ et 1,20 \$ au gouvernement du Québec», indiquaient-ils.

Le MELS a déboursé 50 000 \$ afin que l'agence de communication Cossette crée le site [www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com) et en fasse la promotion. «Le gouvernement s'approprie nos noms d'organisations? Des étudiants et étudiantes ont donc bénévolement détourné leur site de campagne vers [droitsdescolarite.ca](http://droitsdescolarite.ca) pour mettre en

avant notre argumentaire», a souligné hier le porte-parole de l'ASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

#### «Échange d'otages»

Pour leur part, les personnes se cachant derrière le site [linebeauchamp.com](http://linebeauchamp.com) proposent à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, rien de moins qu'un échange d'otages: «le nom de domaine [détenu depuis vendredi dernier] sera libéré si les informations partielles et biaisées contenues sur le site [www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com) sont modifiées pour exprimer, en plus des avantages d'une hausse, le revers de la médaille».

En créant [www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com), le MELS disait mettre en oeuvre une recommandation du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, c'est-à-dire donner plus d'informations sur son intention de hausser de 1625 \$ la facture des étudiants.

Le site Internet avait été mis en ligne vendredi, soit au lendemain d'une manifestation d'au moins 12 000 étudiants dénonçant dans les rues de Montréal la hausse des droits de scolarité annoncée dans l'ultime budget du ministre des Finances, Raymond Bachand.

#### Vos réactions

• Carole Dionne, Inscrite, lundi 14 novembre 2011 09h07

Au moins, les étudiants se battent avec les moyens du bord

Excellent, je n'ai rien contre. Mais cela ne change pas mon idée. pas que Linc Beauchamp m'impressionne, pas que j'aime Jean Charest (yarc), je trouve que c'est trop peu payé pour les étudiants dans le monde québécois. Et L'argent économisé par la course aux fraudeurs des banques devrait soulager les finances publiques dans son entier.

"Ce n'est pas une dépense mais on doit calculer la scolarisation comme un investissement? Expliquez moi alors pourquoi on est les plus endetté au Canada? parce que ça fait longtemps que l'université est presque gratuite comparé aux autres provinces et on

s'endette de plus en plus au lieu de sortir du trou.

• André Michaud, Inscrit, lundi 14 novembre 2011 09h53

faire dépenser ???

Dans leur site ces étudiants incitent à visiter le site du MELS, pas pour comparer les arguments, mais pour faire dépenser inutilement du fric au MELS..!!!!!!

Voilà une preuve évidente que ces jeunes ce foutent des travailleurs contribuables..et veulent leur vider encore plus les poches. Que ces derniers payent 85 % de LEURS études c'est pas encore assez leur vider les poches. Quel égoïsme et esprit anti-social... Heureusement c'est une poignée d'égoïstes qui ne représentent pas nos jeunes, car ce serait catastrophique!

• David T.Brongo, Abonné, lundi 14 novembre 2011 11h43

Quelques mises au point.

@ Carole Dionne: Il y a des dizaines de facteurs qui peuvent expliquer que nous soyons les plus endettés au Canada, comparaison dont j'aimerais bien avoir les détails justement. Laisser entendre que ce n'est qu'à cause de la «quasi-gratuité» scolaire, c'est extrêmement fallacieux. À ce compte-là, pourriez-vous m'expliquer pourquoi les États-Unis sont si endettés, alors qu'ils paient la totalité de leurs frais de scolarité?

@ André Michaud: Le but n'est pas de faire dépenser du fric au MELS comme vous tentez de l'insinuer. Cet argent (50 000\$) a déjà été dépensé par le gouvernement et la publicité ne peut apparaître qu'un certain nombre de fois dans une journée pour justement éviter de dépasser le-dit budget. L'objectif de la «campagne du clic» des étudiants est d'atteindre ce quota de clic le plus rapidement possible à chaque jour, pour que lorsque le «public» cherchera de l'information sur, par

exemple «manifestation étudiante», il ne tombera pas sur le site MELS.

- Pierre Dagenais, Abonné, lundi 14 novembre 2011 12h39  
le modèle scandinave  
La suède a de très bonne universités, bien financées et pourtant, les étudiants ne payes pas une cent, pourquoi ça ne fonctionnerait pas ici?
- Carole Dionne, Inscrite, lundi 14 novembre 2011 13h26  
@ David T.Brongo  
Je ne dis pas que c'est à cause de la presque gratuité scolaire que le Québec est endetté mais bien pour faire comprendre qu'il n'est nécessairement vrai également qu'en ayant plus de diplômées que les salaires vont être plus élevés et qui dit salaire élevé dit impôts accrus.  
Parce que au cas où vous ne suiviez pas les blogues, combien de fois entendons nous: " Ce n'est pas un dépense, c'est un investissement". Je suis tanné de l'entendre,

celle-là. Les garderies sont aussi un investissements. Les routes, les ponts, les soins de santés. etc...

Pis la Scandinavie, c'est à côté de l'ancienne URSS. Nous on est entourés d'état capitalistes à outrance. Pensez-y juste un petit peu. Les immigrants qui n'ont pas de métier ou peu d'argent veulent absolument venir en premier lieu au Québec: parce que le Québec en donne plus. Et quand ils se sentent à l'aise, ils émigrent vers une autre province. Gratuité au Québec? Beaucoup d'ontarien ou du Nouveau-brunswick vont se trouver une adresse au Québec ou un petit peu de travail pour justement pouvoir étudier gratuitement. Cédric Gagnon-Ducharme, Abonné, lundi 14 novembre 2011 13h44  
À M. Michaud  
Considérez plutôt que c'est le MELS qui a déboursé 50k\$ en campagne publicitaire fallacieuse et détournée, pour des fins de contrôle et détournement de l'opinion publique. Par ailleurs, il s'agit d'une dépense autorisée

par le gouvernement ; alors que ce soit les étudiants, dont les droits à liberté d'expression et la liberté d'association ont été bafoués, qui utilisent cette dépense pour fins de réappropriation de ce qui est leur en toute légitimité, est juste. Ils ne font qu'utiliser les méthodes gouvernementales utilisées contre eux.

D'autres part, la lutte pour l'accès à l'éducation est tout sauf égoïste. Votre propos démontre avec justesse le besoin criant d'un plus grand accès à l'éducation et à l'information de qualité.

- Matemiste, Abonné, lundi 14 novembre 2011 19h22  
Cultivons nos politiciens de demain !  
L'ignorance est un foyer chaotique de décision parce qu'elle est aveugle et inconsciente.  
Moins les gens seront instruits plus la rentabilité sur l'obsolescence humaine pourra continuer...

## LE DEVOIR.COM : Droits de scolarité - Un site Web réplique à celui du ministère de l'Éducation : Le nom de la ministre Line Beauchamp est «pris en otage» - Dimanche 13 novembre 2011, 10h15



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
Line Beauchamp

Le Devoir avec La Presse canadienne

Un microsite Internet dit «indépendant» a vu le jour aujourd'hui à l'intention de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ([www.linebeauchamp.com](http://www.linebeauchamp.com)). Ce site, financé par «un seul individu ne faisant partie d'aucune des associations de luttes pour ou contre la hausse des frais de scolarité», a été créé pour dénoncer celui consacré à l'augmentation des droits de scolarité ([www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com)), lancé hier par le ministère de l'Éducation (MELS).

Hier, le MELS a souligné que son site fait partie d'un plan de communication qui est l'objet de la première recommandation du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), chargé de conseiller la ministre sur la hausse des droits.

Conçu par l'agence de communication Cossette, le site du ministère, aura coûté 50 000 \$ au total, ce qui comprend la création et la promotion. Ce montant comprend également l'achat de mots-clés comme «FEUQ», «FECQ», «grève étudiante», pour que le site du MELS apparaisse

dans un bandeau publicitaire en haut de page lorsque ces mots sont recherchés dans Google. «Je sais que des étudiants disent qu'on a pris l'argent des contribuables pour faire ça. Mais ça fait suite à la recommandation du CCAFE qui demandait qu'on élabore un plan de communication pour donner davantage d'explications», a noté Dave Leclerc, l'attaché de presse de la ministre Beauchamp.

La mise en ligne de ce site a déclenché ce matin la colère d'une centaine de personnes sur les réseaux sociaux. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) n'a pour sa part vu dans ce site qu'un outil pour faire «jouer la cassette libérale». «Les étudiants les ont interpellés massivement, hier, et eux, ils nous répondent: "Vous n'avez toujours pas compris, alors on va vous faire un site Web", de dire hier Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. «Les étudiants ont très bien compris. Le plan, c'est d'endetter les générations à venir.» Elle déplore que le «dialogue de sourds» se poursuive. «Un site Internet, ce n'est pas un débat.»

### Appropriation médiatique

Pour sa part, le site qui a vu le jour aujourd'hui ne dénonce pas la hausse des droits de scolarité, mais plutôt la «lutte médiatique financée à même le budget d'un ministère décrivant un manque de financement. Au-delà des questions relatives aux hausses, la problématique du contrôle de l'information émane inévitablement de ces agissements», peut-on lire.

Le site propose un «échange d'otage» entre le nom de domaine [LineBeauchamp.com](http://LineBeauchamp.com) et celui de [Droitsdescolarite.com](http://Droitsdescolarite.com). Ce dernier devrait être modifié «pour exprimer, en plus des avantages d'une hausse, le revers de la médaille.» Le détenteur du site veut ainsi lutter contre l'«appropriation médiatique» des requêtes sur Google entourant les frais de scolarités. Il souhaite en outre que ceux qui veulent dénoncer le site du gouvernement cliquent sur ce dernier, car

il en coûterait entre «0,15\$ et 1,20\$ à chaque clic», toujours selon l'instigateur.

### Manifestation à la rencontre de Jean Charest

Par ailleurs, une vingtaine d'étudiants attendaient de pied ferme aujourd'hui le premier ministre Jean Charest à sa sortie de la salle communautaire où s'est tenue l'assemblée d'investissement du député Sklavounos. Ils brandissaient des affiches de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), tout en scandant des slogans comme: «Charest, on veut étudier, pas s'endetter».

Une foule d'environ 12 000 étudiants, 30 000 selon les organisateurs, avaient débrayé jeudi pour dénoncer la hausse annoncée des droits de scolarité universitaires, descendant dans les rues du centre-ville de Montréal pour manifester. Avec la hausse prévue, les universitaires paieront 75 % de plus pour leurs études en 2016, déboursant 3793 \$ en frais pour s'inscrire.

Le gouvernement Charest a annoncé qu'il maintiendrait le cap et a défendu cette augmentation de 325 \$ par année pendant cinq ans, la jugeant «équilibrée». Il a par ailleurs acheté les mots clés «grève étudiante» sur le site Web Google, s'assurant ainsi le haut du pavé pour mieux promouvoir son opinion lorsque des internautes font des recherches sur le sujet.

Le Devoir avec La Presse canadienne



## LE DEVOIR : Droits de scolarité - Un site Web pour justifier la hausse - Samedi 12 et dimanche 13 novembre 2011

Lisa-Marie Gervais

Au lendemain d'une grande manifestation contre la hausse des droits de scolarité qui a rassemblé 20 000 personnes, la ministre de l'Éducation est plus ferme que jamais sur son intention d'augmenter de 1625 \$ la facture des étudiants. Son ministère a même lancé hier un microsite Internet consacré à l'augmentation des droits de scolarité, contenant notamment de l'information

sur l'effet réel qu'aura la hausse et sur les mesures mises en place pour assurer l'accessibilité aux études universitaires.

«Nous sommes bien conscients que les étudiants provenant de milieux à faible revenu ont besoin d'un soutien particulier et que leurs parents [...] ont souvent tendance à surestimer le coût des études universitaires et à en sous-estimer les bénéfices», a indiqué la ministre Line Beau-

champ. Ce site, souligne le ministère de l'Éducation (MELS), fait partie d'un plan de communication qui faisait l'objet de la première recommandation du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), chargé de conseiller la ministre sur la hausse des droits.

Conçu par l'agence de communication Cossette, le site ([www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com)) aura coûté 50 000 \$ au total, ce qui comprend la création et

la promotion. Ce montant comprend également l'achat de mots-clés comme «FEUQ», «FECQ», «grève étudiante», pour que le site du MELS apparaisse dans un bandeau publicitaire en haut de page lorsque ces mots sont recherchés dans Google. «Je sais que des étudiants disent qu'on a pris l'argent des contribuables pour faire ça. Mais ça fait suite à la recommandation du CCAFÉ qui demandait qu'on élabore un plan de communication pour donner davantage d'explications», a noté Dave Leclerc, l'attaché de presse de la ministre Beauchamp.

#### Mais encore?

Le président du CCAFÉ, Pierre Grondin, a salué «cet outil intéressant» qui, selon lui, répond bien aux préoccupations touchant la diffusion de l'information. Toutefois, il rappelle que le plan de communication du ministère ne pourra se limiter à un site Web. «Les personnes à faible revenu ou sur la sécurité sociale, qui sont les plus susceptibles d'avoir besoin d'aide financière, n'ont pas toujours Internet haute vitesse à la maison», a-t-il rappelé.

Quant à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), elle ne voit dans ce site qu'un outil pour faire «jouer la cassette libérale». «Les étudiants les ont interpellés massivement, hier, et eux, ils nous répondent: "Vous n'avez toujours pas compris, alors on va vous faire un site Web"», de dire Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. «Les étudiants ont très bien compris. Le plan, c'est d'endetter les générations à venir.» Elle déplore que le «dialogue de sourds» se poursuive. «Un site Internet, ce n'est pas un débat.»

### JOURNAL DE MONTRÉAL : 50 000\$ pour un site web – Samedi 12 novembre 2011

SARAH MAUDE LEFEBVRE

En réponse aux étudiants, le ministère de l'Éducation a investi 50 000\$ dans la création d'un site Web sur les droits de scolarité, qui peut être trouvé en tapant le nom des associations étudiantes dans un moteur de recherche. Une initiative qui provoque la colère du mouvement étudiant.

Lancé hier, le site [www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com) constitue, selon le Ministère, une «référence pour ceux et celles qui veulent comprendre pourquoi une hausse des droits de scolarité est néces-

saire». Outre que par l'adresse exacte, on peut accéder au site par différents mots-clés, dont les noms des différentes fédérations d'étudiants, telles la Fédération universitaire du Québec (FEUQ) ou l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Le Ministère a en effet acheté les mots-clés correspondant au nom de ces associations.

#### Furieux

Cette façon de faire est loin de plaire aux étudiants. «Alors qu'on parle de sous-financement de notre système d'éducation, le gouvernement

investit des sommes importantes pour faire de la propagande contre les revendications étudiantes, et en utilisant nos noms par-dessus le marché. C'est inacceptable. On ne fait qu'attiser notre colère», s'indigne Gabriel Nadeau-Dubois de l'ASSÉ.

Le Ministère, de son côté, se défend d'utiliser à tort le nom des associations étudiantes. «C'est courant d'acheter des mots-clés pour un site Web, affirme le porte-parole, David Leclerc. Et nous avons choisi ceux qui peuvent le plus rejoindre les étudiants et leurs parents.»

### LA PRESSE.CA : Québec achète «grève étudiante» sur Google - Mis à jour le 11 novembre 2011 à 17h48 - Samedi 12 novembre 2011

Vincent Larouche, La Presse

Au lendemain de la grande manifestation contre la hausse des frais de scolarité, Québec a payé pour acheter les noms des principales associations étudiantes et certaines expressions comme «grève étudiante» sur le moteur de recherche Google, afin de promouvoir le point de vue gouvernemental.

Plusieurs internautes qui recherchaient dans Google les acronymes de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ou de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont vu apparaître une publicité pour le site gouvernemental [www.droitsdescolarite.com](http://www.droitsdescolarite.com).

Même résultat pour les expressions «grève étudiante» ou «manifestation étudiante».

Sous le titre «L'université demeure accessible», le site annoncé propose d'apprendre aux lecteurs «pourquoi une hausse est nécessaire pour continuer à assurer la qualité de l'enseignement et garantir la valeur des diplômes universitaires».

Les associations étudiantes qui combattent la hausse sont outrées que leur nom ait été utilisé à cette fin.

Mais Dave Leclerc, porte-parole de la ministre de l'Éducation, affirme que ce plan de communication était une recommandation du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, sur lequel siégeaient sept représentants étudiants sur 19 membres.

«On s'est dit que la meilleure façon de joindre la clientèle c'était par un microsite qui répond aux questions. C'est beaucoup moins cher qu'une publicité à la télévision, d'ailleurs», explique M. Leclerc.

«Je sais que les associations étudiantes vont dire que c'est de la propagande, mais ça n'en est pas! C'est une recommandation du comité», dit-il. Le gouvernement a confié à l'agence de publicité Cossette le mandat de réaliser le site et d'en faire la promotion, à un coût total de 50 000\$. Ce forfait inclut l'achat des mots-clés à Google.

«Ce que recommandait le comité, c'était de faire la promotion de l'importance de l'éducation et du programme prêts et bourses. Pas d'utiliser ça à des fins partisans!» rétorque Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Selon lui, cette campagne montre que la mobilisation étudiante inquiète le gouvernement. «Ils utilisent la crédibilité des associations étudiantes

en achetant leurs acronymes pour mousser leur campagne. C'est une stratégie douteuse», dit-il. Google permet à quiconque d'acheter de tels mots-clés ou expressions pour diffuser de sa publicité aux internautes. Il est permis d'acheter le nom d'une entreprise ou d'une organisation rivale, mais il n'est pas permis d'utiliser son nom dans la publicité que l'on souhaite diffuser ensuite.

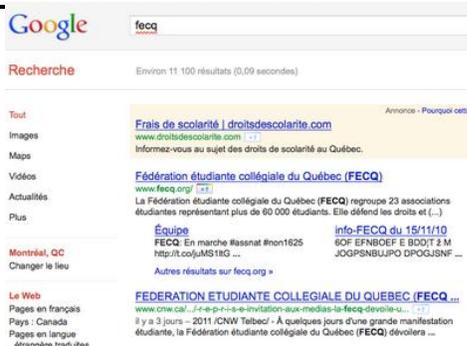
Une recherche effectuée par *La Presse* démontre que l'achat des mots-clés a été peu coûteux. Google fixe le prix des mots-clés selon leur popularité et le nombre de personnes qui souhaitent l'acheter. L'annonceur paye ensuite chaque fois qu'un internaute clique sur sa publicité.

L'expression FEUQ, recherchée en moyenne 1000 fois par mois sur Google Canada, est vendue à environ 10 sous par clic. FECQ, avec 720 recherches par mois, coûte le même tarif.

Pour ASSÉ, un nom recherché 18 000 fois par mois au Canada (et qui a d'autres usages qu'un regroupement étudiant), le prix est plus élevé, à environ 79 sous par clic.

L'expression «Association étudiante», avec 2400 recherches par mois en moyenne au Canada, est plus dispendieuse, avec un tarif approximatif de 1,21\$ par clic.

### MÉTRO.COM : Le gouvernement "achète" le nom des associations étudiantes dans Google - Mis à jour: vendredi 11 novembre 2011 15:20



Une recherche sur Google basée sur les acronymes des principales associations étudiantes fait donc apparaître un lien commandité vers un nouveau site du ministère de l'Éducation.

**LA PRESSE CANADIENNE**

Publié: 11 novembre 2011 15:17

Mis à jour: 11 novembre 2011 15:20

MONTRÉAL — Si les étudiants ont fourbi leurs armes jeudi, le ministère de l'Éducation n'est pas en reste dans la bataille qui se prépare autour de la hausse des droits de scolarité.

Le gouvernement québécois a payé un moteur de recherche pour s'assurer que son argumentaire arriverait en haut de celui des associations étudiantes aux yeux de l'internaute qui cherche à s'informer sur le sujet.

Une recherche sur Google basée sur les acronymes des principales associations étudiantes fait donc apparaître un lien commandité vers un nouveau site du ministère de l'Éducation. Il y défend la hausse des droits de scolarité. Des termes tels que «manifestation étudiante» et «grève étudiante» y mènent aussi, a admis le porte-parole de la ministre de l'Éducation.

Pour un certain montant d'argent, toute organisation peut «acheter» des mots-clés sur Google afin que les internautes qui les inscrivent dans le moteur de recherche tombent plus rapidement sur son site.

Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, s'est insurgée contre cette pratique, en entrevue téléphonique avec *La Presse Canadienne*. Selon elle, les décisions du gouvernement



montrent bien qu'il manque de crédibilité et ne veut pas effectuer de vrai débat sur la question des droits de scolarité.

Dave Leclerc, porte-parole de la ministre Line Beauchamp, a expliqué que le lancement de ce site s'inscrit dans un plan de communication plus large.

Le comité chargé de conseiller le gouvernement en matière d'aide financière aux études avait demandé à Mme Beauchamp de bien informer les étudiants de son plan et des mesures d'aide disponibles pour assurer

l'accessibilité aux études supérieures. Le lancement du site Internet et l'achat des mots-clés constitue une partie de la réponse du ministère à cette recommandation, a indiqué Dave Leclerc.

Jeudi, plus de 12 000 étudiants ont manifesté dans les rues de Montréal contre la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest.

Le lancement du site Internet au lendemain de cet événement relève d'un "certain hasard", selon Dave Leclerc.

## MANIFESTATIONS DU 10 NOVEMBRE 2011

[Voir revue de presse spécifique](#)

## AVANT LA MANIFESTATIONS DU 10 NOVEMBRE 2011

### **LE JOURNAL DE SAINT-FRANÇOIS : La ministre Beauchamp évite les manifestants – Mercredi 16 novembre 2011**



(Photos: Pierre Langevin)

La ministre de l'Éducation, des Loisirs et Sports, Line Beauchamp était de passage à Salaberry-de-Valleyfield dimanche dernier, mais elle brillait par son absence au lancement du nouveau disque de chansons pour enfants de la musicienne et compositrice Linda Dumouchel, à l'école Frédéric-Girard. La ministre aurait fait savoir qu'elle préférerait annuel son engagement afin d'éviter une confrontation avec les étudiants qui l'attendaient à l'école pour lui parler du dossier de l'augmentation de frais de scolarité. Selon les responsables du lancement de disque, le ministre ne voulait mêler pas la politique avec une activité familiale où les élèves de l'école étaient présents. Une quinzaine de membres de l'Association des étudiants et étudiantes du Collège de Valleyfield (AGEECV) étaient sur place dans l'expectative de rencontrer la ministre originaire du secteur Saint-Timothée. L'absence de Mme Beauchamp n'a pas empêché les élèves de l'école de chanter les nouvelles compositions du disque «J'ai la joie en moi!», le 6e album réalisé par la Campivallensienne Linda Dumouchel. (D.B.)

### **ASSÉ : Mobilisation étudiante : l'Association étudiante du Cégep de Valleyfield et l'ASSÉ perturbent un événement de la ministre de l'Éducation – Samedi 12 novembre 2011**

Valleyfield, 12 novembre 2011 – Suite à son vote de grève et à sa participation à la manifestation du 10 novembre réunissant tous les organisations nationales étudiantes, l'Association étudiante du Cégep de Valleyfield continue de mettre de la pression sur le gouvernement Charest. « Les étudiants et étudiantes de Valleyfield étaient en grève et dans la rue pour dénoncer la hausse des frais de scolarité, ce jeudi. Cela n'a pas suffi à faire entendre raison aux libéraux. Madame Beauchamp doit donc s'attendre à ce que nous mettions de la pression partout où nous le pouvons ! » affirme Justin Arcand, président de l'Association générale des étudiants du Collège de Valleyfield (AGECoV), qui a récemment adoptée en Assemblée générale un mandat de consultation sur la grève générale illimitée cet hiver.

L'AGECoV prévoit également travailler étroitement avec l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui regroupe 45 000

membres au niveau national et dont le plan de match pour l'hiver prochain est la grève générale illimitée. « Nous nous dirigeons vers la formation d'une coalition qui regroupe tous les cégeps et universités souhaitant mettre de l'avant les principes de solidarité, d'accessibilité à l'éducation, de gratuité scolaire et d'indépendance de l'éducation du privé. Nous sommes très enthousiastes de voir que le Cégep de Valleyfield se joint au mouvement ! » se réjouit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

L'ASSÉ rappelle que la bataille contre la hausse des frais s'est récemment transposée sur le web. « Le gouvernement a payé 50 000\$ pour faire un site web et détourner le nom des différentes organisations étudiantes sur Google, comme l'ASSÉ, la FECQ et la FEUQ, pour mettre de l'avant son propre site web de campagne. Le gouvernement s'approprie nos noms d'organisations ? Des étudiants et étudiantes ont

donc bénévolement détourné leur site de campagne vers <http://www.droitsdescolarite.ca/> pour mettre de l'avant notre argumentaire » souligne le porte-parole de l'ASSÉ.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement près de 45 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour l'accessibilité à un système d'éducation gratuit, public et de qualité.

- ▶ 30 - Renseignements :
- ▶ Anne-Marie Provost, attachée de presse : 1-514-882-8726
- ▶ Courriel : [communication@asse-solidarite.qc.ca](mailto:communication@asse-solidarite.qc.ca)
- ▶ Site web : [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

### **LE DEVOIR : La hausse des droits de scolarité est juste, dit Line Beauchamp : Plus de 200 000 étudiants sont en grève ou en levée de cours aujourd'hui pour manifester – Jeudi 10 novembre 2011**

La Presse canadienne

Québec — Quoi qu'ils en pensent, les étudiants devront déboursier «la juste part» du coût de leur scolarité, a soutenu aujourd'hui la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Les étudiants répliqueront en manifestant, aujourd'hui.

La colère des mouvements étudiants et de leurs alliés sociaux et syndicaux n'émeut pas la ministre qui reste inflexible sur la hausse annoncée de 325 \$ par année des droits de scolarité d'ici 2016.

Au terme de l'ajustement, la facture refilée aux étudiants atteindra 3793 \$, une hausse de 75 % comparativement à son niveau actuel qui est de 2168 \$.

Aussi importante qu'elle soit, l'augmentation des droits de scolarité est «juste», a répondu Mme

Beauchamp, en Chambre, à une question de la porte-parole péquiste en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy.

Pour la ministre, il est normal que les étudiants investissent davantage dans leur formation compte tenu des salaires qu'ils leur seront versés une fois sur le marché du travail.

Les diplômés universitaires, a-t-elle expliqué, empocheront des revenus nettement supérieurs à ceux de la grande majorité des contribuables appelés à financer l'essentiel de leur éducation.

De son côté, la députée Malavoy a fait valoir que l'augmentation des droits de scolarité va réduire l'accessibilité aux études et porter par le fait même un dur coup au développement économique du Québec.

**Manifestation**

Une grande manifestation étudiante aura lieu cet après-midi au centre-ville de Montréal pour dénoncer la hausse des droits de scolarité universitaires annoncée par le gouvernement Charest.





Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

*La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp soutient que les étudiants devront déboursier «la juste part» du coût de leur scolarité.*

Sous la pluie, des dizaines d'autobus convergent ce matin vers la métropole.

La manifestation devrait débuter à 14 h à la place Émilie-Gamelin, au centre-ville de Montréal. Les étudiants prévoient notamment s'arrêter devant les bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest, au coin des rues Sherbrooke et McGill College

Les organisateurs espèrent que des dizaines de milliers d'étudiants des universités et des cégeps de partout au Québec répondront à l'appel. Plus de 200 000 étudiants sont en grève ou en levée de cours aujourd'hui pour participer à la manifestation, ont-ils avancé.

Il s'agit de près de la moitié des étudiants de niveau post-secondaire dans la province.

Les centrales syndicales québécoises ont déjà indiqué qu'elles appuieront les étudiants. Des membres de la Centrale des syndicats du Québec marcheront notamment à leurs côtés.

Des députés péquistes prendront part à la marche, tout comme Françoise David et Amir Khadir, les deux coporte-parole de Québec solidaire.

Les étudiants auront aussi l'appui des professeurs de l'UQAM. Réunis en conseil syndical, ils ont voté hier une résolution à l'unanimité contre la hausse des droits de scolarité, et incitent les professeurs de l'UQAM à participer massivement à la manifestation.

#### **Bénéficier, donc contribuer**

Quant à la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ), elle estime que tous ceux qui bénéficient de l'éducation devraient y contribuer — la société, mais aussi les étudiants.

«On considère que cette hausse annoncée est raisonnable, et on a toujours soutenu qu'il fallait qu'il y ait une bonification des programmes de prêts et bourses au même moment qu'une hausse, et cela a également été annoncé», a indiqué le président-directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian.

Il affirme que tous les étudiants boursiers actuels ne seront pas touchés par la hausse, parce que leur bourse sera augmentée en conséquence. Selon lui, sans cette augmentation des droits, le financement des universités sera à risque.

#### **Vos réactions**

• Marc Tremblay, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 14h23

Un gros accroc au principe de l'universalité  
Peu importe ton revenu, tu débourses une seule somme pour la franchise-santé. Tu paies 7\$/jour pour faire garder tes mioches. La Régie des rentes ne coûte pas plus cher pour les mieux nantis.  
C'est cela le principe de l'universalité.

Alors, pourquoi ce principe ne s'applique pas pour les frais de scolarité?

En toute logique, ce n'est pas parce qu'un va gagner plus que les autres une fois ses études complétées qu'il devrait payer plus que les autres.

Au Québec, il n'y a qu'un moyen - et c'est le meilleur - pour appliquer le principe de redistribution des revenus et c'est l'impôt.

Fixer un coût pour l'utilisation des services publics en fonction du revenu est inéquitable, discriminatoire et antidémocratique. Selon cette philosophie, par exemple, les familles avec enfants devraient payer plus pour les soins de santé que les couples sans enfant. Ces familles avec enfants devraient payer plus pour qu'on dispose de leur déchet...

Mathieu Tremblay, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 14h35

Vraiment?

"Les diplômés universitaires, a-t-elle expliqué, empocheront des revenus nettement supérieurs à ceux de la grande majorité des contribuables appelés à financer l'essentiel de leur éducation."

Quelle bonne blague.

Roland Berger, Abonné, jeudi 10 novembre 2011 14h51

Augmentation juste ?

Line Beauchamp a raison. L'augmentation des frais de scolarité est juste dans une société qui voit la formation collégiale et universitaire comme un privilège plutôt qu'un investissement pour l'avenir. Madame Beauchamp est ministre de l'Éducation dans un gouvernement libéral-conservateur. Son raisonnement tient de son allégeance.

Roland Berger

Celljack, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 15h13

Simple problème de communications...

Au lieu d'annoncer une "augmentation des frais de scolarité"... le gouvernement pourrait arriver au même résultat en employant un chemin différent.

Par exemple, on pourrait "augmenter l'aide sous forme de bourses aux démunis" ET "augmenter les frais de scolarité".

Je suis en faveur d'une accessibilité universelle aux études pour tous. Avec un bon équilibre, on conserve l'accessibilité pour tous, puis on augmente les frais pour ceux qui ont les moyens.

Je ne me fais pas trop de soucis pour les étudiants qui arrivent à l'école avec une voiture neuve, le téléphone à 500\$, les vêtements à la mode.

Ceux qui arrivent en bus, qui travaillent à tourner des boulettes et qui s'habillent au village des valeurs, eux je veux les aider.

François Ricard, Abonné, jeudi 10 novembre 2011 15h24

N'y aurait-il pas d'autres mesures à prendre? Augmentation des frais de scolarité: solution unique?

Les universités manquent d'argent. Augmentons les frais de scolarité. Ce n'est qu'une des solutions possibles. Et possiblement la dernière à laquelle nous devons avoir recours.

Combien efficaces nos universités sont-elles? La moyenne des heures de classe des professeurs en titre est la plus basse de tout le continent. Pourtant les résultats de la recherche ne sont pas plus mirobolants qu'ailleurs.

Quant à la gestion même, il faudrait jeter un regard approfondi sur le fonctionnement de nos universités. Ce n'est pas parce que quel'un a un doctorat en andragogie, en chimie

ou lettres, qu'il sera un bon administrateur. D'ailleurs, l'UQUAM et son Îlot Voyageur en est un bon exemple.

Le Québec, nous tous, à bon droit d'ailleurs, investit des sommes d'argent importantes dans la formation de ses gens. C'est pourquoi, en retour, nous devrions exiger de tous nos diplômés universitaires, sans exception, qu'ils s'engagent par contrat à travailler au Québec pendant au moins cinq après l'obtention de leur diplôme.

NickGP, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 16h11

Dans quel monde vie notre ministre?

"Les diplômés universitaires, a-t-elle expliqué, empocheront des revenus nettement supérieurs à ceux de la grande majorité des contribuables appelés à financer l'essentiel de leur éducation."

Madame Beauchamp... je suis étudiant à la faculté de formation initiale des maîtres de l'UdM. Il s'agit d'un baccalauréat de 4 années, qui débouche sur un salaire annuel de 36,000\$ Un revenu "nettement supérieur" dites-vous? Non mais, de qui vous moquez-vous!?

Vous ne semblez pas comprendre la situation des universités, et encore moins celle des universitaires. Les fonds sont là, nos universités n'ont jamais été aussi bien subventionnées, seulement voilà, l'argent est dépensé tout croche. Commencez-donc par faire le ménage avant de prétendre qu'il est juste que les étudiants paient pour couvrir votre incompétence et celle de nos recteurs.

André Michaud, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 18h06

le moins cher en Amérique du Nord

Le Québec est l'endroit en Amérique du Nord où les contribuables contribuent le plus aux coûts des études post secondaires, et on voudrait faire payer encore plus le citoyen, lui presser encore plus et plus le citron...lui vider les poches un peu plus..

Les citoyens payent déjà environ 85% des coûts de l'éducation des jeunes et certains ingrats voudraient encore plus !! On est loin du partage équitable moitié moitié..

Je ne crois pas du tout que 200,000 étudiants ont voté pour la grève. Comme dans les syndicats on manipule les chiffres.. C'est ce qu'a constaté ma fille lors de ses études à l'UQAM..

Le partage ce n'est pas toujours vouloir faire payer les autres...pour SON avenir. Et il faut choisir intelligemment ses études pour que ça débouche sur une possibilité sérieuse d'emploi, et non s'endetter inutilement pour une lubie.

alex2727, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 20h30

Le moins cher en Amérique du Nord...?

Peut-être. Oui.

Mais quiconque a habité ailleurs aux États-Unis par exemple saura que nous sommes la nation la plus taxée en Amérique du Nord. Tout, vraiment tout ici coûte plus cher qu'ailleurs mais si vous n'avez jamais passé 2 mois aux USA vous ne pouvez comprendre.

Tout est taxé ici. L'essence est plus chère à cause des taxes, l'alcool est monopolisé et beaucoup plus chère à cause des taxes, la tps tvq gonfle le prix de tout, l'épicerie coûte plus cher qu'aux USA, l'électronique, les impôts de 30-40%, etc. etc. etc

Avez-vous déjà voyagé?

Alors lorsqu'on dit qu'on paie moins cher que le reste de l'Amérique du Nord, j'ajouterais un bémol. Oui, mais tout le reste coûte plus cher!!!

- michel lebel, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 20h34  
Oui à l'augmentation!  
Le sujet des frais de scolarité a été étudié sous toutes ses coutures depuis des lunes au Québec! Surétudié! Cette augmentation graduée (avec un bon système de prêts et bourses) des frais de scolarité est une bonne décision, longtemps attendue. Tout a été dit sur le sujet. C'est simple: le réseau universitaire a un besoin criant de sous et ceux-ci ne poussent pas dans les arbres!
- alex2727, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 20h34  
Ah et en passant...  
J'ai fait un baccalauréat de 3 ans et demi à l'Université de Sherbrooke. Mon salaire initial à mon premier emploi était de 12\$/l'heure.

Le salaire d'un plombier ou travailleur de la construction est de 32\$/l'heure. J'ai fait un choix, oui c'est vrai, mais arrêtez de dire que le salaire est en lien avec les études et que ça se repaie tout seul après.

- Noah Guerard Daigle, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 09h51  
Une Marionnette ou une Représentante de la population?  
Pourquoi Line Beauchamp défend d'une manière dictatrice et non-ouverte les mauvais choix et actions que pose le gouvernement contre la population québécoise ?  
Est-ce que les Étudiants et Étudiantes démontrent une nouvelle fois l'importance que peut avoir le Mouvement Étudiant?  
Est-ce qu'un jour les ministres de partis politiques seront oubliés, censurés, mis de côté

et négligés de façon significative par la Population?  
Jusqu'à maintenant, les systèmes politiques canadiens ne font que s'humilier, depuis que la Grande-Bretagne est propriétaire du Canada. De plus, ce système défectueux maltraite les habitants du territoire appelé Canada en les contrôlant, en les taxant et en les gardant le plus bas possible dans l'échelle sociale pour que la Première Classe puisse se sentir supérieure.  
LINE BEAUCHAMP, change tes propos et propose une solution avantageuse pour les gens prêts à s'investir dans leur propre éducation et dans le bon fonctionnement du Québec. Sinon, toutes les figures politiques du Québec finiront avec des messages publics de réprimande à leur endroit.

## LE DEVOIR : 1ère page : Un débat, quel débat?: Grève d'une journée de 200 000 étudiants québécois qui souhaitent faire entendre leur voix – Jeudi 10 novembre 2011



Photo : Agence Reuters

Les étudiants sont à nouveau descendus dans la rue hier à Londres, sous haute surveillance policière, pour protester contre la hausse des droits universitaires, sans atteindre le niveau de mobilisation lors de manifestations, émaillées de violences, il y a un an. A lire en page B 5.

Lisa-Marie Gervais

En grève d'un jour, plus de 200 000 étudiants ont donné leur appui à la manifestation contre la hausse des droits de cet après-midi. Ce sera l'occasion de faire entendre la voix de ceux qui estiment que le débat n'a pas eu lieu. L'espoir est-il permis?

C'était le 6 décembre dernier, en pleine tempête de neige. Une poignée d'étudiants avaient bravé la température pour manifester contre la hausse des droits de scolarité à Québec. À l'intérieur du Centre des congrès, ça discutait financement des universités, avec la ministre Line Beauchamp. La hausse des droits, qui allait plus tard être confirmée dans le budget Bachand, se profilait déjà. Jugeant que les dés étaient pipés d'avance, les deux grandes fédérations étudiantes avaient fini par claquer la porte, suivis par les syndicats.

«Le gouvernement a dit que c'était ça le débat. Mais c'était une mascarade avec différents groupes et des entreprises. C'est pour ça qu'on a claqué la porte. Selon nous, il n'y a jamais eu de débat, a soutenu Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Le gouvernement s'entête et on a l'impression que c'est une question d'orgueil.»

Selon le chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) Éric Martin, l'heure du débat est arrivée. «Ailleurs dans le monde, il est là, le débat. C'est nous qui arrivons en retard», a dit celui qui est également coauteur d'Université inc., récemment paru aux éditions Lux. «On voit que tout le monde s'est lancé en bas du pont et que ça ne leur a pas bien servi», a-t-il ajouté en faisant allusion notamment à la Grande-Bretagne qui est passée, en dix ans, d'un système gratuit d'éducation à un

autre qui exigerait 14 000 \$ en droits de scolarité.

Les étudiants, qui n'en sont pas à leur première grève, ont repris d'assaut les rues de Londres hier, pour dénoncer la privatisation des universités. Pour le même combat, le printemps a vu éclore un immense mouvement de protestation au Chili, pas seulement étudiant, mais de toute la société civile, qui fleurit toujours six mois plus tard. C'est dans ce pays d'Amérique latine que l'éducation est proportionnellement la plus chère au monde. L'État s'est d'ailleurs complètement retiré du financement de l'éducation supérieure, en n'y investissant que 0,5 % de son PIB.

### Un modèle à la sauce bolognaise

L'après-Deuxième Guerre mondiale a vu naître le plan Marshall et l'OCDE, qui voulait voir l'éducation au service de la croissance du PIB. À la fin des années 90, le processus de Bologne, qui avait pour objectif de faire converger les systèmes universitaires vers des niveaux de référence communs, a vu le jour en Europe. «Depuis, l'OCDE a réussi à créer un engouement pour ce système à la sauce bolognaise, a estimé M. Martin. Ça a créé une sorte de pression pour être dans le peloton de tête et les universités, qui sont en faveur du bien public, sont défavorisées dans ce modèle-là.»

Le chercheur ne nie pas que l'université a un rôle économique à jouer, elle qui, depuis 800 ans, participe à la vie politique, économique et sociale de l'État. «Le médecin est formé gratuitement et quand il sort de l'université, il redonne à la société en soignant et en payant des impôts, a-t-il expliqué. Le problème, c'est qu'on dit maintenant au médecin de payer 100 000 \$ pour sa formation et de s'endetter auprès des banques.»

Dans une récente recension du New York Times qui a justement porté sur sept ouvrages très critiques des universités américaines, l'endettement est dépeint comme une tare. Les Américains doivent près de 1000 milliards en prêts étudiants, soit plus qu'ils en doivent aux sociétés de crédit.

Prêts, pas prêts, la hausse des droits de scolarité, pour renflouer les coffres universitaires, répond d'une logique contradictoire, croit M. Martin. «Pour financer le système [avec les droits de scolarité], il faut qu'il y ait les étudiants. Mais en haussant les frais, ils créent des conditions qui limitent l'accès.»

### Dialogue de sourds

Lors du mouvement de protestation étudiante de 2005, le gouvernement avait finalement renoncé à transformer en prêts 103 millions donnés en bourses. Cette fois, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ne démont pas de sa position. «C'est un étalement dans le temps d'un juste effort demandé de la part des étudiants avec les

bonnes bonifications au régime d'aide financière», a-t-elle résumé hier à l'Assemblée nationale.

La ministre s'est notamment basée sur les arguments des recteurs, qui se plaignant d'un sous-financement en comparaison avec la moyenne canadienne, ont demandé un rattrapage pour que le montant des droits de scolarité soit proportionnel, en tenant compte de l'inflation, à celui payé à la fin des années 60. Totalelement à contre-courant, le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, s'est récemment fait réélire sur la base d'une promesse comprenant la réduction des droits de scolarité de 30 % pour les étudiants à revenu moyen.

Pendant que se poursuit le dialogue de sourds, les étudiants se réjouissent néanmoins de la forte mobilisation autour de la question de la hausse. «Ça n'a rien à voir avec les autres manifestations des derniers mois. Avec 203 000 étudiants qui ont voté une levée de cours, on se rapproche des grands moments de mobilisation de 2005», a indiqué Martine Desjardins, en se félicitant de l'appui des syndicats.

En sortant dans les rues pour décrier l'augmentation des droits, elle espère ramener sur le tapis le débat qui n'a jamais eu lieu. La météo ne prévoit pas de neige comme en décembre dernier. Que des averse. Mais cette fois, plutôt qu'une poignée de manifestants, ils pourraient bien être des milliers.

### Vos réactions

- Denis Paquette, Abonné, jeudi 10 novembre 2011 05h51  
Dans la société d'aujourd'hui, les étudiants sont notre avenir  
Vouloir endetter les étudiants est une aberration et de l'abus de pouvoirs  
Vouloir endetter les étudiants est contreproductif.  
Vouloir endetter les étudiants n'est pas la façon de rendre plus compétitif notre régime  
Mme Beauchamp si vous, vous voulez, créatrice, donner un coup de barre, ailleurs, en appauvrir certains n'est pas la solution
- Denis Paquette, Abonné, jeudi 10 novembre 2011 09h02  
nous sommes a un tournant, ou il faut que les décideurs se mettent a penser autrement il faut faire attention de ne pas déstabiliser l'éducation et la formation car le monde repose sur la capacité des sociétés de se renouveler et d'inover
- André Michaud, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 09h39  
Ultra septique !!!  
Est-ce que vraiment 200,000 étudiants ont votés pour la grève??? Prouvez-le!!

Quand ma fille étudiait à l'UQUAM il n'y avait toujours que la même minuscule poignée d'étudiants à ces assemblées, et l'association faisait croire qu'il y avait volonté d'une majorité d'étudiant. Ce qui était archi faux! Manipulation totale de la démocratie par une poignée.

Les citoyens payent déjà à 85% les études, et ne veulent PAS payer plus. Tous ces étudiants qui déplore le manque de partage du capitalisme, eux ne veulent pas vraiment partager les coûts de LEURS études. Certains réclament même le droit au parasitisme total !!! Quel égocentrisme.

Ces étudiants ont-ils déjà calculé combien de fric ils ont coûté à leurs parents depuis leur naissance, et sans avoir encore travaillé combien les citoyens ont dépensé pour eux ?? Heureusement je crois qu'une poignée seulement d'étudiants sont aussi ingrats et égocentristes..

- Javimsan, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 12h29

Vous comprenez tout croche Monsieur André Michaud,

La mode de scrutin pratiqué à l'UQAM en est une de démocratie directe. Il n'y a pas de représentants qui "manipulent la démocratie" comme vous avancez. Ce sont les étudiants eux-mêmes qui se présentent en Assemblée Générale facultaire et votent, carton à la main, pour ou contre une journée de grève ou toute autre proposition présentée. Votre "poignée" manipulatrice ce sont donc des étudiants conscients qui participent activement à un processus démocratique peu importe leur position. Les Assemblées Générales sont grandement publicisées dans les murs de l'UQAM, par courriel et via les réseaux sociaux. Tout étudiant peut donc s'y présenter et faire valoir leur point de vue. Les résultats de ces assemblées représentent donc effectivement la volonté de la majorité étudiante.

Je crois comprendre que vous préférez que l'argent des contribuables serve à payer les luxes que se permet notre classe politique et entrepreneuriale. Vous préférez que l'argent des contribuables serve à payer la recherche et les brevets vendus à coût dérisoire à des compagnies privées qui ne participent pas de façon équitable à l'économie nationale au lieu de servir à payer enseignants et professeurs. Mais certes vous préférez l'endettement des étudiants qui n'ont qu'un revenu minime pendant leur parcours d'apprentissage. Endettement qui ne servira qu'à enri-

chir les compagnies financières grâce à des taux d'intérêts "avantageux".

De plus, saviez-vous qu'il ne s'agit pas ici de donner PLUS d'argent aux universités pour assurer leur bon fonctionnement, mais bien de diminuer l'apport gouvernemental dans le système d'éducation? Effectivement, en 1988 la contribution du gouvernement au fonds de fonctionnement universitaire (salaires des profs, outils scolaires, etc) était de 87%; en 2003, il était de 68%; et en 2012, il aura diminué à 50%. On augmente les frais de scolarité pour qu'en fin de compte les universi-

Eliane Laura Pothier, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 12h44

Les étudiants égoïstes en veulent à votre FRIC

@ M.Michaud

Étant étudiant moi-même, je voudrais tout de même vous rassurer et dire que les assemblées où un vote tel que celui-ci est fait, il y a un quorum à respecter. De plus, les étudiants en désaccord avec une telle décision de grève ont tout autant que les autres le loisir et le devoir de venir aux assemblées débattre leur point et voter. Ceux qui ne le font pas, voient donc leur vote perdu, les absents ont toujours tort.

Puis dans le même sens que Yves-Francois Blanchet, qui a débattu hier en nos noms, je ne comprends pas comment le gouvernement croit faire une bonne décision économique en agissant de la sorte. La population est vieillissante au Québec, les médias ne cessent de le dire. Qui devra payer éventuellement quand les travailleurs d'aujourd'hui iront à la retraite ? Voulons nous que la génération d'étudiants d'aujourd'hui se décourage et se tourne vers un travail moins rémunéré, mais qui nécessite moins de scolarité ? Parce cette éventualité est non seulement réelle, mais bien inquiétante. Sans dire que l'endettement étudiant ne cesse de monter...

J'invite également les septiques de ce monde, à faire des recherches plus exhaustives sur les répercussions de cette hausse. Il ne faut pas se contenter d'un côté de la médaille, les médias présente un point de vue, mais en bon citoyen, il est parfois bon de demeurer objectif et d'effectuer ses propres recherches... Ce document est intéressant et revoit certains arguments du gouvernement...

<http://see.clg.qc.ca/documents/110824fautilaugment>

Mais bon, je ne sais pas ce que je dis, je n'ai que 20 ans, peut-être suis-je seulement égoïste et j'ai cru à tort à l'idéologie de l'éducation accessibles à tous. .. Je connais mon histoire, et je sais que l'on doit s'inspirer de celle-ci. Pour quelle raison déjà avait-on crée les cégep ?

Gilbert Talbot, Abonné, jeudi 10 novembre 2011 13h28

Une bataille récurrente depuis les années soixante.

La bataille pour la gratuite scolaire est une bataille récurrente, entk, depuis ma jeunesse étudiante. J'ai bénéficié du premier prêt-bourse en 1966. Il était de 500.00\$. Au cours de mes études, je me suis endetté d'environ 10,000.00\$ Il m'a fallu au moins dix ans pour le rembourser. Dans les années 60, les prêts et bourses sont apparus dans le grand mouvement de démocratisation de l'éducation lancé par Paul Gérin-Lajoie. L'idée générale c'était d'ouvrir et améliorer le système d'éducation vétuste hérité de l'ère Duplessis. Les cégeps ont été créés, puis les Universités publiques du Québec. Les prêts-bourses s'inscrivent donc dans ce grand mouvement On nos disait alors qu'à la longue les prêts allaient diminuer et les bourses augmenter. dans les faits c'est exactement l'inverse qui s'est passé. La bataille de l'éducation au Québec a toujours été centrée sur cette question : les frais de scolarité. Alors à chaque deux ou trois ans, à chaque fois que le gouvernement menaçait d'augmenter les frais, la colère étudiante grondait et les manifestations et occupations se répandaient comme traînée de poudre.

en fait le militantisme étudiante a été et est encore une école de conscientisation citoyenne. Cette bataille a formé nos chefs politiques et syndicaux. On devrait leur accorder des crédits pour ça.

Jordan Guerin, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 13h30

re: Ultra septique !!!

@André Michaud

Les étudiants après avoir fini leur études payent des impôts sur leur revenu aussi. Donc, dire que les contribuables payent leur étude est faux. Dans le fonds, c'est comme une avance de fonds, vous payez pour eux en ce moment, mais dans 4 ans, ils le rembourseront très rapidement avec leur impôts ou ils payeront ceux des prochains étudiants. De plus, durant les premières années d'une vie professionnelle, le contribuable payent beaucoup d'impôt et ils n'utilisent pratiquement aucun service.

## **JOURNAL DE MONTRÉAL : Leaders étudiants peu occupés - Ceux qui invitent les jeunes à descendre dans la rue étudiant à temps partiel ou par correspondance – Jeudi 10 novembre 2011**

Sarah-maude Lefebvre

Les trois leaders étudiants qui tenteront aujourd'hui de convaincre des milliers de jeunes de descendre dans la rue pour dénoncer la hausse des droits de scolarité n'étudient qu'à temps partiel ou par correspondance, a appris le Journal. Une situation qui en fait sourcilier plusieurs. Léo Bureau-blouin, de la Fédération étudiante collégiale du Québec ( FECQ), Gabriel Nadeau-dubois, de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et Martine Desjardins, de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) sont loin d'étudier à plein-temps. Le premier suit des cours par correspondance, alors que les deux autres n'étudient qu'à temps partiel ( voir encadré).

Cela ne les empêchera pourtant pas de marcher aux côtés de milliers de leurs confrères pour

protester contre la hausse de 1 625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité, aujourd'hui.

« Pas représentatifs »

Cette réalité semble déranger certains élèves, même si, en majorité, tous s'entendent pour dire que les leaders étudiants font un bon travail. « Il faut faire des sacrifices dans la vie. Je ne suis pas sûr d'être toujours bien représenté avec des gens qui ont deux cours par session », a dit au Journal Marc-antoine Fortin, un étudiant de L'UQAM rencontré plus tôt cette semaine. Cet avis est loin d'être partagé par les chefs de file du monde étudiant qui croient au contraire que leur longue expérience scolaire les aide à rester « connectés » sur la réalité étudiante.

« Je sais de quoi je parle »

« J'ai passé deux ans sur l es bancs d'école. Je sais de quoi je parle », affirme Léo Bureau-blouin, président de la FECQ, qui étudie par

correspondance au Cégep de Saint-hyacinthe à temps partiel.

« Je ne peux pas être efficace dans mon rôle si je fais en même temps des études à temps plein. »

« J'ai fait le choix de prendre quelques cours de moins pour m'impliquer, explique de son côté Gabriel Nadeau-dubois, porteparole de L'ASSÉ. Je ne pense pas que cela fait en sorte que je suis déconnecté de la réalité. Je suis en mesure de comprendre ce qui se passe. »

### **QUI SONT-ILS?**

**Gabriel Nadeau-Dubois**

Porte-parole de l'ASSÉ

Âge: 21 ans

Études antérieures: DEC en Sciences humaines

Études en cours: Baccalauréat en Histoire, culture et société à temps partiel

Plan d'avenir: Terminer son mandat et ensuite ses études à l'UQAM. «Je n'ai pas d'ambitions politiques.»

**Léo Bureau-Blouin**

Président de la FECQ

Âge: 19 ans

Études antérieures: DEC en Sciences humaines

Études en cours: Différents cours à temps partiel effectués à distance au Cégep de Saint-Hyacinthe

Plan d'avenir: Terminer son mandat et s'inscrire ensuite au baccalauréat en droit à l'Université de Montréal.

**Martine Desjardins**

Présidente de la FEUQ

Âge: 30 ans

Études antérieures: Baccalauréat en Enseignement en adaptation scolaire et sociale, maîtrise en Sciences de l'éducation. Études en cours: Rédaction de son doctorat en éducation à l'UQAM.

Plan d'avenir: «Gagner notre bataille pour l'accessibilité aux études et finir mon doctorat.»

**Grosse manifestation aujourd'hui**

Plus d'une centaine de milliers d'étudiants sèchent les cours aujourd'hui pour protester contre la hausse des droits de scolarité. Et ce n'est qu'un début, promettent les leaders des différents mouvements étudiants.

Si la marche de protestation prévue aujourd'hui ne fait pas reculer le gouvernement Charest sur cette question, les étudiants des cégeps et des universités promettent de «revenir en force» à la session d'hiver.

**150 000 grévistes**

«Nous avons dépassé le cap de 150 000 grévistes et nous avons de la misère à tenir le compte au fur et à mesure», dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

«Nous avons bon espoir de faire reculer le gouvernement avec cette manifestation, de lui faire comprendre à quel point il est isolé. Et nous sommes prêts à continuer nos efforts si ce n'est pas le cas.»

De fait, les appuis au mouvement étudiant se sont multipliés au cours des derniers jours. Une centaine de groupes, dont la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ), ont fait savoir qu'ils étaient contre cette hausse.

La manifestation étudiante débutera à 14 h aujourd'hui, à la place Émilie-Gamelin, pour se terminer devant les bureaux du premier ministre Jean Charest, au centre-ville de Montréal.

\* \* \*

**LA HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ**

325\$ par année à compter de l'automne 2012

1625\$ d'augmentation au total sur cinq ans

**Droits de scolarité universitaires au pays**

Ontario: 5951\$

Nouvelle-Écosse: 5696\$

Nouveau-Brunswick: 5479\$

Alberta: 5520\$

Saskatchewan: 5238\$

Colombie-Britannique: 4840\$

Île-du-Prince-Édouard: 4710\$

Manitoba: 3377\$

Terre-Neuve-et-Labrador: 2619\$

Québec: 2168\$

Source : Ministère de l'Éducation, 2009-2010

## **JOURNAL DE MONTRÉAL : Boni pour être à la manif?: ✓ Une cégépienne outrée par l'offre d'un enseignant - Jeudi 10 novembre 2011**

Jean-luc Lavallée, Agence QMI

QUÉBEC | Des étudiants de Québec qui se rendront à la manifestation de Montréal, aujourd'hui, visant à dénoncer la hausse des frais de scolarité, auront l'occasion d'accumuler des points en répondant à une « question bonus » sur le sujet.

« Si vous assistez à cette activité, il y aura une question bonus lors de votre prochain examen. Bonne fin de journée ! »

Cette invitation écrite très succincte, dont Le Journal a obtenu copie, a été très mal reçue par des étudiants du Collège François-Xavier-Garneau, qui craignent d'être privés de ce privilège en demeurant en classe ou à la maison.

Le courriel d'un enseignant du département de science politique a été envoyé directement aux cégépiens concernés qui suivent le cours Mondes et pouvoirs, via le portail web sécurisé du Collège.

« Moi, ça m'a vraiment dérangé. Je n'ai pas le poulx de ma classe au complet, mais j'en connais quelques-uns qui ont été offusqués », a raconté une étudiante outrée sous le couvert de l'anonymat.

« En plus, la direction du Collège n'a même pas autorisé la levée des cours demain (aujourd'hui) », a-t-elle signalé, suggérant qu'on l'incitait à ne pas se rendre en classe.

Chose certaine, la question boni de 3 points s'ajoutera aux 15 points d'un futur examen.

« C'est 20 % de la note, c'est beaucoup et cet examen-là va représenter 15 % de la note à la fin de l'année », s'est-elle insurgée.

Pas d'incitation

L'enseignant expérimenté se défend d'avoir incité les étudiants à participer à la manifestation.

Admettant que son courriel ait pu être mal interprété, il soutient avoir livré des explications très claires en classe.

Ainsi donc, les étudiants avaient le choix, dit-il, d'assister à la manif ou à deux autres événements pour répondre à la question boni : une conférence d'amir Khadir sur les droits de scolarité ou une conférence sur le droit international.

« J'ai utilisé le même libellé dans les trois courriels en prenant soin de dire "si". Je n'ai pas dit : allez-y, ou allez-y pas. Mais peut-être que j'aurais dû envoyer un courriel juste après l'événement. Je vous assure que les étudiants ne seront pas pénalisés s'ils n'y vont pas et qu'ils pourront tout de même répondre à la question, a-t-il répondu lorsque joint par téléphone, hier soir. Et ce ne sont pas trois points donnés. Il faut

audra rédiger une synthèse critique selon des critères bien précis. »

La direction du Collège a également défendu la « démarche pédagogique » de son « excellent enseignant ».

**CE QUE DIT LE COURRIEL DU PROF...**

« Si vous assistez à cette activité, il y aura une question « bonus » lors de votre prochain examen.

Bonne fin de journée!

Yves

**MESSAGE DE L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS**

Bonjour à toutes et tous,

Les inscriptions pour le transport en autobus vers Montréal le 10 novembre se déroulent en ce moment au local de l'association étudiante, l'A-1182.

Nous vous invitons à participer en grand nombre à cet événement où des milliers d'étudiantes et étudiants sont attendues. Déjà plus de 140 000 étudiantes et étudiants ont voté des grèves ou des levées de cours pour cette journée, dont ceux et celles de Garneau.

Joignez-vous au mouvement contre la hausse des droits de scolarité!

## **RADIO-CANADA : Droits de scolarité : Charest garde le cap devant la contestation annoncée - Mise à jour le mercredi 9 novembre 2011 à 15 h 52 HNE**

Radio-Canada avec La Presse Canadienne



Le premier ministre du Québec, Jean Charest (archives)

Le premier ministre Jean Charest a réitéré mercredi en Chambre sa volonté de hausser les droits de scolarité, pendant que les étudiants à

Sherbrooke et à Montréal se mobilisent contre cette mesure.



Grève des élèves du Cégep de Sherbrooke

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont déclenché mercredi matin une grève de deux jours pour protester contre la décision de Québec d'augmenter de 75 % en cinq ans les droits de scolarité à l'université. Ils ont aussi manifesté

devant leur établissement pour donner un avant-goût au gouvernement Charest de ce qui l'attend jeudi, lors de la manifestation prévue à Montréal.

À l'Assemblée nationale, Jean Charest a par ailleurs accusé l'opposition d'épouser la cause des étudiants par opportunisme politique. La chef du Parti québécois, Pauline Marois, estime que la hausse des droits va nuire à l'accessibilité aux études supérieures, décourager les étudiants et alourdir le fardeau des parents. Le premier ministre plaide pour sa part que les étudiants les plus pauvres ne seront pas touchés par l'augmentation.

**Des milliers d'étudiants attendus à Montréal**

Jeudi à Montréal, les associations étudiantes attendent des dizaines de milliers de personnes, pendant que plus de 100 000 étudiants débraieront à l'échelle de la province.

Leur cause a reçu l'appui de [130 groupes sociaux](#) et du [milieu syndical](#).

« Le gouvernement Charest s'entête dans son aveuglement à vouloir endetter les étudiants et leurs familles », a déclaré dimanche par voie de communiqué la présidente de la FEUQ, Martine

Desjardins, à l'issue du congrès de l'association. Le 10 novembre, c'est dans la rue que les étudiants rappelleront le premier ministre à l'ordre : 1625 \$ de hausse, ça ne passe pas! »

De leur côté, les professeurs de l'UQTR (Université du Québec à Trois-Rivières) ont eux aussi dénoncé dans un communiqué émis mercredi ces hausses.

## **RADIO-CANADA / QUÉBEC : Des étudiants du Cégep Limoilou s'opposent à la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le mercredi 9 novembre 2011 à 13 h 18 HNE**



Un petit groupe d'étudiants manifeste devant le Cégep Limoilou

Un petit groupe d'étudiants du Cégep Limoilou ont fait un piquetage symbolique, mercredi matin, pour s'opposer à l'augmentation des droits de scolarité. Ils ont entamé une action citoyenne de 24 heures.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la journée de grève des étudiants prévue jeudi à Montréal pour dénoncer la [hausse des droits de scolarité](#) annoncée dans le dernier budget du gouvernement du Québec. Le coordonnateur de l'Association générale des étudiants et des étudiants du Cégep Limoilou (AGEECL), François St-Laurent-Ross, précise que les cours ne sont pas perturbés par les actions de mercredi.

« On va plutôt occuper notre lieu d'éducation, puis montrer qu'on pense à nos études même

après les heures de cours », explique François St-Laurent-Ross.

Des ateliers de discussion, de sensibilisation et d'information se tiendront toute la journée et pendant la nuit.

Le 1er novembre dernier, les étudiants de l'AGEECL se sont prononcés, par l'entremise d'un référendum, à 80 % contre la hausse des droits de scolarité universitaires.

Des étudiants de Québec prendront la route vers Montréal jeudi pour participer à une grande manifestation à 14 h.

### **Mouvement provincial**



La manifestation étudiante du 10 novembre se tiendra dans les rues de Montréal. Les organisateurs attendent des dizaines de milliers d'étudiants des universités et des cégeps de partout au Québec. Ils ont l'intention de faire reculer le

gouvernement Charest sur son intention de hausser les droits de scolarité.

« Il faut rappeler le premier ministre à l'ordre : 1625 \$ de hausse, ça ne passe pas! »

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ

Les étudiants ont annoncé l'été dernier leur intention [d'intensifier leurs actions](#) visant à dénoncer la hausse des droits de scolarité.

### **Des appuis**

Les centrales syndicales québécoises ont déjà indiqué qu'elles appuieront les étudiants dans leur croisade. Elles fourniront un soutien logistique et financier aux associations étudiantes afin d'organiser leur campagne politique.

Le gouvernement Charest a annoncé qu'à compter de l'an prochain, les étudiants universitaires devront assumer une hausse de leurs droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans, soit 1625 \$ à terme. Leur contribution de base passera donc d'environ 2200 \$ par année à 3800 \$. La facture des étudiants québécois restera toutefois parmi les plus basses au pays.

## **LE DEVOIR : Selon la Fédération étudiante collégiale du Québec - Une hausse des droits coûteuse pour Québec – Mercredi 09 novembre 2011**

Lisa-Marie Gervais

En se privant de diplômés, le Québec se privera d'importants revenus fiscaux. C'est ce qu'a démontré la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) dans une [note économique](#) qui conclut que la hausse des droits de scolarité pourrait entraîner des pertes fiscales de l'ordre de 1,1 milliard à 2,4 milliards de dollars et priver le réseau de plusieurs milliers d'étudiants.

Grâce au concours d'une économiste québécoise et à des travaux d'une chercheuse américaine, en plus de la collaboration de l'économiste

Pierre-Guy Sylvestre, la FECQ a pu estimer que la hausse annoncée des droits de scolarité (1625 \$ sur cinq ans), combinée à l'augmentation des frais afférents, entraînera la perte de 4000 étudiants, de 9000 selon les estimations les plus pessimistes.

C'est en se basant sur ces deux nombres que la FECQ a ensuite pu quantifier les pertes de revenus fiscaux pour l'État, en fonction d'une note statistique du ministère de l'Éducation qui chiffrerait ce qu'un étudiant universitaire versait en taxes et impôts. «La ministre de l'Éducation doit

se rendre à l'évidence et cesser de prétendre que la hausse des frais universitaires sera sans impacts sur les étudiants et leur famille», a soutenu le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, en annonçant qu'une vaste campagne de sensibilisation sera menée auprès des familles de la région métropolitaine et de la ville de Québec.

Avec d'autres organisations étudiantes et de nombreux groupes les appuyant, notamment les grandes centrales syndicales, la FECQ descendra dans la rue dès demain pour manifester contre la hausse des droits de scolarité.

## **LA PRESSE : Chronique : Étudiants: du banal pas-dans-ma-cour, par Alain Dubuc – Mercredi 09 novembre 2011**

Et c'est reparti. Selon un rituel bien connu, les étudiants seront dans la rue demain pour dénoncer les hausses des droits de scolarité annoncées par le gouvernement Charest.

Je ne veux pas banaliser l'enjeu soulevé par ce mouvement. Les hausses annoncées par le gouvernement Charest sont salées?: 325\$ par année pendant cinq ans. Les droits annuels, actuellement de 2168\$, passeront à 3793\$ en 2016-2017, une hausse de 75% qui, soit dit en passant, les ramènera à leur niveau réel de 1968. Cela exigera un effort additionnel des étudiants ou de leurs familles, cela augmentera leur endettement.

Cette hausse soulève deux questions liées à l'équité. Est-il juste de demander aux étudiants de contribuer davantage au financement des universités, ou devrait-on plutôt demander cet effort à d'autres - l'ensemble des contribuables ou encore les entreprises?

La deuxième question, infiniment plus importante, c'est de savoir si ces hausses restreindront l'accès à l'université pour les jeunes de milieux moins favorisés. Ces questions sont loin d'être

insignifiantes. Ce sont les réponses habituelles qui le sont.

Mais commençons par utiliser les vrais chiffres. Les étudiants et leurs familles ont droit à une panoplie de crédits et d'avantages fiscaux. Il faut en tenir compte dans ce débat. En 2016-2017, les droits seront de 3793\$, mais le déboursé réel, grâce à ces mesures fiscales, sera plutôt de 2160\$, presque deux fois moins. Pour un diplôme de baccalauréat de trois ans, la facture additionnelle sera d'environ 2500\$.

Et que rapportera ce diplôme plus coûteux? Le gouvernement Charest a dû demander un avis Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, le CCAEF, qui lui a remis une réponse fouillée de 90 pages. On y apprend entre autres que l'écart de revenu entre un Québécois détenant un bsc et un diplômé du secondaire variera entre 628 000\$ et 875 000\$. Cet écart énorme nous rappelle que si l'éducation est un bien collectif, elle assure des gains individuels considérables qui justifient que les bénéficiaires paient une partie de la note.

Le problème de l'accès des jeunes de milieu moins favorisé est plus complexe. On sait cepen-

dant que les questions financières ne sont pas le plus important obstacle à leur entrée à l'université. On le voit bien au Québec où le gel des frais n'a pas permis de progrès en termes d'équité. Ou encore au fait que les frais beaucoup plus bas au Québec qu'ailleurs au Canada ne nous a pas permis de faire mieux. Des nombreuses études montrent que le principal obstacle à l'accès, ce sont les notes scolaires avant l'université. Et l'autre, la non-valorisation des études dans le milieu familial.

Une hausse des frais peut néanmoins avoir un impact négatif, même si ce n'est pas le principal élément. De combien? L'avis du CCAEF cite une chercheuse selon qui une hausse subite des frais pourrait provoquer une baisse de fréquentation de 2,5%, soit 7000 personnes. Mais comme la hausse n'est pas subite, qu'elle est assortie de mesures d'atténuation importantes, notamment pour les plus pauvres, les étudiants potentiellement affectés seront beaucoup moins nombreux. Plus probablement autour de 1%, soit 3000 personnes. Ce qui est déjà trop.

Comment éviter ce risque? En mettant le paquet pour aider ces quelques milliers de jeunes plus

vulnérables. Et en recentrant le débat. La solution aux inégalités sociales en éducation, ce n'est pas un gel des droits de scolarité, mais des efforts en amont, pour valoriser les études et favoriser la réussite scolaire.

Les associations étudiantes, et les syndicats qui les appuient, proposent, pour aider ce 1%, ces quelque 3000 personnes, de plutôt faire un cadeau aux autres 99%, dont la majorité n'en a pas besoin. Est-ce de la solidarité? Non. Plutôt

du corporatisme primaire, du banal pas-dans-ma-cour primaire.

### LA PRESSE : La hausse entraînera des pertes pour l'état – Mercredi 09 novembre 2011

PASCALE BRETON

La hausse des droits de scolarité entraînera une baisse de la clientèle dans les universités, provoquant à long terme des pertes fiscales variant de 1,1 à 2,4 milliards pour l'état.

C'est ce que soutient la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) dans une [note](#)

[économique](#) dévoilée hier, à l'aube d'une journée de grève qu'ont appuyée plus de 110 000 cégépiens et étudiants du Québec.

La FECQ estime que la hausse des droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans entraînera une diminution de 4000 à 9000 étudiants dans les universités au cours de la même période.

Ce nouvel argument survient au moment où des milliers d'étudiants se préparent à envahir les rues de Montréal, demain, pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

### LA TRIBUNE : Les étudiants du Cégep débrayent mercredi et jeudi – Mercredi 09 novembre 2011



Archives La Tribune  
Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Les étudiants du Cégep de Sherbrooke seront en grève, mercredi et jeudi. Ils ont voté à 76 % en faveur de ces deux journées de grève, mardi, lors d'une assemblée générale.

Environ 1300 étudiants ont pris part à l'assemblée générale. De nombreuses associations étudiantes de la région prendront part à une manifestation nationale, jeudi, afin de s'opposer à la hausse des frais de scolarité annoncée par le

gouvernement Charest pour l'automne 2012. L'augmentation représente 1625 \$ sur cinq ans ou 325 \$ par année.

Des associations étudiantes de l'Université de Sherbrooke ont aussi opté pour un débrayage en vue de la journée de mobilisation de jeudi, dont les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines.

### ESTRIEPLUS.COM : Les étudiants du Cégep de Sherbrooke en grève aujourd'hui et demain – Mercredi 9 novembre 2011

Les membres de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) ont voté à 76% en faveur d'une grève de deux jours les 9 et 10 novembre, afin de dénoncer la hausse des frais de scolarité universitaires décrétée par le gouvernement libéral. Cette décision s'inscrit dans une escalade de moyens de pression entamée depuis le 6 décembre 2010, alors que plus de 150 000 étudiants et étudiantes ont déjà un mandat de grève similaire.

« Le 10 novembre est un ultimatum, une dernière chance pour le gouvernement de reculer sur sa décision de hausser les frais de scolarité et de sabrer en même temps dans le réseau collégial. Ce n'est pas seulement une question d'endettement étudiant, c'est de l'avenir de notre société dont il est question. Si le gouvernement ne cède pas, c'est une grève générale qui l'at-

tend!», explique Olivier Mercier, responsable aux affaires externes à l'AÉCS.

Les membres ont exprimé par voie de démocratie directe leur mécontentement à l'égard des multiples décisions gouvernementales en matière d'éducation, allant de la hausse des frais de scolarité aux récentes compressions budgétaires dans les Cégeps, en passant par l'aide financière aux études inadéquate et la marchandisation de l'éducation.

« L'éducation se transforme en bien de consommation et son accessibilité dépend des moyens financiers des étudiantes, des étudiants et de leurs familles, c'est inacceptable! Nous serons dans la rue, et nous le resterons, au nom de la justice sociale et de l'équité.», renchérit Marie-Danielle Larocque, coordonnatrice de l'Association de Techniques de travail social.

L'AÉCS prévoit tenir des activités sur le campus la journée du 9 novembre et prendra part à la manifestation nationale à Montréal le 10 novembre avec des milliers d'autres personnes.

L'AÉCS représente 6330 étudiants et étudiantes. Elle lutte contre la hausse des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire afin d'améliorer les conditions de vie de la population étudiante.

Du piquetage aura lieu à tous les matins devant les entrées du Cégep et des prises de parole auront lieu devant le pavillon 2 à 11h00 le mercredi 9 novembre.

Sources : Olivier Mercier, responsable aux affaires externes à l'AÉCS, Marie-Danielle Larocque, coordonnatrice de l'association de Techniques de travail social

### QUÉBEC HEBDO : Manifestation étudiante : l'Université Laval en retard – Mercredi 09 novembre 2011



Photo Vincent Breton

Maxime Vallée, vice-président des communications de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), croit que toutes les actions contre la hausse des frais de scolarité sont pertinentes. Il précise qu'il existe des étapes à suivre avant de tomber en grève

Vincent Breton

Plus de 2000 étudiants de l'Université Laval seront en grève demain. Leur débrayage a lieu dans le cadre de la manifestation nationale tenue à Montréal contre la hausse des frais de scolarité prévue par le gouvernement Charest. Ce sont près de 240 000 étudiants qui s'absenteront de leurs cours au niveau provincial.

Maxime Vallée, vice-président des communications de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), reconnaît que la participation lavalloise est faible. «La mobilisation de la CADEUL pour la manifestation de demain a pris du retard en raison du référendum», a expliqué l'étudiant. Ce vote, passé à la fin octobre, a permis à la Confédération d'adopter une position contre cette hausse des frais de scolarité de 1 625 \$.

M. Vallée y voit aussi un aspect historique à cette hésitation des étudiants de Québec. «Traditionnellement, l'Université Laval est la dernière à embarquer dans le mouvement. Il y a peut-être des raisons socio-économiques à cela, mais je pense que ça va déborder d'un coup», a prédit le chargé des communications de la Confédération. Il rejoint Marie-Christine Trottier, coordonnatrice aux affaires externes de l'association des étudiantes et étudiants en histoire (AÉÉH) de l'Université Laval, sur ce point. «Je ne suis pas inquiète que l'Université va embarquer. À Québec, on est dans les derniers à suivre la vague, mais quand on y va c'est durable», a renchérit l'exécutante. Elle espère que les choses changeront à la session d'hiver et que l'orgueil des gens de la région jouera en faveur d'un mouvement national.

**Laval représentée**

Même si la décision de faire la grève relève de chaque association étudiante membre, la CADEUL a nolisé des autobus en direction de Montréal. De cette façon, les étudiants qui le désirent pourront se rendre à la manifestation. Les exécutants de la Confédération y seront afin de rendre la présence lavalloise visible.

Selon les estimations de Mme Trottier, une cinquantaine d'étudiants en histoire devraient se rendre dans la métropole demain. Elle s'est dite fière de la mobilisation de ses collègues qui ont voté cette levée de cours le 26 octobre.

**Mouvement uni**

Pour l'une des rares fois dans le mouvement étudiant, les revendications semblent les mêmes pour tous. Les quatre principales fédérations ou associations provinciales partagent comme objectif premier de bloquer la hausse proposée dans le budget libéral. «Ils ont une bannière commune», a spécifié Mme Trottier. Elle lance du même coup que c'est l'une des rares fois que plus de 200 000 étudiants iront en grève la même journée.

Toutefois, il existe certaines divisions. C'est le cas de l'Association des Étudiants en Sciences et Génie de l'Université Laval (AESGUL). Elle possède un point de vue nuancé par rapport à la question de la hausse des frais de scolarité. Le président de cette association, Joël Tanguay, précise que ses membres se sont positionnés en

faveur d'une augmentation des frais avec une indexation au coût de la vie et un rattrapage du manque à gagner depuis la fin de la période de gel. Autrement dit, ils sont en faveur d'une hausse telle que proposée par le gouvernement libéral, mais sur une période de 10 ans au lieu de trois.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Chronique : Diplômes ou bonbons?, par David.Descoteaux – Mercredi 09 novembre 2011

Si l'université coûtait plus cher, je n'aurais pas pris six ans à compléter mon baccalauréat. (Ou était-ce sept?) Les frais de scolarité étaient bas, et moi, j'étais perdu. J'ai tellement essayé de programmes, je me rappelle être passé de kinésiologie, à sociologie, à géographie, de retour à kinésiologie... la même semaine! Si vous connaissez l'Université de Montréal, ça fait long à marcher.

Vous ai-je parlé de ma décennie passée au Cégep Lionel-Groux? Bon, passons.

Tout ça pour dire que je me vois mal critiquer les étudiants d'aujourd'hui, qui refusent de payer plus cher. Après tout, j'en ai pas mal abusé moi-même. Mais surtout : l'idée que l'éducation devrait être « gratuite », ou un droit fondamental, peut se défendre. Oui, oui. À condition, bien sûr, qu'on s'impose des choix.

### 1 \$ entre, 1 \$ sort

Nos universités ont besoin d'argent. Si on veut que les diplômés de nos étudiants aient une valeur dans le futur, il faut investir. Dans de meilleurs équipements, de meilleurs profs, etc.

Les étudiants devront payer de leurs poches quelque 330 millions \$ de plus d'ici 2017, à cause du dégel des frais. La question : on le prend où, l'argent, s'il ne vient pas de la poche des étudiants? Et ne regardez pas les autres contribuables, ils sont saturés.

Mais attendez un peu... 330 millions \$, c'est 0,9 % du budget de la santé. Vous me dites qu'il n'y a ab-so-lu-ment aucun moyen d'économiser 0,9 %? Par exemple en rendant les hôpitaux ou la bureaucratie un brin plus performant?

Et 330 millions \$, c'est une fraction du cadeau qu'on fait aux alumineries comme Alcoa en leur vendant notre électricité à perte. C'est 10 % des subventions annuelles qu'on donne aux entreprises, dont plusieurs multinationales. C'est aussi ce que nous avons versé, l'an dernier, pour renflouer les généreux régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal.

La semaine est vieille de deux jours seulement, et le gouvernement vient de créer un nouveau fonds pour la culture (100 millions \$), et « Export Québec ». Un énième programme de subventions qui permettra de fournir de beaux emplois à des fonctionnaires en Europe et ailleurs (coût : 60 millions \$). Ensemble, ces dépenses totalisent la moitié de la facture des étudiants.

### Moins de bonbons, plus d'études

Je vous lance un défi. Prenez l'accès à l'université, et les dépenses mentionnées ci-haut. Êtes-vous capables de faire une liste de priorités, et d'en éliminer au moins une? Si oui, pourquoi notre gouvernement, lui, est incapable?

Les étudiants veulent le gel des frais de scolarité? OK. Mais cesser de parader dans les rues, entourés de chefs syndicaux et autres membres de la coalition « le mur arrive, accélérons! » À la place, trouvez, et proposez, des économies ailleurs. Pas des hausses d'impôts, des coupures. Ceux qui payent vos études — les contribuables — tendront une oreille plus attentive à vos demandes.

Je ne dis pas que le gel des frais de scolarité est une bonne politique. Je dis que si on fait des choix, si l'État gère son budget comme du monde — en fixant des priorités —, on pourra s'en payer des programmes. Même ceux qui font peu de sens économique, mais qui nous tiennent à cœur.

Ah oui... Et si des étudiants parmi vous avez des questions sur des programmes collégial ou universitaire, écrivez-moi. Je les connais tous

### 12 commentaires

1. *Eric Diamond* dit : 8 novembre 2011 à 18:25  
Avant de commencer à dire que l'université coûte cher, quand je regarde combien ça me coûte, je me rends compte que les frais pour tout ce qui est AUTRE que scolarité (surtout l'inutile association étudiante) sont pas mal élevés. Si on commence par couper la-dedans, ça ferait du bien!!!

2. *Charles Deleon* dit : (8 novembre 2011 à 18:33)  
Si les bourses recues étaient déductibles d'impôt lors du remboursement ce serait un bon point pour les pousser à réussir leur diplôme en un minimum de temps possible. La concurrence existe pour les biens qui vendent des services et des produits. Elle existe aussi pour les gens qui veulent se faire employer. Celui qui prend deux ans de plus qu'un autre à passer au travers de son programme a des chances d'être moins doués, par conséquent il y a des chances qu'il ne trouve pas preneur et après il se considérera comme un sur éduqué qui ne sert à rien.

Il y a bien des gens avec de bonnes capacités mais qui visent trop haut. Plus haut ça devrait être l'élite. Le droit d'aller aux études c'est correct mais on paiera pas des études de médecine à tous le monde. Je comprend aussi que c'est au moment de notre adolescence qu'on doit choisir notre voie et malheureusement au début de notre vie c'est le moment où on a pas de connaissance.

Il me semble qu'il devrait y avoir du meilleur dépistage plus jeune. Un meilleur travail d'orientation. Tu demande pas un un bohème d'être comptable, si les détails t'intéresse pas tu va pas la dedans. Comme tu demandes pas à un ultra méticuleux à la lettre, sans marge de tolérance d'être travailleur social ou éducateur. Mais si tu va étudier les arts c'est pas certains que tu va faire 50 K en sortant de l'université.

Personnellement je pense que les cout pour les études étants les plus bas en Amérique doivent être augmenté. De combien? Je laisse le gouvernement prendre la décision...il a les chiffres en main. Il pourrait en tous cas en récupérer dans son financement aux écoles privés et religieuses qui elle devraient être simplement interdites.

3. *Eric Le Lucide* dit : (8 novembre 2011 à 18:33)  
Et pendant ce temps, le stationnement à l'Université de Montréal est plein ....pensez-y !! (vignette verte catégorie C...pour les étudiants).

Moi même ayant passé 7 ans à l'Université de Montréal, pour en ressortir avec deux bacs, je sais de quoi je parle. Je n'ai jamais manifesté pour un gel des frais, au contraire. Je n'ai jamais été passé le spring break dans le sud (contrairement à plusieurs de mes compatriotes). J'ai quitté l'université avec 17 000 \$ de dettes que j'ai repayé, et je ne suis pas mort et ça ne m'a jamais empêché de man-

ger ou de payer mon loyer (ou mon hypothèque).

J'ai toujours vu mon éducation comme un investissement dans moi-même, et non un coût.

Bon il y a aussi des économies que les universités peuvent faire...dans mon temps il n'y avait aucun élève d'inscrit au département d'études juives...pensez-y !! (ouch je devrais faire attention, Jocelyn va taper la dessus c'est certain...une conspiration d'un groupe secret pour sucer le bien de l'état!!).

À toutes les médailles, il y a deux côtés. Oui, l'on devrait investir dans l'éducation car c'est notre avenir. Mais les études démontrent que les frais de scolarité ne sont pas une variable qui influencent la diplomation, la preuve le Québec a les frais de scolarité les moins élevés avec le taux de diplomation le plus bas...pensez-y !!

4. *Jean-Pierre L* dit : (8 novembre 2011 à 18:37)

L'augmentation des frais de scolarité n'est problématique que parce qu'elle est uniforme. Une augmentation égale n'équivaut pas à une augmentation équitable.

En effet, peu vont s'opposer à une augmentation importante des frais de scolarité et du niveau d'endettement d'un éventuel médecin spécialiste. En contrepartie, plusieurs vont reconnaître qu'un fardeau moins important devrait être toléré pour une future infirmière qui n'aura certainement pas la même capacité de remboursement au terme de ses études.

De plus, est-il possible d'envisager de charger plus à un étudiant qui choisit un domaine d'étude avec très peu de perspectives d'emploi afin de pouvoir concentrer nos ressources et minimiser les frais de celui qui opte pour un domaine d'étude où il y a pénurie de main d'oeuvre.

Si, comme ils le prétendent, le niveau des frais de scolarités influence vraiment les choix des étudiants, pourquoi ne pas s'en servir intelligemment pour les diriger vers les domaines d'études où leur contribution sociale sera optimale.

Donc oui à une hausse des frais, mais SVP pas de façon aveugle et uniforme.

5. *Daniel Bourdon* dit : (8 novembre 2011 à 19:30)

Au printemps dernier, un journaliste de Québec s'est présenté à l'Université Laval et a indiqué à 50 étudiants qu'il devait téléphoner rapidement mais qu'il n'avait pas d'argent pour le téléphone public.

Le journaliste a demandé à ces étudiants de lui prêter un cellulaire. 49 sur 50 étudiants avaient un cellulaire et plusieurs avaient un téléphone intelligent.

Les étudiants gauchistes peuvent bien manifester contre la hausse des frais de scolarité et j'espère que notre girouette nationale ne pliera pas encore une fois devant les groupes de pression.

P.S. Excuser l'absence d'accent sur le A. Mon ordinateur a un problème.

6. *Deric Caron* dit : (8 novembre 2011 à 23:47)  
Jean-Pierre a raison, le problème c'est que l'éducation est sacrifiée à l'autel de l'universalité si chère à la gauche. Le nivellement par le bas appliqué en système.

Mais bref, on manque l'essentiel, où sont les étudiantes les plus jolies? Kinésio ou sociologie?

7. *Jocelyn T.* dit : (9 novembre 2011 à 00:08)  
J'aimerais ramener à l'ordre certains bloqueurs ici qui croient à tort que l'éducation gratuite est une affaire de gauchistes. Voici un petit rappel historique pour ces fanfarons sans âme:  
Le contenu du droit à l'éducation est exposé en détail dans l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion le 16 décembre 1966. Dix autres années s'écouleront avant que ce Pacte n'entre en vigueur, le 3 janvier 1976.

Article 13 du Pacte :

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils conviennent en outre que l'éducation doit mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre, favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux et encourager le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

2. Les États parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit :

1. l'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous;  
2. l'enseignement secondaire, sous ses différentes formes, y compris l'enseignement secondaire technique et professionnel, doit être généralisé et rendu accessible à tous par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;  
3. l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;

4. l'éducation de base doit être encouragée ou intensifiée, dans toute la mesure possible, pour les personnes qui n'ont pas reçu d'instruction primaire ou qui ne l'ont pas reçue jusqu'à son terme;

5. il faut poursuivre activement le développement d'un réseau scolaire à tous les échelons, établir un système adéquat de bourses et améliorer de façon continue les conditions matérielles du personnel enseignant.

(LA GAUCHE OU LA DROITE N'A PAS RAPPORT ENCORE UNE FOIS !)

LE DROIT A L'ÉDUCATION MÊME SUPÉRIEURE DOIT ÊTRE ACCESSIBLE A TOUS PAR TOUS LES MOYENS APPROPRIÉS DONT L'INSTAURATION PROGRESSIVE DE LA GRATUITÉ ET NON PAR L'AUGMENTATION DES FRAIS SCOLAIRES !

C'EST ASSEZ CLAIR NON ?

DONC ARRÊTEZ DE CHIALER SUR LE DOS DES ÉTUDIANTS GANG D'IMBECILES ET COMMENCER A VOUS CONSCIENTISER SUR LES DROITS DE L'HOMME AU LIEU DE JOUER LE JEU DU SYSTÈME SVP !!!

8. *Deric Caron* dit : (9 novembre 2011 à 00:34)  
@Joce

Et je cite :

« Concernant l'instauration progressive de la gratuité de l'enseignement supérieur, le Tribunal fédéral, dans ce même arrêt, estime que le législateur dispose du choix des moyens pour réaliser l'objectif visé, qui est de rendre les études supérieures accessibles à tous. Cet objectif peut être atteint par d'autres moyens que par l'instauration progressive de la gratuité des études, le terme « notamment » n'indiquant que l'un des moyens possibles. »

Coudonc vous êtes d'ont bien pourris avec les recherches google la gauche, si c'est ça que nos universités forment, force est d'admettre que le vieil adage « tu en as pour ton argent » s'applique... Vous valez vraiment pas grand chose.

Le seul problème avec le système d'éducation du Québec c'est qu'il cherche pas l'excellence, il cherche juste à imprimer des bouts de papier sans grande valeur. Ai-je besoin de rappeler que le Québec a instaurer

un système anti-échet, pour que même les pourris puissent réussir? C'est tu pas beau la gauche et le nivellement?

9. *Simon* dit : (9 novembre 2011 à 06:29)  
Et pourquoi ne pas limiter la gratuité (ou l'éducation à rabais) en nombre d'année? Tout le monde aurait droit à 5 années d'études post secondaire (Cégep / Université). Par contre, si vous dépassez les ces délais, vous payer le plein prix!

10. *Yvon Claqué* dit : (9 novembre 2011 à 06:46)

Et 330 millions \$, c'est une fraction du cadeau qu'on fait aux alumineries comme Alcoa en leur vendant notre électricité à perte. C'est 10 % des subventions annuelles qu'on donne aux entreprises, dont plusieurs multinationales. C'est aussi ce que nous avons versé, l'an dernier, pour renflouer les généreux régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal.

\*\*\*\* C'est aussi 18 jours de paiement de frais de la dette du Québec !

calcul simple...

Dettes provinciales à 225 milliards

Taux d'emprunt moyen 3%

Frais de la dette annuelle 6,75 milliards/an

Divisé par 365 jours ....

Il nous en coûte donc 18,5 millions par jours!!!

Wow avons nous les priorités aux bonnes places?

Imaginer seulement les taux au DOUBLE!!!

L'inflation est à nos portes...

11. *seb* dit : (9 novembre 2011 à 08:28)  
@Yvon Claqué

Même si la dette doit cesser d'être augmentée, nous avons des actifs de qualité si jamais les intérêts devenaient trop élevés.

12. *Jo Bleau* dit : (9 novembre 2011 à 08:44)  
Pour ma part, j'ai fait mes études universitaires par des cours du soir. Ça m'a pris plus de temps à compléter, mais j'ai mon CGA tout de même, et je suis sortie avec aucune dette! Il existe des solutions autre que la scolarité gratuite! nous n'avons plus les moyens d'avoir des « services » gratuits. L'argent sort beaucoup plus vite des coffres de l'état que l'argent qui entre!!

## JOURNAL DE MONTRÉAL : 1,3 G \$ en perte pour le Québec – Mercredi 09 novembre 2011



PHOTO D'ARCHIVES, AGENCE QMI

✓ Selon une note économique publiée par la Fédération étudiante collégiale du Québec, avec la hausse des frais de scolarité annoncée, le nombre d'étudiants perdus par les universités s'élèverait à 3 992.

MICHEL MUNGER Agence QMI

Au lieu d'augmenter ses revenus grâce à la hausse des frais de scolarité, le gouvernement du Québec se priverait de 1,1 à 2,4 G\$ d'impôts et taxes à long terme.

C'est le point de vue avancé par [une note économique publiée, hier matin, par la Fédération](#)

[étudiante collégiale du Québec \(FECQ\)](#). Le document a été cosigné par Léo Bureau-blouin, président de la Fédération, et Pierre-guy Sylvestre, économiste du Syndicat canadien de la fonction publique, section Québec.

L'étude prend comme point de départ la hausse de 1 625 \$, d'ici 2016, des frais de scolarité à l'université, ainsi que celle des frais afférents. La mesure a été annoncée dans le budget 2011-12 du gouvernement.

L'étude de la FECQ cite une note économique produite pour le ministère de l'éducation, qui évalue à 379 187 \$ les taxes et impôts qui ne sont pas versés pendant la vie active d'un diplômé du collégial qui se prive de formation universitaire.

### Deux scénarios

Deux scénarios sont examinés pour évaluer l'impact sur les finances de l'état.

Le premier est celui avancé dans une étude faite, en 2007, pour le compte du ministère de l'éducation. Selon son auteure, Valérie Viers-traete, une augmentation de 1 % des frais universitaires signifie une diminution de 0,11 % de la fréquentation.

Dans ce cadre, les universités se priveront de 8 674 étudiants, d'ici 2016, et l'état comptera 6 375 diplômés de moins pour contribuer à ses

revenus. Cela veut dire un manque à gagner de 2,4 G\$ pour le fisc.

Le deuxième scénario est fondé sur une étude faite par Susan Dynarski, en 2005. Cette professeure états-unienne d'économie croit qu'une hausse de 1 % veut dire une baisse de fréquentation de 0,05 %, un chiffre plus conservateur.

Le nombre d'étudiants perdus par les universités s'élèverait à 3 992, et le nombre de diplômés serait amputé de 2 934 personnes. Le manque à gagner de l'état serait conséquemment de 1,1 G\$.

### Portrait incomplet

L'étude de la FECQ est incomplète parce qu'elle ne tient pas compte de la hausse prévue de l'aide financière aux étudiants, soutient par contre Youri Chassin, coordonnateur à la recherche à l'institut économique de Montréal (IEDM).

« Environ 40 % des étudiants ont accès à l'aide financière, rappelle-t-il. Ils recevront donc une compensation. Ceux qui reçoivent des bourses seront indemnisés. Pour les étudiants de classe moyenne qui n'ont pas l'accès à l'aide financière, il faut s'assurer de leur accorder. C'est là, justement, que nous pouvons aider ceux qui en ont besoin. »

**MÉTRO : 1ère page : La hausse des frais de scolarité coûterait cher à l'État – Mercredi 09 novembre 2011**

- ▶ La hausse des frais de scolarité pourrait être négative pour l'État
- ▶ Le ministère de l'Éducation s'en défend

**En chiffre  
154 110**  
En 2012, le Québec comptera l'équivalent de 154 110 étudiant-e-s à temps plein au premier cycle universitaire.  
**500 millions \$**  
La hausse des frais de scolarité doit rapporter environ 500 M\$ aux universités d'ici 2016



Yves Provencher/Métron  
Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ

**MATHIAS MARCHAL**

La hausse annoncée des frais de scolarité entraînerait une perte de 4000 à 9000 étudiants universitaires entre 2012 et 2016, mais aussi des pertes fiscales évaluées entre 1,4G\$ et 2,4G\$ à long terme, selon une note économique publiée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Pour réaliser cette note, la FECQ s'est adjointe l'économiste du Syndicat canadien de la fonction publique, Pierre-Guy Sylvestre. Ce dernier s'est

basé sur deux études précédentes qui évaluaient que chaque hausse de 1% des frais de scolarité occasionnait des baisses de fréquentation variant entre 0,11% et 0,05%.

Ainsi, le rattrapage annoncé de 1625\$ (+75%), entre 2011 et 2016, occasionnerait des pertes d'effectifs de 4 000 à 9 000 étudiants sur cinq ans dans les universités du Québec, selon la note économique.

Or, sachant qu'un détenteur de bac paiera 916 043\$ de taxes et d'impôts durant sa vie active, contre 536 856\$ pour un détenteur de diplôme collégial, les 4000 à 9000 étudiants qui renonceraient, entre 2012 et 2016, à des études universitaires occasionneront un manque à gagner pour les recettes fiscales de l'État. Il est chiffré entre 1,4 G\$ et 2,4 G\$.

«Le gouvernement ne pourra pas se permettre de se priver de ce genre de recettes fiscales», clame Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ qui participera à la grande manifestation étudiante prévue à Montréal jeudi.

Du côté de la ministre de l'Éducation, on refuse de commenter la note économique sans l'avoir lue. «Selon les données de Statistique Canada, il n'y a pas de lien direct entre la hausse des droits de scolarité et la fréquentation des universités au Canada», répond toutefois Dave Leclerc, attaché de presse de la ministre qui rappelle aussi que le programme de prêts et bourses sera bonifié.

De 1999 à 2009, les droits de scolarité ont augmenté de 4,5% dans le reste du Canada (+1,9% au Québec) et malgré cela, le nombre d'étudiants s'est accru de 4,1% (+2,1% au Québec), selon un document du ministère qui se base sur les données de Statistique Canada.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec abonde dans le même sens. «Leur analyse ne tient pas compte de la bonification graduelle de l'aide financière accor-

dée aux étudiants», indique Daniel Zizian, son PDG. En outre, les différents crédits d'impôts permettront de faire baisser la note jusqu'à 35%.

**Qu'en pensez-vous**

**Mercury, 08 novembre 2011, 19:07**

Le statu quo coûterait également cher à l'État...

**Bernard L'Heureux-Chabot, 08 novembre 2011, 22:28**

La rareté de la main d'oeuvre fera également augmenter les salaires puisque même l'étudiant de philosophie ou de sociologie pourrait trouver plus aisément du travail. Bref, aucune perte pour le gouvernement.

**Gabrielle Legault, 09 novembre 2011, 00:17**

Encore et encore, les étudiants du Québec n'ont pas compris que même si les frais de scolarité augmentent, ils restent quand même les plus bas au pays... Le gouvernement devrait mettre ses culottes une fois pour toute et augmenter les frais de scolarité. Les élèves vont quand même y aller à l'école. Bac (ou études) = emploi = argent. Faut bien de l'argent pour se payer plein de bebelles comme un iPad, un apart sur le Plateau, une nouvelle voiture ou le nouveau gadget de l'heure. Après tout, à 22 ans, c'est important tout ça !

**CT, 09 novembre 2011, 00:56**

Le gouvernement devrait mettre ses culottes une bonne fois pour toutes et instaurer la gratuité scolaire intégrale. Il y en a plus qu'assez d'être tout à la fois les plus pauvres, les plus taxés, et ceux dont la culture est la plus menacée au Canada. La survie de la culture et le pouvoir économique viennent avec une éducation réellement accessible à tous. Il est temps de prendre exemple sur les meilleurs élèves en la matière que sont les Scandinaves.

**MÉTRO : Publicité de la Table des partenaires universitaires – Mardi 08 novembre 2011**

**DÉCLARATION DE LA TABLE DES PARTENAIRES UNIVERSITAIRES**

Nous, étudiantes, étudiants, professeurs, professeures, chargées et chargés de cours, membres du personnel professionnel, technique, administratif et du personnel de métier, ainsi qu'associations d'enseignement et de recherche, nous sommes la communauté universitaire et nous nous opposons au projet du gouvernement Charest de hausser, dans les prochaines années, les droits de scolarité de 1 625 \$.

Cette hausse projetée de 127 % affectera grandement l'accessibilité aux études universitaires. Au début des années 1990, une hausse nettement moindre a entraîné une baisse des effectifs de près de 10 000 étudiants à temps plein et de quelque 25 000 étudiants à temps partiel. Elle avait particulièrement frappé les étudiants de la première génération, notamment en région. Ce n'est que 7 ans plus tard que se sont établis les effectifs d'étudiants à temps complet. En ce qui concerne les étudiants à temps partiel, nous n'avons jamais retrouvé le nombre d'inscriptions de 1992-1993 (142 870), même en 2010 (131 786).

La hausse aura un impact nettement plus négatif sur les ménages dont le revenu après impôt est de 40 000 \$. Ainsi, la proportion annuelle du revenu consacrée aux droits de scolarité passera de 5,4 % à 9,4 %. La hausse entraînera encore plus aux étudiants et étudiantes en situation précaire, plus particulièrement la cinquième de la population étudiante qui a un motif un étudiant à charge. Cela impliquera une augmentation des heures de travail salarié, une augmentation de la durée des études, ainsi que la diminution du temps consacré aux obligations familiales.

D'ailleurs, dans son avis de septembre dernier, le comité consultatif sur l'accessibilité financière invite à mettre en place un mécanisme de suivi car il redoute que la hausse annoncée n'affecte le taux de participation aux études supérieures selon le quartile de revenu, la scolarité et le lieu de résidence des parents (CCAFR, p.5).

La hausse favorisera l'endettement étudiant, déjà très élevé avec une moyenne québécoise de 14 000 \$ à la sortie d'un baccalauréat. Alors que, déjà, 40 % des décrocheurs universitaires affirment quitter les études pour des motifs financiers, la proposition du gouvernement s'enrichira nécessairement d'autres causes. La perspective de générations de diplômés encore plus lourdement endettés n'a rien de réjouissant.

La hausse ne résout pas le problème de financement des universités. Dans des cas semblables, l'augmentation des frais d'études représente non pas une baisse du financement des universités mais un désengagement de l'État. D'ailleurs, dans son dernier budget, le ministre Bachand a reconnu comme règle de chiffrage à un niveau 90 % du plan de financement des universités. Il faut rappeler que cette proposition était de 67,8 % en 2006 et de 67 % en 1988.

Ce choix politique est tout aussi contestable que les vices marchandes et insupportables de la recherche universitaire appliquée, soutenu par des fonds publics et destinés aux entreprises. Au détriment de l'enseignement et de la recherche fondamentale, une telle orientation transforme radicalement la mission de l'université. S'il faut réinvestir massivement dans les universités, ce doit être pour assurer leur caractère indépendant et public, non pour servir des intérêts privés.

Ni un luxe, ni un investissement purement individuel, l'éducation est un droit qui résulte d'un choix collectif. Nous refusons d'appliquer à l'université une logique de l'utilitarisme-paysan, car elle est un service public.

Nous, partenaires de la communauté universitaire, refusons l'augmentation des droits de scolarité décidée par le gouvernement libéral et nous soutiendrons les étudiantes et les étudiants.

Le 25 novembre 2010, la Table des partenaires universitaires (TPU) rendait public son Manifeste de l'université québécoise. Pour une université libre, accessible, démocratique et publique.

La Table des partenaires universitaires représente l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), le Conseil provincial du secteur universitaire (CPSU), le Conseil québécois des syndicats universitaires (CQSU), la Fédération des associations étudiantes québécoises en éducation permanente (FALEQEP), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CNQ), la Fédération des professionnelles (FP-CNQ), la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPQU), la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQP), la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ), la Table des syndicats universitaires (TSU-CNQ).



**THE GAZETTE : Students plan class boycott : Tuition-fee hikes at root of protest – Wednesday, November 09, 2011**

KAREN SEIDMAN GAZETTE UNIVERSITIES REPORTER

Thousands of university and CEGEP students are to boycott classes on Thursday during a daylong protest intended to show the provincial government just how unhappy they are about tuition fee hikes.

More than 165,000 students across the province have already voted to participate in the boycott, and other student associations are continuing to take votes as the day of protest approaches.

"We are expecting thousands of people to send a clear message that a tuition increase is unacceptable," said Gabriel Nadeau-dubois, a spokesperson for the Association pour une solidarité syndicale étudiante.

Students are upset about Quebec's decision to raise tuition by \$325 a year for the next five years, bringing fees to \$3,793 in 2017 from \$2,168 now.

Most universities and colleges say they will try to proceed with classes, but that will be a challenge given that some teachers support the movement against hikes.

The Concordia University Part-time Faculty Association has called on its 1,200 members to join the students if they can and to be tolerant of those who miss classes or are late in submitting assignments.

However, they are not cancelling classes, said spokesperson David Douglas.

Concordia media relations director Chris Mota said students should not expect academic amnesty, although the provost has encouraged faculty to exercise leniency that day.

McGill University said it will be business as usual, and Dawson College posted a notice on its website saying although students have voted to support the boycott, they cannot block access to the school and the college expects to operate normally that day.

"Thousands of students have strike mandates and many more will skip classes to join in," said Lex Gill, president of the Concordia University Student Union.

"The next generation is headed into a debt bomb," said Douglas. "We could soon be a society where only the upper middle class can go to university."

Eric Martin, a researcher for the Institut de recherche et d'informations socio-économiques and author of Université Inc., said the increase could mean 7,000 fewer students with access to university.

He argued the quandary over tuition fees is indicative of a more serious problem – the privatization of universities. Universities that align themselves with corporations, or focus on research that will bring in money, are losing their independence and academic freedom, he said.

"This transformation of funding will lead to problems of enrolment and student debt," he said. "It is also hijacking universities' function and public nature."

Gill said the battle against fee hikes has united anglophones and francophones.

"I think it will be hard for the government not to pay attention." Students will meet at Berri and Ste. Catherine Sts. at 2 p.m. Thursday and march to Premier Jean Charest's office. For updates on the student boycott, go to bloquon.slahausse.com.

**LE JOURNAL DE SHERBROOKE : Les étudiants du Cégep en grève demain et jeudi - Publié le 8 novembre 2011 à 16:45**

Ghislain Allard

Dans une proportion de 76 %, les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont voté pour une grève générale qui se tiendra demain et jeudi.

Les étudiants veulent ainsi protester contre la hausse des frais de scolarité imposée par le

gouvernement de Jean Charest. Ainsi, 966 d'entre eux ont voté en faveur de la grève par rapport à 291 qui s'y sont opposés.

La ligne de piquetage débutera à 7 h devant le pavillon 2 dans le but de convaincre la direction du Cégep d'annuler les cours. Les étudiants

invitent les professeurs à les appuyer dans leurs démarches contestataires.

Les frais de scolarité annuels passeront de 2168 \$ actuellement à 3793 \$ en 2017, peu importe la discipline étudiée.

**RADIO-CANADA – ESTRIE : Les cégépiens de Sherbrooke votent pour deux jours de grève – Mise à jour le mardi 8 novembre 2011 à 15 h 55 HNE**



Les membres de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) ont voté à 76 % pour une grève de deux jours qui aura lieu les 9 et 10 novembre prochains afin de dénoncer la hausse des droits de scolarité universitaires décrétée par le gouvernement.

« Le 10 novembre, est un la date finale, la dernière chance pour le gouvernement de reculer sur sa décision de hausser les frais de scolarité et de sabrer en même temps dans le réseau collégial. Ce n'est pas seulement une question

d'endettement étudiant, c'est de l'avenir de notre société dont il est question. Si le gouvernement ne cède pas, c'est une grève générale qui l'attend ! » soutient le responsable aux affaires externes à l'AÉCS, Olivier Mercier.

L'AÉCS prévoit tenir des activités sur le campus pendant la journée du 9 novembre et prendra part à la manifestation nationale à Montréal, le 10 novembre.

**Les commentaires (3)**

**Envoyé par Mariette Payeur de Sherbrooke, 9 novembre 2011 à 10 h 26 HNE**

J'espère que nos étudiants profiteront bien de cette grève-congé. Car la plupart vont prendre ça comme un congé.

Vive l'engagement étudiant!

**Envoyé par Sylvain Gagné de Sherbrooke, 9 novembre 2011 à 04 h 49 HNE**

Les étudiants se promène en voiture de l'année, possède des I-Phones, sort dans les bars les soirs...

Mais n'ont pas d'argent à investir dans leur avenir !!!

Pathétique et surtout aucune crédibilité...

**Envoyé par Luc-Olivier Leclerc de Sherbrooke, 8 novembre 2011 à 17 h 27 HNE**

Pourquoi l'avertir, pourquoi lancer un avertissement de grève générale. Faites tout simplement la grève générale, bloquez et piratez l'université et le cégep, arrêtez les cours et voilà, si ça continue, il y pas grand élèves qui vont venir.

Le but, faire mal.

faite un grève générale, on ne va attendre un décennie pour arriver au point final, Occupez leur bureau, je les trouve un peu paresseux.

quand on est à gauche, on doit être à gauche, pas à droite. ni au centre, ni au centre-gauche, complètement à gauche,

Je préférerais un grosse grève de la terreur, (dans mes mots. ) bref, un vrai moyens de pression.

mais, bon, j'ai voter pour la grève

**LE SOLEIL : L'appel à la grève étudiante a peu d'échos à Québec – Mardi 08 novembre 2011**

Marc Allard

L'appel à une grève nationale contre la hausse des droits de scolarité ne reçoit pas beaucoup d'appuis chez les étudiants de la région métropolitaine de Québec, qui pour la plupart vont aller à leurs cours comme d'habitude jeudi.

Alors que quelque 140 000 étudiants québécois ont manifesté leur intention de débrayer dans deux jours, seul un cégep de Québec et deux associations étudiantes de l'université Laval ont embarqué dans le mouvement.

«Ce n'est pas en ce moment la région qui est la plus mobilisée», dit Gabriel Nadeau-dubois, porteparole de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). «Mais les choses sont en train de se mettre en branle.»

À l'université Laval, les associations des étudiants en histoire et en philosophie ont voté en faveur d'un débrayage jeudi. Ensemble, ils représentent 500 étudiants. À titre de comparaison, plus de 11 800 étudiants de l'université de Montréal devraient participer à la journée de grève.

Sébastien Harvey, président de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'université Laval (CADEUL), explique que depuis la rentrée, la CADEUL s'est surtout concentrée sur la tenue, en octobre, d'un référendum sur la hausse des droits de scolarité (66,88 % des étudiants ont voté contre la hausse).

«À Montréal, c'est sûr qu'ils ont utilisé un chemin qui permettait plus d'aller vers les manifesta-

tions, grèves et Cie, dit-il. [...] Pour l'instant, c'est sûr qu'on n'est pas rendu à la même place. Mais on est convaincu que dans pas longtemps, les étudiants devraient se mobiliser pour s'opposer à cette hausse-là.»

**VOTE D'ASSOCIATIONS**

D'ici demain, trois associations représentant environ 2700 étudiants de l'université Laval prévoient voter sur la journée de grève. Selon M. Harvey, 300 étudiants devraient monter dans un autobus pour aller manifester jeudi, à Montréal, contre la hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans, à partir de 2012 (soit 1625 \$ à terme).

Bien que leur association soit la seule, parmi les cinq cégeps, à être affiliée à L'ASSE dans la



région, les étudiants du Cégep de Sainte-foy ont refusé à 55,3 % qu'il y ait une levée de cours jeudi.



— PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL

Le Collège François-xavier-garneau est le seul, parmi les cinq cégeps de la région métropolitaine

de Québec, à participer à une levée de cours jeudi.

Selon Michaël Bellemarre, attaché politique de l'association étudiante du Cégep de Sainte-foy, le rejet de la levée de cours s'explique notamment par le fait que plusieurs étudiants ne voulaient pas manquer un cours, mais aussi parce que plusieurs d'entre eux sont d'accord avec la hausse des droits de scolarité. Même si elle n'est pas affiliée à L'ASSE, l'assemblée générale étudiante du Collège François-xavier-Garneau, qui représente quelque 6000 étudiants, est la seule, parmi les cinq cégeps de la région métropolitaine de Québec, à avoir voté (à 63 %) en faveur d'une levée de cours jeudi. Une ligne de piquetage est prévue en matinée — avant 7h —, devant le cégep.

L'association des étudiantes du Cégep Limoilou a quant à elle décidé d'opter pour une «occupation» du Cégep, de demain 7h à jeudi à la même heure. Des étudiants vont passer la nuit au Cégep et des activités auront lieu autour de la hausse des droits de scolarité. Au Cégep de Lévis-lauzon, le taux de participation n'a pas été assez élevé pour que les étudiants puissent se prononcer sur un débrayage. Il n'y aura pas de levée de cours non plus au Cégep Champlain-st. Lawrence. Les associations étudiantes des quatre cégeps francophones de la région métropolitaine de Québec enverront elles aussi plusieurs étudiants manifester jeudi à Montréal.

## LAVANTAGE.QC.CA : Hausse des frais de scolarité: les syndicats appuient les étudiants - lundi, 07 novembre 2011 14:47



par Thérèse Martin

**Les syndicats qui regroupent une bonne partie du personnel de l'Université du Québec à Rimouski font front commun avec l'association étudiante pour alerter l'opinion publique sur les conséquences de la hausse prévue des frais de scolarité.**

Le 10 novembre, des étudiants de l'UQAR et du Cégep de Rimouski monteront dans une dizaine d'autobus pour aller manifester, à Montréal, contre le projet du gouvernement Charest de hausser les frais de scolarité. Cette journée sera aussi une de grève étudiante. Le président de l'Association générale des étudiants de l'UQAR, Thomas Briand-Gionest, précise que cette manifestation d'envergure nationale vise à convaincre le gouvernement d'annuler la hausse des droits de scolarité, afin d'amorcer un débat de fond sur le financement des études universitaires. « Pour les étudiants de notre campus, il est clair que les valeurs de justice sociale, d'égalité des chances et d'équité intergénérationnelle ne sont pas respectées par cette hausse des frais. Ce sont les étudiants issus de familles

de la classe moyenne qui seront les plus affectés, des étudiants qui, souvent, n'ont pas droit à une aide financière. » Par ailleurs, le Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAR appuie les étudiants dans leurs démarches, en précisant qu'une nouvelle politique sur les droits de scolarité ne doit pas avoir comme résultat l'augmentation du niveau d'endettement. De plus, le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAR donne aussi son appui aux étudiants, de même que le Syndicat du personnel de soutien de l'Université. Ces syndicats précisent qu'il s'agit d'un choix de société et que l'accès aux études universitaires doit être assuré à tous.

## LE DEVOIR - LA TRIBUNE : Droits de scolarité - Les étudiants obtiennent de nouveaux appuis - Lundi 07 novembre 2011

La Presse canadienne

Les étudiants du Québec qui luttent contre la hausse des droits de scolarité ont obtenu hier plusieurs autres appuis.

À quatre jours de la grande manifestation étudiante du 10 novembre, plus de 130 groupes, dont la Fédération des femmes du Québec, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain et la Ligue des droits et libertés ont manifesté leur opposition à l'augmentation des droits de scolarité prévue en 2012.

En entrevue, la présidente de la FIQ, Régine Laurent, a expliqué que cette hausse ne touche

pas que les étudiants, mais toute la population en général, ajoutant que cela nuira aux chances des familles de classe moyenne d'assurer à leurs enfants une éducation postsecondaire. De son côté, la présidente de la FNEEQ, Marie Blais, soutient que l'augmentation des droits de scolarité ne réglera pas le problème du financement des universités et croit que cette mesure mettra «en danger» l'avenir des jeunes.

### Une manifestation ce jeudi

Pour la présidente de la FIQ, la hausse des droits de scolarité va ramener le Québec à l'époque où l'origine sociale était un facteur déterminant pour l'avenir des jeunes. Elle croit aussi que cette hausse entraînera une augmentation de l'endet-

tement, ce qui permettra aux banques de s'enrichir davantage auprès des moins bien nantis.

Mme Laurent estime enfin qu'un accès plus difficile aux études pourrait décourager plusieurs jeunes de vouloir s'engager dans des études en santé, ce qui pourrait ralentir le rattrapage de la pénurie de main-d'oeuvre.

Au moins une douzaine d'associations membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FÉCQ) ont fait part de leur intention de débrayer pour une journée, à l'occasion de la manifestation du 10 novembre. Les cégeps ont confirmé leur appui au mouvement lors du congrès de la FÉCQ, qui se tenait à Baie-Comeau hier.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Des appuis pour les étudiants - Lundi 07 novembre 2011



PHOTO AGENCE QMI. SÉBASTIEN ST-JEAN  
 ✓ Marie Blais de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec, Dominique Peschard de la Ligue des droits et libertés et Nesrine Bessaïh, des centres de femmes du

Québec et de la Fédération des femmes du Québec, ont exprimé leur appui aux étudiants.



PHOTO AGENCE QMI. SÉBASTIEN ST-JEAN  
 Régine Laurent, Présidente FIQ

AGENCE QMI

À quelques jours de leur manifestation nationale à Montréal, jeudi, les universitaires et collégiens de la province ont reçu l'appui du milieu communautaire, qui joint sa voix aux étudiants dans leur lutte contre la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité annoncée par Québec.

Après avoir obtenu, tout comme en 2005, la fidélité des plus grands syndicats du Québec, les

étudiants ont reçu hier l'appui d'une coalition représentant 130 organismes communautaires.

« Une société rétrograde »

Les déclarations d'hostilité envers le premier ministre Jean Charest ne manquaient pas lors d'une conférence de presse tenue hier, à Montréal, réunissant cinq organismes notoires, dont le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

« Ce que le gouvernement est en train de bâtir, c'est une société rétrograde, sexiste et inégalitaire », a lancé Nesrine Bessaïh, présidente de la Fédération des femmes du Québec.

L'éducation est un droit

S'exprimant au nom de la Ligue des droits et libertés, Dominique Peschard abondait dans le même sens.

« Rappelons que l'éducation est un droit et non un privilège, et est reconnue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. »

« La logique du gouvernement, c'est de sous-financer un service public, pour ensuite se sentir

légitime de tarifier à outrance. On le sait, car c'est ce genre de médecine qu'il a appliqué au secteur de la santé et ailleurs », a plaidé Régine Laurent, de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec.

**Pas comme aux États-unis**

Tous les groupes présents disaient en avoir d'entendre la ministre de l'éducation, Line Beauchamp, se vanter qu'aller à l'école coûte moins cher au Québec qu'aux États-unis et en Ontario.

« L'endettement étudiant aux États-unis est d'un trillion de dollars. Pourquoi suivre ce modèle? » a questionné Marie Blais, de la Fédération nationale des enseignantes du Québec.

**LA PRESSE : Frais de scolarité: les étudiants obtiennent l'appui de plusieurs organisations – Lundi 07 novembre 2011**

La Presse Canadienne, Montréal  
Les étudiants du Québec qui luttent contre la hausse des frais de scolarité ont obtenu dimanche plusieurs autres appuis.  
À quatre jours de la grande manifestation étudiante du 10 novembre, plus de 130 groupes, dont la Fédération des femmes du Québec (FFQ),

la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et la Ligue des droits et libertés ont manifesté leur opposition à l'augmentation des frais de scolarité prévue en 2012.

En entrevue, la présidente de la FIQ, Régine Laurent, a expliqué que cette hausse des frais ne touche pas que les étudiants mais toute la population en général, ajoutant que cela nuira aux chances des familles de classe moyenne d'assurer à leurs enfants une éducation postsecondaire.

**MÉTRO : Frais de scolarité : Plusieurs nouveaux appuis aux étudiants – Lundi 07 novembre 2011**

Plusieurs groupes sociaux ont annoncé leur appui à la manifestation étudiante du 10 novembre prochain

Selon eux, l'ensemble de la population souffrira de la hausse des frais de scolarité prévue en janvier 2012



Archives Méτρο

À partir de janvier 2012, les frais universitaires augmenteront de 325\$ par année pendant cinq ans. À terme, cela représente une hausse de 1625\$.

ANNABELLE BLAIS, MÉTRO

Les étudiants ne seront pas seuls à manifester le 10 novembre contre la hausse prochaine des frais de scolarité universitaires. Une coalition regroupant 130 groupes sociaux a annoncé dimanche son appui à la cause. Le geste se veut solidaire, mais il vise également à envoyer le message qu'une scolarisation au coût exorbitant n'affecte pas que les étudiants.

« Cette hausse ne concerne pas que les étudiants, il touche également les familles », a expliqué François Saillant du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Ce dernier a rappelé que les familles se trouvent déjà appauvries par une série de mesures gouvernementales, telles que la taxe santé de 200\$ par an, l'augmentation de 2% de la taxe de vente du Québec et la hausse des tarifs d'Hydro-Québec, à compter de 2014. « C'est carrément inacceptable », a-t-il scandé.

Régine Laurent a ajouté que le gouvernement Charest applique à l'éducation la même « recette » que celle utilisée en santé. « Le gouvernement sous-finance un service public, pour ensuite légitimer une augmentation des tarifs », a souligné la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ).

À partir de janvier 2012, les frais universitaires augmenteront de 325\$ par année pendant cinq ans. À terme, cela représente une hausse de

1625\$. Selon le gouvernement Charest, cette mesure était essentielle pour renflouer les coffres des universités québécoises. Marie Blais, de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, croit plutôt que le problème n'est pas tant une question de sous-financement que de priorité.

« Il faut regarder où va l'argent », a souligné Mme Blais, ajoutant que les universités se livrent une concurrence féroce se traduisant par des salaires excessifs alloués aux recteurs et des projets immobiliers pharaoniques. « On assiste à une privatisation en douce alors qu'on devrait viser la gratuité. »

M. Saillant a rappelé que la coalition sera présente jeudi prochain à la manifestation, ainsi qu'aux autres étapes de la mobilisation, en référence à une éventuelle grève universitaire au semestre d'hiver. Les Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce ont également annoncé, dimanche, leur présence au rassemblement. Ils seront rejoints par les centrales syndicales dont le ralliement avait été annoncé le 3 novembre.

**Réactions des étudiants: un gouvernement isolé**

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) se réjouit de la présence des centrales syndicales et des groupes sociaux à la manifestation du 10 novembre. Elle se dit d'autant plus enthousiaste que cet appui démontre selon eux l'isolement du gouvernement libéral dans le dossier des frais de scolarité. « Le gouvernement veut faire croire qu'il existe un certain consensus social sur la hausse des frais de scolarité, et que seuls les étudiants y sont opposés parce que nous sommes des bébés gâtés, dit le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois. Mais la prise de position des groupes sociaux démontre bien que c'est un enjeu qui concerne toute la société. »

La manifestation aura lieu le 10 novembre à partir de 14h à la place Émilie-Gamelin.

**Qu'en pensez-vous les ti culs**

Invité, 06 novembre 2011, 17:07  
une manifeste de petits braillards qui veulent pas payer pour leur études, mais sont capable de se payer des tickets de show americans de culture de hamburger + leur char + leur cellulaire + leur malbouffe ! y sont courageux pour faire payer les autres mais pour les causes justes, on en voit jamais un maudit se montrer la face...

**un père**

Invité, 06 novembre 2011, 18:46

les ti culs - ton commentaire est très gratuit puisque moi, homme de 33 ans et père d'une petite fille de 7 mois n'est pas en mesure de retourner à l'université justement à cause des hausses des frais de scolarité. Suis-je comme tu semble si bien le dire un petit braillard? S'informer adéquatement avant de vomir des absurdités nous permettrait d'avancer comme société plutôt que de se contenter des stéréotypes "zombifiant" colporter par nos médias.

**Rocky**

Invité, 06 novembre 2011, 20:50

Il est triste de remarquer qu'il y a des personnes si peu informées. Premièrement le salaire moyen d'un étudiant québécois est de 12 000 \$ et 40 % des étudiants n'ont pas d'aide de leurs parents. Avec la hausse, l'on va parler d'une facture s'approchant des 5 000 \$ par année pour un étudiant moyen et ça ne comprend pas les livres, l'ordinateur obligatoire de certain programme ni ce qu'il faut pour survivre. De plus, c'est une aberration de croire que l'on ne paie plus pour les universités quand des crédits d'impôt son offert aux entreprises qui finance les université par don et chaire de recherche, ainsi toute la belle économie du gouvernement revient dans les poches des entreprise. La réalité est que de telles mesures ne feront qu'agrandir le fossé qui sépare déjà les riches des pauvres car, le but originel de proposer la gratuité scolaire était et est de réduire cet écart !

**Joé**

Invité, 06 novembre 2011, 21:34

il est tellement hilarant de voir tant de faussetés véhiculées concernant nos pauvres étudiants qui se plaignent le ventre plein. Si c'était si pire, comment se fait-il qu'ailleurs ils paient plus cher et ils ne se plaignent pas comme nos plaignards du Québec ??? Je connais plusieurs étudiants qui travaillent, ont des bourses et des prêts et pourtant ils arrivent ??? Et on ne parle pas de tous ceux qui restent chez leurs parents ! Ces mêmes plaignards ne parlent pas de tous ces jeunes qui se plaignent, mais ont un char, un cellulaire, des tickets d'un show american ou vont au resto ! on voit de plus en plus de ces plaignard qui coulent ou étendent leurs études pour avoir plus de temps à fêter et se saouler ! Ces mêmes plaignards aiment se regarder le nombril, mais sont incapables d'expliquer comment il se fait qu'ailleurs, ça coûte plus cher et personne ne se plaint !

**CYBERPRESSE : Frais de scolarité: les étudiants obtiennent l'appui de plusieurs organisations - Mis à jour le dimanche 06 novembre 2011 à 21h00**

La Presse Canadienne, Montréal  
Les étudiants du Québec qui luttent contre la hausse des frais de scolarité ont obtenu dimanche plusieurs autres appuis.  
À quatre jours de la grande manifestation étudiante du 10 novembre, plus de 130 groupes,

dont la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et la Ligue des droits et libertés ont manifesté leur

opposition à l'augmentation des frais de scolarité prévue en 2012.





Photo: Marco Campanozzi, La Presse  
À quatre jours de la grande manifestation étudiante du 10 novembre, des groupes sociaux annoncent en conférence de presse, à Montréal, qu'ils soutiennent les étudiants dans leurs revendications.

En entrevue, la présidente de la FIQ, Régine Laurent, a expliqué que cette hausse des frais ne touche pas que les étudiants mais toute la population en général, ajoutant que cela nuira aux chances des familles de classe moyenne d'assurer à leurs enfants une éducation postsecondaire. De son côté, la présidente de la FNEEQ, Marie Blais, soutient que l'augmentation des droits de scolarité ne règlera pas le problème du financement des universités et croit que cette mesure mettra «en danger» l'avenir des jeunes. Pour la présidente de la FIQ, la hausse des frais de scolarité va ramener le Québec à l'époque où l'origine sociale était un facteur déterminant pour l'avenir des jeunes. Mme Laurent croit aussi que cette hausse entraînera une augmentation de l'endettement, ce qui permettra aux banques de s'enrichir davantage auprès des moins biens nantis.

Elle estime aussi qu'un accès plus difficile aux études pourrait décourager plusieurs jeunes de vouloir s'engager dans des études afin d'œuvrer au sein du milieu de la santé, ce qui pourrait ralentir le rattrapage de la pénurie de main-d'œuvre. Au moins une douzaine d'associations membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FÉCQ) ont fait part de leur intention de débrayer pour une journée, à l'occasion de la manifestation du 10 novembre. Les cégeps ont confirmé leur appui au mouvement lors du congrès de la FÉCQ, qui se tenait à Baie-Comeau dimanche. D'autres associations membres de la FÉCQ, des groupes d'étudiants affiliés à d'autres fédérations et des étudiants de cégeps indépendants pourraient les imiter.

## RADIO-CANADA : Droits de scolarité : une vaste coalition appuie les étudiants – Mis à jour le dimanche 6 novembre 2011 à 19 h 10 HNE



© PC/Jacques Boissinot  
Des étudiants ont manifesté à Québec contre la hausse des frais de scolarité, le 21 octobre dernier

À quelques jours d'une manifestation nationale contre la hausse des droits de scolarité au Québec, les étudiants ont reçu l'appui d'une coalition forte de 130 groupes sociaux.

La Fédération des femmes du Québec (FFQ), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et la Ligue des droits et libertés sont parmi ceux qui ont appelé la population à rallier les étudiants dans leur lutte contre la hausse des droits de scolarité prévue pour 2012.

Cet appui de taille fait suite à celui offert par des centrales syndicales, qui se sont aussi engagées cette semaine à fournir un soutien logistique et financier aux associations étudiantes.

Pour la coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, la hausse de 325 \$ par année pendant 5 ans, prévue par le gouvernement de Jean Charest, a des conséquences sur les étudiants issus tant des classes modestes que de la classe moyenne.

« Il faut se dire : l'endettement va profiter à qui ? Encore aux banques, qui vont ou empocher de l'intérêt, ou prendre les dettes pour les vendre sur les marchés boursiers », s'est insurgée la présidente de la FIQ, Régine Laurent.

« Ce qui est clair pour la coalition et pour la FIQ, c'est qu'on ne veut pas retourner à l'ère où l'origine sociale décidait de l'avenir de nos jeunes. » — Régine Laurent, FIQ

Pour Marie Blais, présidente de la FNEEQ, le plan du gouvernement libéral permettrait de « passer d'un financement public à un financement privé » des universités.

« Depuis 2003, les universités ont reçu 1 milliard de dollars : il va où cet argent ? Il va, entre autres, dans les recherches subventionnées, dans les constructions, déplore-t-elle. Il faudrait peut-être penser à un financement de base pour les missions fondamentales; la hausse proposée ne règlera pas le financement, au contraire ».

Jeudi, des dizaines de milliers d'étudiants de partout au Québec manifesteront à Montréal, prélude à une grève générale devenue « inévitable », indiquent certaines associations étudiantes.

Selon le porte-parole de l'Association pour la solidarité syndicale étudiante, Gabriel Nadeau-Dubois, 100 000 étudiants ne se présenteront pas à leurs cours le 10 novembre prochain.

« On peut appeler ça une grève ou autre, mais c'est un débrayage général d'une journée », dit-il.

### En complément



Vidéo - Les précisions d'Isabelle Girard

### Ailleurs sur le web

- [Site de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics](#)

### Les commentaires (77)

Envoyé par [Sylvain Gagné](#) de Laval - 7 novembre 2011 à 18 h 48 HNE

@Marianne Longfield 15:20

Ah! Là, je trouve un terrain sur lequel je suis d'accord avec vous!

En effet, le nombre d'années est un facteur d'endettement, mais le changement de programme pour ceux qui se cherchent (j'en ai vu plusieurs...) peut devenir un problème. Je n'ai pas beaucoup de sympathie pour ceux qui s'endettent jusqu'à des montants astronomiques dès les débuts de leur vie, alors qu'ils ne savent pas où ils s'en vont, déjà endettés à plusieurs milliers en sortant du cégep et tournent en rond à l'université.

Je sais qu'un bonne partie de ces anarchistes, professionnels dans ce genre de manifestation y sont très actifs et, font en sorte qu'ils sont très voyant, laissant croire qu'ils sont le reflet de la majorité. Leur noyau est souvent à caractère violent et intimidant... je me souviens! Nous ne sommes pas en Europe centrale avant la Deuxième Guerre mondiale.

La partie "gratuite" de l'éducation devrait instruire les jeunes sur l'importance de l'économie, du budget et de la responsabilisation en tant que citoyen en matière de consommation et d'endettement au lieu de nous endormir avec des réformes insignifiantes en formant des techniciens en pédagogie et des cours sur l'éthique et la culture religieuse afin de nous amadouer au multiculturalisme à la charte.

Dans certains programmes, en ce qui concerne le nombre d'années (j'en fais partie, j'ai étudié à temps partiel pendant longtemps surtout pour ma culture personnelle, et mon travail secondairement, ainsi, je ne me suis pas endetté en étudiant efficacement dans ce qui me plait) il n'est pas obligatoire de s'inscrire à temps plein (comme certains le pensent, professant qu'il y a des programmes qui sont inutiles à la société), paradoxalement, lorsque l'on dit société, justement c'est qu'elle peut se permettre une éducation encertaines matières qui "semblent inutiles pour certains", toutefois nécessaires, c'est le lot des sociétés évoluées. Mais, inutiles de s'endetter pour cela!

Rien ne vous oblige, par exemple, de vous engager à temps plein dans des études en sociologie à temps plein, ainsi que d'autres programmes en sciences humaines. Il y suffisamment de possibilité!

Tout augmente pour tous, qu'ils prennent conscience du monde dans lequel ils veulent s'engager, ici, nos "éducateurs" ont failli à la tâche d'enseigner aux jeunes de quoi sera fait leur vie future... l'argent! Et non des "sous"... plutôt infantilissant comme discours!

Envoyé par [Guy Joly](#) de Gatineau - 7 novembre 2011 à 18 h 44 HNE

le QC ne se maira plus, maintenant on doit s'occuper de leurs poupons, pendant 5 ans tout en leur donnant un congé, pour ensuite leur payer une université gratuite...

On est rendu une société sans valeur familiale, sans fondation solide et voilà on a des étudiants avec leur Apple, Ipod, CEI ect...

Je n'ai rien contre le fait de payer pour ceux dont les parents ne peuvent pas les aider mais de la ce que moi je paie l'éducation des autres il y a une limite

Envoyé par [Guy Joly](#) de Gatineau - 7 novembre 2011 à 18 h 40 HNE

40 % ne paient pas d'impôts, le QC a le plus au taux d'imposition au Canada...

la dette du QC est l'une de plus grande dans les pays industrialisés...

Il y a des limites ce sont toujours les memes qui paient, en plus on assiste d'une exode de Québécois les plus éduqués vers le Canada...

Envoyé par [Simon Labonne](#) de Blainville - 7 novembre 2011 à 17 h 43 HNE

À titre d'information, plusieurs assemblées de grève se tiendront demain. Si les votes s'avèrent en faveur, en tenant compte que la tendance se maintienne, près de 200 000 étudiants seront en grève le 10 novembre.

Envoyé par [Gille Bélisle](#) de St Casimir - 7 novembre 2011 à 16 h 08 HNE



Ils devraient faire une greve général et la faire coincider avec une greve général des CPE car coinciderais les 2 greves et ca ferait des tites gardiennes pour les ti zenfants

Envoyé par [Bernard Beaubien](#) de Québec - 7 novembre 2011 à 11 h 28 HNE

Au Québec, les frais de scolarité sont moins élevés qu'ailleurs et à la fin de leurs études ces étudiants vont travailler régulièrement à l'extérieur du Québec (surtout en soins de santé); en conséquence, la société a investi en ces étudiants et n'a rien en retour. Pourquoi ne faire pas faire preuve d'imagination en ce qui a trait aux frais de scolarité. Exemple : augmentation des frais de scolarité dont le paiement serait reporté à la fin de ses études . Si à la fin de ses études cet étudiant travaille au Québec, une radiation de dette correspondant à l'augmentation de frais d'un trimestre pourrait être appliqué contre le remboursement de ces frais de scolarité; ce processus pourrait s'étaler sur 5 ou 10 ans (afin que cet ex-étudiant établisse des racines de travail et de résidence au Québec); si d'autre part l'étudiant travaille à l'extérieur du Québec, cette personne devrait rembourser cette dette.

Envoyé par [Pierre Germain](#) de Montréal - 7 novembre 2011 à 09 h 27 HNE

Comment le gouvernement peut-il dire aux étudiants qu'ils doivent faire leur part alors que le gouvernement lui-même, par son incurie, son incompétence et sa connivence coupable avec le monde interlope laisse échapper des centaines de millions de dollars qui lui appartiennent?

Le gouvernement n'a eu de cesse de diminuer le taux d'imposition des corporations, d'accepter qu'on lui charge 30 % et plus de trop sur ses projets de construction, de fermer les yeux sur la corruption et la collusion, de laisser sa population se faire dépouiller de ses richesses naturelles, de faire semblant qu'il n'y a pas de problème d'évasion fiscale, etc.

Et maintenant, c'est la même rengaine, il refile la facture aux plus démunis et aux plus sans défense. Ces mêmes politiciens incompétents ont la mémoire très courte car, en dollars constants (après avoir tenu compte de l'inflation), ils ont pu bénéficier de l'accès aux études universitaires pour beaucoup moins que ce qu'ils veulent faire payer aux étudiants d'aujourd'hui.

Il ne manque pas d'argent et de richesse dans la société québécoise. C'est juste qu'il est très mal géré et qu'il est redirigé aux profits de ceux qui n'en ont déjà plus besoin.

Envoyé par [Marianne Longfield](#) de Rive-Sud - 7 novembre 2011 à 09 h 25 HNE

"De toute façon, si les étudiants gagnent, ce qu'ils gagnent maintenant on va tous le perdre en augmentations d'impôts et de taxes dans un futur très rapproché, donc ils vont perdre pareil rendu sur le marché du travail."

Tout à fait. Il n'y a rien de gratuit et en bout de ligne, les étudiants d'aujourd'hui vont devoir payer lorsque devenus travailleurs à leur tour.

Envoyé par [Serge Caron](#) de St-Augustin - 7 novembre 2011 à 06 h 27 HNE

Cherche à qui le crime profite! Aux États-Unis les prêts étudiants ont dépassé 1000 milliards (un million de million ! Environ 10% du PIB!) le mois dernier. C'est mille fois plus qu'au Québec pour une population 40 fois supérieure seulement.

Les banques font une fortune en intérêt avec ces prêts aux US, et ils veulent faire la même affaire ici. C'est garanti par le gouvernement. Alors, sur le long terme, ça va coûter aussi cher mais, au lieu de donner l'argent aux universités, les gouvernements le donneront aux banques.

Aucun risque et c'est payant.

Envoyé par [Simon Brown](#) de Sherbrooke - 7 novembre 2011 à 03 h 19 HNE

Le débat sur l'augmentation des droits de scolarité n'en est pas un en fait. De la façon dont l'argent public a été dépensé depuis 30 ans par notre cher gouvernement du Québec, qui ne peut dire non aux syndicats, à tous les groupes de défense de si et de ça, aux corporations et grandes entreprises et qui a encore les moyens de payer des gens a ne rien faire chez eux pendant 15 ou 20 ans même s'ils sont apte à travailler (chaques personnes au Québec connais au moins 1 bougon), nous n'avons pas d'autres choix que d'augmenter les droits de scolarité, car nous n'avons plus la capacité de payer en tant que société. Si c'était possible, j'irais même jusqu'à dire que les études devrais être gratuite jusqu'au diplôme universitaire, mais ce serait utopique de penser qu'un gouvernement ferait un assez gros ménage dans ses dépenses et ses ministères pour pouvoir en arriver là.

D'ici le jour ou l'impossible va arriver, j'espère (avec un léger sentiment d'amertume) que le gouvernement va tenir son bout et ne pas plier comme il le fait toujours.

De toute façon, si les étudiants gagnent, ce qu'ils gagnent maintenant on va tous le perdre en augmentations d'impôts et de taxes dans un futur très rapproché, donc ils vont perdre pareil rendu sur le marché du travail.

Envoyé par [Nicola Des Roberts](#) de Montréal - 7 novembre 2011 à 00 h 25 HNE

Pourquoi seulement les étudiants universitaires devraient-ils payer pour la hausse? Les étudiants du secteur techniques gagnent très bien leurs vies et leurs études ne coûte que 128\$ la session pour un salaire équivalent à celui d'un prof au secondaire (bac) Si il faut une hausse d'accord mais il faut la faire égale et partager les coûts entre les deux. C'est un peu sa vivre en société non ?

Envoyé par [Maxime St-Jacques](#) de Drummondville - 6 novembre 2011 à 23 h 14 HNE

Jean-paul Dube de Quebec

Quelle incompétence, dans le délégiationnisme et le je m'en foutisme...

honte

Envoyé par [Sylvie Poirier](#) de Wotton - 6 novembre 2011 à 22 h 51 HNE

Savez-vous combien cela coûte de nos poches pour se remettre à date ? Imaginons que j'ai pris un cours de secrétaire à 20 ans... heureuse du diplôme... je pense que je suis secrétaire pour la vie. 10 ans plus tard, la vieille machine à dactylographier sur laquelle on poussait pour ramener le rouleau n'existe plus. Il faut retourner à l'école pour se recycler sur des machines électriques.. après ce cours, toujours conviancue que c'est pour le reste de la vie... 10 ans plus tard, les ordinateurs, d'autres cours et d'autres dépenses. Celui ou celle qui ne se sont pas mis à datte dans la technologie n'a pas d'emploi. Finalement, au début, les employeurs demandaient un cours de secrétaire, ensuite un DEP et maintenant un diplôme collégial en secrétariat... et voilà plusieurs candidats et candidates éliminés. C'est cela l'école... il ne faut pas rêver en couleur... il faut toujours aller à l'école. Les méthodes changent, les techniques changent, la technologie évolue viteement. Aujourd'hui il faut être armé de diplômes. En disant ceci, je pense à ma voisine qui était infirmière et que sa santé l'a lâchée. Elle doit se recycler. Dans quoi ? Se recycler est un long processus. Rester sur les bancs d'école à la longue c'est payant pour la société mais de l'autre côté, il y a aussi des inconvénients. J'écris ceci en pensant à une violoniste qui a quitté les orchestres symphoniques pour devenir avocate. 25 ans d'études en musique et 4 années à l'Université. Comment faut-il regarder l'éducation ?

Envoyé par [Jean-paul Dube](#) de Quebec - 6 novembre 2011 à 22 h 02 HNE

fiq y le cour se donne au cepge et c'est gratuit .

Envoyé par [Sylvie Poirier](#) de Wotton - 6 novembre 2011 à 21 h 58 HNE

En lisant cet article, comme les milliers d'autres, je réalise que depuis John James Charest est au pouvoir, nous nous appauvrissons davantage. Il faut regarder autour de nous, chez nous et dans l'actualité pour comprendre qu'il y a rien d'innovateur dans tout ce qu'il fait au Québec... ou plutôt contre le Québec. La loi 101 est baffouée, c'est déjà un signe révélateur. Je me demande combien save que John James Charest est avant tout un anglophone dans tous les sens du mots ?

Le gouvernement a remi au privé nos personnes âgées qui sont laissées à elles-mêmes et tout le reste. La dette du Québec a augmenté de plusieurs milliards. Sans demander aux Québécois, il a fait la tournée du Plan Nord en Europe à coup de millions. Il a coupé dans l'éducation et les hôpitaux. Incapable de mettre sur pied une commission d'enquête sur la construction... et là tout d'un coup 130 groupes sociaux appuient la démarche des étudiants. Il faut croire que pour réveiller John James Charest, il faut se lever debout. Dans son geste d'augmenter la scolarité, je me demandais aussi à qui cela profiterait cette augmentation ? Et voilà, j'ai ma réponse..."Encore aux banques, qui vont ou empêcher de l'intérêt, ou prendre les dettes pour les vendre sur les marchés boursiers »" Bravo Mme Régine Laurent. Enfin une personne qui dénonce la vérité en peu de mots. Il faut revoir le concept de l'Islande face à l'éducation, la santé et autre.

Envoyé par [David Tremblay](#) de Riviere-Du-Loup - 6 novembre 2011 à 21 h 56 HNE

au quebec c'est grave de s'endetter pour 15000\$ pour des études qui vont nous servir toute notre vie, mais s'endetter de 20000\$ pour s'acheter une auto neuve a la fin de ces etude ca c'est pas grave. C'est desolant

Envoyé par [Cédric Bardoux](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 21 h 07 HNE

Le discours des ces étudiants: on ne veut pas payer, faites payer les autres. Et cela appuyer par 130 associations mendiantes de subventions. L'un expliquant l'autre en somme.

Envoyé par [Linda Hart](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 19 h 19 HNE

@Claude Bélisle

Et le fait d'être aux études rapportera aussi à la société, car celui qui étudie finira par travailler et c'est alors qu'il remboursera au centuple à la collectivité le prix de ses études. Il y a des pays comme la Suède qui ont depuis longtemps compris ce principe qui veut que l'éducation soit le meilleur investissement que puisse faire une société. Mais au Québec, on veut le beurre et l'argent du beurre et finalement, quand on y regarde de près, les québécois ne sont pas très portés sur l'éducation et c'est tout à fait pathétique comme mentalité

Une société comme la nôtre, est entièrement dépendante de l'éducation. Cela devrait être notre principale préoccupation et malheureusement cela n'est pas du tout le cas. Le meilleur exemple de ce manque d'intérêt pour l'éducation, on le retrouve dans notre manque de respect pour nos enseignants qui sont, au premier chef, ceux sur qui repose notre avenir et celui de nos enfants. Une société saine et responsable devrait manifester une grande considération pour ses enseignants et les parents ne devraient jamais tolérer qu'on leur manque de respect. Ce serait déjà un bon début. De la même manière, une société qui se soucie de la qualité de son système d'éducation ne devrait jamais accepter les taux de décrochage scolaire que nous connaissons et devrait exiger que des programmes efficaces soient mis en place pour lutter contre ce phénomène.

Nous considérons comme normal de subventionner des écoles privées et nous laissons notre système public s'en aller à vau l'eau comme si cela ne nous concernait pas. Nous tolérons qu'on subventionne abusivement l'entreprise privée qui bénéficie au premier chef des compétences de nos diplômés, mais nous sommes réfractaires à subventionner l'éducation, comme s'il s'agissait d'un secteur de moindre importance, alors qu'au contraire, il est absolument vital pour notre avenir collectif.

La pensée à courte vue et le manque de vision de certains, relativement à l'éducation, en particulier au 21e siècle, quand on sait que les pays qui vont connaître le succès dans l'avenir sont ceux qui privilégient un système d'éducation de qualité supérieure et qui consentent à y investir les budgets et les énergies nécessaires, me désole et m'inquiète au plus haut point.

Envoyé par [Denis Richard](#) de Laval - 6 novembre 2011 à 19 h 02 HNE

Envoyé par [Guy Joly](#) de Gatineau - 6 novembre 2011 à 18 h 27 HNE

je crois qu'il a pris de la maturité depuis qu'il a quitté le QC.

Gatineau, c'est pas là que les gens travaillent à gros salaires à Ottawa, Ontario et viennent vivre à Gatineau Québec pour une meilleur vie de société assurances et des taxes bases..yyy Il me semble que oui....

Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa - 6 novembre 2011 à 18 h 58 HNE

À Envoyé par [Guy Joly](#) de Gatineau - 6 novembre 2011 à 18 h 27 HNE

Mes petis enfants ont fait presque la même chose.

Ils ont travaillé tout l'été et les congés parce que les parents n'avaient pas les moyens de tout payer dans leurs universités respectives.

Heureusement ils ont habité chez eux et réussi par eux mêmes et sont heureux de leur diplômés qui les aident à bien gagner leur vie.

Par contre, je connais un individu qui est dans la cinquantaine et qui a passé au moins 3 ans à supposément étudier à Trois Rivieres et après avoir accumulé une énorme dette dans le temps que son père payait pour sa supposément éducation disparu dans la brume en Colombie Britannique pour se sauver de cette dette.

Il n'est jamais revenu au Québec.

Envoyé par [Linda Hart](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 18 h 57 HNE

Il est tout à fait surprenant que les CEGEP et universités québécoises réussissent à faire des diplômés avec leurs étudiants, car la lecture de certains commentaires nous laisse croire que les étudiants ne sont là que pour boire et bambocher. Je n'en reviens pas que ce genre de préjugé à la Legault fasse encore des adeptes.

Une société s'enrichit à chaque fois qu'un étudiant obtient un diplôme et quand il arrive sur le marché du travail, il commande un salaire plus élevé que ceux qui ne sont pas diplômés et durant toute sa vie active, il paiera plus d'impôt et de taxes que ceux-ci. L'étudiant diplômé rembourse au centuple le coût de ses études et si on considère qu'il est important d'envisager l'avenir et qu'on veuille que celui-ci soit en mesure d'assurer notre succès comme collectivité, il serait peut-être temps d'encourager l'accès aux études supérieures, plutôt que de réagir comme des poules pas de tête incapables de penser plus loin que la minute qui vient.

Le Québec a des retards à combler en matière d'éducation et il doit le faire vite et bien. Passer son temps à déblatérer des sornettes sur les étudiants et à casser du sucre sur le dos de la jeunesse n'est pas ce que j'appellerais avoir du jugement. Notre jeunesse est notre avenir, elle est garante de notre succès ou de notre échec et

notre avenir avec des décrocheurs et des gens peu instruits sera celui d'une république de bananes.

Envoyé par [Maxime St-Jacques](#) de Drummondville - 6 novembre 2011 à 18 h 55 HNE

Ah et je m'excuse si ne suis pas à 100% politiquement correct...

Envoyé par [Maxime St-Jacques](#) de Drummondville - 6 novembre 2011 à 18 h 52 HNE

Monsieur Belisle, vous rêvez à la continuité des choses et vous nous arrachez le nôtre. , le statu quo c'est un échec international, on veut autre chose (qu'ils disent)

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead - 6 novembre 2011 à 18 h 52 HNE

lui ne pleure pas

il se privilégié... je crois qu'il a pris de la maturité depuis qu'il a quitté le QC.

Les Québécois sont maternels par l'état gouvernement et ils trouvent encore le moyen de se plaindre. Une vaste coalition... Toujours celle des gauchistes, syndicats, artistes, etc. La plupart des plaignards sont dans les sciences sociales donc de futurs syndicalistes. Les autres sont trop occupés par leur études et à travailler pour les payés. Je demeure près d'un CEGEP et les bagnoles stationnés partout c'est pas ça qui manque et la plupart des appartements sont vides durant le "March Break" car la plupart sont sur le party dans le sud. Alors, les larmes de crocodiles....

Envoyé par [Claude Bélisle](#) de Granby - 6 novembre 2011 à 18 h 40 HNE

Aujourd'hui, les étudiants manifestent. Lorsqu'ils travailleront et paieront des impôts, ils réaliseront bien que les frais de scolarité sont un bien petit prix à payer. Après tout, le seul investissement qui est garanti de rapporter, c'est bien celui d'être aux études.

Envoyé par [Maxime St-Jacques](#) de Drummondville - 6 novembre 2011 à 18 h 37 HNE

Guy Joly de Gatineau  
Demandez-vous à votre fils de donner du sel dans la mer ou de l'argent aux parvres, aujourd'hui!

Regardez-donc les gens dignes qui vous le disent jusqu'à temps qu'ils se rendent compte qu'il ne reste plus qu'à pleurer.

merci

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 18 h 30 HNE

«Tu n'as pas les moyens, je t'aide. Tu as les moyens, alors fais ta part !»

Les problèmes c'est:

1) Que les étudiants doivent d'abord s'endetter avant de recevoir de l'aide réelle (bourse). Là ça devient qui s'instruit s'endette.

2) Ensuite le régime présume une contribution parentale; que certains étudiants ne reçoivent pas. Du coup, ils ont barrés des études.

3) Ensuite, ces hausses de frais de scolarité vont ponctionner encore plus d'argent dans les poches des familles de classe moyenne qui doivent déjà subir des hausses de TVQ, de tarifs d'électricité, de transport en commun, etc.

Alors que ces montants sont de la "petite monnaie" pour les très riches. Qui, vous le remarquerez sont les instigateurs de ces hausses (visant à remplacer l'impôt progressif sur le revenu par le principe "d'utilisateur-payeur" qui les avantage et le financement privé des universités)

4) Chaque fois que le gouvernement hausse les frais de scolarité, il coupe dans l'argent qu'il transfère aux universités. Donnant plus de poids au financement privé (donc permettant à de grosses corporations de déterminer les objectifs de la recherche).

5) Les universités sont horriblement mal gérées (voir les "bonus" divers que se votent les recteurs: primes de départ (Concordia), condo,

augmentations faramineuses de salaire, rénovations personnelles aux frais de l'institution, etc.). En conséquence, augmenter les frais de scolarité ne réglera rien. On risque de voir simplement plus de dépenses folles.

6) Contrairement à la croyance populaire, les universités ne se vouent pas uniquement à l'enseignement. En fait celui-ci n'arrive qu'en troisième dans leurs dépenses, derrière l'immobilier (voir Îlot Voyageur) et la recherche (dont les brevets sont donnés à des grosses corporations en échange d'une fraction du financement). Est-ce que les étudiants et leurs familles devraient payer pour la mauvaise gestion des administrateurs, leurs spéculations immobilières et les brevets que l'on donne aux grosses corporations ?

Envoyé par [Guy Joly](#) de Gatineau - 6 novembre 2011 à 18 h 27 HNE

mon fils étudie au Canada, heureusement qu'il a travaillé en Alberta pour 2 ans ainsi il n'est plus citoyen Québécois et il peut étudier en paix ayant reçu un prêt et bourse de \$10,000.00... lui ne pleure pas

il se privilégié... je crois qu'il a pris de la maturité depuis qu'il a quitté le QC.

Envoyé par [Marc Perron](#) de Westbury - 6 novembre 2011 à 18 h 27 HNE

Je me ravise, après 10 minutes de réflexion, on devrait plutôt baisser les frais de scolarité et payer les étudiants pour qu'ils aillent à l'école. Augmentons les impôts pour financer le tout et l'affaire est ketchup!

On peux-tu juste avoir des garantis qu'ils vont se forcer un petit peu svp.

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 18 h 17 HNE

"Quel est leur revenu de ménage? Quel est leur revenu individuel?"

Nettement plus bas sûrement que ceux des principaux promoteurs des hausses des frais de scolarité

(Voir mon message de 16h05, pour une petite liste)

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 18 h 14 HNE

"L'accessibilité de l'éducation à tous, c'est essentiel, mais la gratuité ou garder les frais de scolarité stable trop longtemps ne font que pelletter la facture à d'autres services coupés ou d'autres services plus taxés."

Si vous voulez savoir pourquoi au Québec, comme partout dans le monde occidental, les états sabrent dans les services depuis 30 ans, je vous conseille de lire Paul Krugman (prix Noble d'économie).

Vous verrez qu'il ne faut pas écouter les ténors (non désintéressés) du néo-libéralisme qui entonnent,, depuis trois décennies, TINA ("There is no alternative").

(A ce sujet, je vous conseille aussi "Il n'y a pas d'alternative ! : trente ans de propagande économique" de Gérard Mordillat et Bertrand Rothé. C'est facile à lire et c'est un bon résumé des 30 dernières années. Comme les auteurs sont français, cela nous permet de voir aussi le point de vue européen de Tatcher jusqu'à la crise grecque).

"Donc pour concilier accessibilité et utilisateur payeur,"

Le principe des "utilisateurs payeurs" est une invention des néo-libéraux (et un de leurs dogmes). Principalement créé pour justifier la tarification de tous les services (visant à supprimer l'impôt progressif sur les revenus qui déplaient autant aux grosses corporations et aux très riches). Bref, éliminer les mesures qui permettent une meilleure répartition des richesses.

A remarquez que ce principe semble s'appliquer aux services publics accessibles à l'ensemble de

la population, pas aux avantages que l'État leur consent spécifiquement à eux.

Envoyé par [Maxime St-Jacques](#) de Drummondville - 6 novembre 2011 à 18 h 12 HNE

Vous avez juste à pas les payer vos frais de scolarités quand sera venu le moment de leur rembourser

De toute façon, on est même pas certains d'en trouver de la job.

J'espère que vous êtes bien capables de me comprendre, merci

Envoyé par [Dany Brown](#) de Québec - 6 novembre 2011 à 18 h 09 HNE

Toute personne raisonnablement talentueuse ne devrait pas être empêchée de poursuivre des études supérieures faute d'argent.

Puisque la société au grand complet bénéficie de la formation acquise par les citoyens, l'État devrait contribuer largement (ÿ) aux coûts de l'Éducation

Mais comme le dit l'adage «Qui s'instruit, s'enrichit», Il est donc normal que les étudiants assument une partie raisonnable des coûts en cause.

Pour ma part je pense qu'il est aussi raisonnable qu'ils le fassent en fonction de leur capacité de payer. Et ça, c'est la job du régime de prêts et bourses qui tient compte des situations propres à chaque étudiant : son revenu familial de toutes sources, le nombre de dépendants à charge, le cas échéant, etc. «Tu n'as pas les moyens, je t'aide. Tu as les moyens, alors fais ta part !»

Une politique de faibles coûts de scolarité pour tout le monde, sans égard à la capacité de payer, est tout simplement antisociale à mon avis. Par analogie, le FRAPRU, qui appuie pourtant les militants s'opposant à la hausse des frais de scolarité, ne réclame pas des logements à bas prix pour tout le monde à ce je sache.

Envoyé par [Jean-paul Dube](#) de Quebec - 6 novembre 2011 à 18 h 04 HNE

une vaste coalition c'a représenté la population ÿ % . le comité de direction d'organisme , financer par l'état, ne représentant pas leurs membres . et ils ferons de la politique ÿ

Envoyé par [Marc Perron](#) de Westbury - 6 novembre 2011 à 18 h 03 HNE

Je ne vais pas à l'école et je travaille dur pour gagné ce que j'ai. Oui à ce qu'on aide les étudiants mais il y a toujours bien des limites. Qu'il travaille fort eux aussi pour réussir et ils en sortiront que grandit. Tout le monde doit contribuer même les étudiants.

Tout augmente, alors il est logique que les frais de scolarité augmente aussi.

Ça fait assez longtemps que les frais de scolarité sont bas et voyer ou on en est. Déficit par dessus déficit. On tourne en rond.

Envoyé par [Olivier Ménard](#) de Sainte-Anne-des-Plaines - 6 novembre 2011 à 17 h 46 HNE

À Eva Langley et à tous les autres qui critiquent la surconsommation des étudiants :

Vous voulez que les étudiants prennent comme modèles leurs parents. Quand ils ne le font pas, vous les traitez de rebelles et de sans avenir. Quand ils le font (donc, quand ils dépensent leur argent pour acheter un iPod, une voiture, etc.), vous les traitez de petits fils à papa et à maman.

Donc, vous êtes de ceux qui n'accepterez jamais la différence et vous contribuez ainsi à l'agrandissement du fossé des générations. Ne venez pas vous plaindre si les jeunes vous délaissent quand vous aurez besoin d'eux...

Comme le disait Einstein : "Un préjugé est plus difficile à désintégrer qu'un atome" (lui, il s'est souvent qu'il a été jeune aussi).

Moi qui ai pu profiter des frais de scolarité plutôt bas à l'époque, je ne pourrai jamais reprocher aux étudiants d'aujourd'hui d'en vouloir aux générations aînées de leur imposer ces hausses.

Envoyé par [Maxime St-Jacques](#) de Drummondville - 6 novembre 2011 à 17 h 43 HNE

Occupons le gouvernement qu'il réalise ce qu'il ne fait pas (ses promesses de bonheur) merci

Envoyé par [Elvis Charest](#) de Sherbrooke - 6 novembre 2011 à 17 h 34 HNE

La photo me fait rire. Plus particulièrement la jeune demoiselle qui brandit une panquette sur laquelle il est écrit "plus de \$\$\$ pour les étudiants!"

Ça fait tellement "give me, give me, give me!!!"

Sérieusement, j'aimerais vraiment que l'information sur les véritables ressources financières de ces manifestants soit rendue publique. Quel est leur revenu de menagë? Quel est leur revenu individuel? Je comprends pourquoi les grèves sortent dans la rue, je ferais la même chose à leur place, mais je ne comprends pas pourquoi nos jeunes le font chez nous. J'ai l'impression que c'est une mode! Ou une forme d'apprentissage à la vie démocratique et au lobbyisme...

Envoyé par [Jacques David](#) de Saint-Jean-sur-Richelieu - 6 novembre 2011 à 17 h 13 HNE

L'accessibilité de l'éducation à tous, c'est essentiel, mais la gratuité ou garder les frais de scolarité stable trop longtemps ne font que pelletter la facture à d'autres services coupés ou d'autres services plus taxés. Donc pour concilier accessibilité et utilisateur payeur, il faudrait que les frais soit proportionnel à la capacité de payer de chacun, avec la technologie des cartes à puce cela ne serait pas si difficile à gérer. De plus pour les diplômés qui quittent le Québec, si et seulement si il y a suffisamment d'emploi utilisant son diplôme disponible, devraient rembourser la portion des études supérieur payer par l'état, soit tous et chacun. La valeur de secteur de connaissance est plus philosophique qu'économique, mais la prudence est de mise, car si on voit ce que la religion peut faire comme tort à la connaissance comme l'islam sur le monde arabe qui aux fils des siècles est passé d'une société savante à une société ignorante et alors n'oublions pas que l'économie est de plus en plus la nouvelle religion du vingt et unième siècle...!

Envoyé par [Yves Marineau](#) de Portneuf - 6 novembre 2011 à 17 h 12 HNE

@Pierre Lagasse

Arrêtez de vous acheter des bagnoles, des ipads, des ipods, des portables à 2000\$, d'aller dans le sud durant la semaine de relâche, de sortir à toutes les occasions"

-----

Que voulez-vous on est dans une ère d'acheter jeter. De super consommation. Tout le monde se laisse prendre au piège, les étudiants ainsi que monsieur et madame tout le monde. Il ne faut pas mettre la faute sur les étudiants car on ne fait pas mieux qu'eux. Et on les encourage à consommer de plus en plus par notre attitude de super consommateur.

On est bombardé par la publicité. Nos produits ont une espérance de vie très courte pour que l'on puisse consommer à outrance.

Mais cela n'est pas une raison pour augmenter les frais de scolarité, l'Éducation est un droit dont tout le monde doit avoir accès.

Envoyé par [Pablo Rivera](#) de Montreal - 6 novembre 2011 à 17 h 04 HNE

D'un côté Charest donne les ressources naturelles non renouvelables à des compagnies étrangères, et de l'autre côté il endette les étudiants.

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 16 h 34 HNE

Pour ceux que le dossier intéresse, l'Institut de Recherche et d'Information Socio-économique (IRIS) a sorti quelques clips qui résumant assez bien les faits:

<http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/tag/hausse-des-frais-de-scolarite/>

Tout cela s'appuie sur des années d'études sur le sujet:

<http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/faut-il-vraiment-augmenter-les-frais-de-scolarite>

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 16 h 29 HNE

"Arrêtez de vous acheter des bagnoles, des ipads, des ipods, des portables à 2000\$, d'aller dans le sud durant la semaine de relâche, de sortir à toutes les occasions"

Belle généralisation. Vous ne connaissez pas beaucoup d'étudiants. Est-ce que vous pensez que tous les étudiants entrent dans ce modèle stéréotypé ÿ

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 16 h 23 HNE

"Pourquoi ne pas emboîter le pas et contribuer à la formation de futurs employés. "

Peut-être parce qu'il ne faudrait que l'instruction serve uniquement aux impératifs du marché ÿ

La société est plus vaste que le marché du travail et la consommation.

Si on veut être autre chose que des travailleurs, des contribuables et des consommateurs.

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 16 h 20 HNE

"pour les étudiants qui trime dur pour arriver et qui ont un loyer à payer, c'est plus que difficile."

C'est aussi une forme de taxe (régressive) pour les familles de la classe moyenne qui paient tout ou partie des études de leurs enfants.

(Comme les hausses de tarifs d'électricité et de transport en commun, les frais de stationnement des cliniques et CLSC, la hausse des frais pour copie de documents officiels, etc.)

"Si le gouvernement était sage, il devrait rembourser tous les frais dans leur intégralité si l'élève termine et réussit ses études."

L'idée est intéressante, mais cela oblige l'étudiant et sa famille à déboursier d'abord (ce qui ne règle pas la question de l'accessibilité et de la pression sur le budget des familles de classe moyenne) pour n'être remboursés que plusieurs années plus tard.

Je préconise plutôt de ramener certains des paliers d'imposition abolis dans le passé (sans que cela ait le moins du monde aider l'économie, contrairement à la théorie néo-libérale) pour que ceux qui se retrouvent avec un bon salaire remboursent ainsi leurs études en payant celles de la génération suivante.

Avec une clause pour les diplômés qui quittent le Québec avant un certain délai, pour éviter les abus si les frais sont plus bas ici qu'ailleurs.

P.S. Je trouve étrange que les frais de scolarité pour les étudiants étrangers soient baissés de 2,4% l'an dernier au Québec (source: Statistiques Canada)

Envoyé par [Eva Langley](#) de Tokyo - 6 novembre 2011 à 16 h 17 HNE

Arrêtez de vous acheter des bagnoles, des ipads, des ipods, des portables à 2000\$, d'aller dans le sud durant la semaine de relâche, de sortir à toutes les occasions et vous allez voir que vous allez sortir de l'université avec une dette de 8000\$ comme je l'ai fait... sans travailler et sans l'aide extérieur.

Envoyé par [Isabelle Caron](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 16 h 15 HNE

Les gros syndicats plus riches que les gouvernements, au lieu de s'impliquer financièrement dans une manifestation, devraient s'impliquer publiquement et fournir des bourses aux étudiants méritants et moins nantis. Et toutes les grandes corporations pourraient en faire autant. Bien des employeurs disent manquer de main

d'oeuvre. Pourquoi ne pas emboîter le pas et contribuer à la formation de futurs employés. Et bien des étudiants pourraient se passer de prêts parce qu'on est aussi en droit de se demander si tous les prêts servent à défrayer les coûts reliés aux études. Bien des prêts se flam-bent bien rapidement pour tout autre chose. Demandez aux commerçants que signifie pour eux la rentrée étudiante pour les chiffres de vente. Vous serez surpris. Ça bamboche et ça fait la fête en maudit. Le gouvernement devrait resserrer les contrôles sur la façon dont l'argent des prêts est utilisée. L'étudiant a un prêt, d'accord. Et si le gouvernement payait directement les frais d'université au lieu que ce soit l'étudiant, on verrait la différence. Papa ou maman paient bien souvent en plus ces frais et l'argent du prêt va ailleurs. Y'en a à la pochette de ces cas. Qu'on contrôle ce phénomène et il y aura assez d'argent pour aider les moins favorisés.

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 16 h 05 HNE

"La Fédération des femmes du Québec... Quelle référence... Elle soutient les étudiantsÿÿÿ"

Et ceux qui ont le plus dépensé d'argent pour nous convaincre de la "nécessité" de hausser les frais de scolarité:

- Institut Fraser (organe de propagande néo-libéral, qui propose même de supprimer le salaire minimum, pas de le geler, ni même de le baisser, mais de le supprimer!!!)
- Institut économique de Montréal (organe de propagande de Power Corp), qui est un organisme tellement "dévoué" envers le bien de la société qu'il peut émettre des reçus d'impôt en tant qu'organisme "de charité" (autrement dit, l'argent que Power Corp investit dans sa propagande est déductible d'impôt)
- le Conseil du patronat, tellement "désintéressé"
- la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, tellement bien dévoué au bien public qu'elle a invité Bush pour qu'il défende ses 8 années de présidence et lui ont réservé un accueil chaleureux (et le mot est faible), qu'elle a réservé une ovation debout à Henri-Paul quand il a "justifié" sa gestion de la Caisse de Dépôt (et sa fuite, avec empochement de sa prime de départ de 300 000\$, à la haute direction de Power Corp) et applaudit chaleureusement à chaque année Charest et ses ministres des finances tellement leurs budgets et leurs politiques sont "bonnes pour le Québec"

Je continue ÿ

Envoyé par [Claude Jacques](#) de Varennes - 6 novembre 2011 à 15 h 56 HNE

@ Benoit Proulx de Quebec

Vous avez raison, mais Charest vous répondrait que le PQ ne l'a pas fait quand il était au pouvoir. Remarquez que ce serait une excuse plate, mais c'est celle qu'il vous donnerait. Remarquez aussi que je ne trouve pas cette augmentation excessive pour ceux qui ont un revenu mais pour les étudiants qui trime dur pour arriver et qui ont un loyer à payer, c'est plus que difficile. Si le gouvernement était sage, il devrait rembourser tous les frais dans leur intégralité si l'élève termine et réussit ses études. Là, je serais certain que mon argent, par mes impôts sert à quelque chose de valable.

Envoyé par [Mathieu Roy](#) de Sherbrooke - 6 novembre 2011 à 15 h 54 HNE

@Maxime Comète

Votre post se démarque et fait réfléchir, merci.

Envoyé par [Eric Drev](#) de Laval - 6 novembre 2011 à 15 h 34 HNE

La Fédération des femmes du Québec... Quelle référence... Elle soutient les étudiantsÿÿÿ Pauvres étudiants. Il y a quelques mois, elle défendait le droit au nikab dans les garderies... Du vrai n'importe quoi...

Envoyé par [Benoit Proulx](#) de Quebec - 6 novembre 2011 à 15 h 33 HNE

Pourquoi le gouvernement du Quebec n'a-t-il pas majorite les frais de scolarite d'une centaine de dollars par annee dans les 30 dernieres annee au lieu de se pointer maintenant avec une augmentation a tout casse en invoquant la necessite d'un rattrapage ÿ Au fond c'est un peu comme un étudiant qui se traîne les pieds pendant la session et qui étudie 24 heures sur 24 sur les dernieres milles dans l'espoir d'avoir la note de passage...Mauvaise decision gouvernementale.

Envoyé par [Eric Drev](#) de Laval - 6 novembre 2011 à 15 h 32 HNE

Ça me fait rire quand j'entends dire que les "boomers" ont profité de frais très bas pour leurs études. C'est absolument faux. Les frais, compte tenu du coût de la vie étaient bien plus élevés qu'aujourd'hui. Ils n'ont pas augmenté ce qui fait qu'aujourd'hui, ils sont très bas. Deuxièmement, nous n'avions pas besoin d'ordinateurs, de tablettes électroniques, de I-phone... Une simple machine à écrire et du papier... On travaillait les fins de semaine et les étés pour payer nos études et nous y allions en faisant des heures d'autobus... Pourquoi, après nous être privés toute notre jeunesse pour payer nos études, devrions-nous nous priver encore aujourd'hui pour payer celles des autres...

Envoyé par [Marianne Longfield](#) de Rive-Sud - 6 novembre 2011 à 15 h 20 HNE

Il faudrait aussi limiter le nombre d'années qu'un étudiant peut passer à l'Université, pour éviter le gaspillage. QUe les étudiants cessent de passer d'un programme à l'autre comme plusieurs le font.

Ceci étant dit, j'aime bien la citation de ce blogueur qui dit que seule une petite partie des étudiants manifeste: les autres étant concentrés à leurs études...

Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Quebec - 6 novembre 2011 à 15 h 18 HNE

Dans un journal local ce matin, décrochage au Québec, 28,000 étudiant par année, on dresse le tableau de ce que ça coute au gouvernement , et en plus perte de salaire car moins bien payé 15,000\$ par année de moins que ceux qui réussissent leur secondaire 5, pour toute une vie, et la on parle de secondaire 5 seulement,

<http://lejournaldequebec.canoe.ca/journaldequebec/actualites/national/archives/2011/10/20111022-235518.htm>

Envoyé par [Gilles Lavigreur](#) de Quebec - 6 novembre 2011 à 15 h 18 HNE

Je me répète, mais j'espère que les étudiants seront réconfortés de considérer qu'au moins le gouvernement provincial va investir 200 M\$ dans la construction d'un amphithéâtre, accoté d'un même montant par la ville de Québec. Amphithéâtre qui va mettre un toit au dessus de la tête de joueurs de hockey qui eut n'ont pas de besoin d'instruction, et d'un gestionnaire privé qui va profiter d'une infrastructure livrée sur un plateau d'argent massif.

Tout ça dans un contexte où le domaine de la construction est sous enquête pour fraudes et malversations.

Envoyé par [Michel H](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 15 h 12 HNE

@Maxime Comète

Vous dites: "J'aimerais bien que vous me nommiez les domaines qui n'apportent rien à la société. Décidément pour vous, le théâtre en est un..."

Peut-être que je me suis mal exprimé, tous les domaines sont utiles en soi mais jusqu'à un certain point. Le seul problème c'est que lorsque vos études sont payées par vos voisins, alors là c'est bien dommage mais on ne peut pas se permettre de payer aveuglément pour tout le monde peut importe si cela apporte quelque chose en bout de ligne! Si ce n'est pas gratuit alors là oui, je suis d'accord, n'importe qui peut étudier ce qu'il veut. Cependant vous ne pouvez pas me demander de payer pour vos études sans me rendre de compte quel qu'il soit!

Envoyé par [Michel H](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 15 h 03 HNE

@ AM D

Vous dites « Je ne commenterai pas vos arguments en faveur d'une hausse des frais de scolarité mais plutôt la vision sociale au non de laquelle vous soutenez que les études de théâtre ne valent rien ».

Je n'ai rien contre le théâtre, la culture, etc. Le seul problème c'est que la société a du travaille pour un infime nombre de finissant dans ces domaines. Tout le monde sait très bien que sur 100 finissants de ce type de programme, à peine 10 vont se trouver un emploi dans leur domaine. Je trouve ridicule que la société ferme les yeux là-dessus ! Charest gaspille notre argent déjà assez, on a pas besoin que les étudiants en fasse autant ! Pourquoi payer aveuglément des études qui ne serviront à rien en bout de ligne ÿ Ça ne rend service à personne incluant les étudiants !

Envoyé par [Maxime Comète](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 14 h 53 HNE

@ Michel H

"Ceux qui ont décidés d'étudier dans un domaine qui n'apporte rien à la société n'auront que eux à blâmer. "

-----

J'aimerais bien que vous me nommiez les domaines qui n'apportent rien à la société. Décidément pour vous, le théâtre en est un... mais quels sont les autres. Suivant bons nombre de remarques de ce genre, j'en déduirais la philosophie peut-être, l'anthropologieÿ Surement la théologie.. bref, tous les domaines attachés aux sciences de la culture. Mais bon, il est commun de s'en prendre à ces disciplines dans une époque qui justement fait de la réflexion ou de l'activité intellectuelle une activité à proscrire.

Mais bon, je ne vous en veux pas personnellement. J'en ai seulement contre ceux qui croient que la civilisation, telle que nous la connaissons actuellement, n'est le résultat que du travail "manuel", du "ce qui produit quelque chose de tangible, objectif, de ce qui est "rentable". Décidément, ces derniers ne seront jamais les protecteurs de la culture et de notre humanité. Ils demeureront à tout jamais des opportunistes profitant de ce qui a été mis en place par nos prédécesseurs.

C'est Einstein lui même qui écrivait que "Le monde que nous avons créé est le résultat de notre niveau de réflexion, mais les problèmes qu'il engendre ne sauraient être résolus à ce même niveau."

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 14 h 47 HNE

"Finis les programmes de sociologie, de science politique et autres programmes gauchistes qui mènent nulle part."

C'est vrai qu'avoir des chercheurs qui examinent l'évolutiopn de la société et les impacts des diverses mesures gouvernementales, c'est tout à fait inutile quand on a l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal (organe de propagande de Power Corp) sont là pour nous dire ce qui, selon les théories néo-libérales et selon l'opinion "désintéressée" des grands financiers, ce qu'on doit en penser.

Je suis sidérer de cette pensée "harpérienne" !

Envoyé par [George Pelletier](#) de Shawinigan - 6 novembre 2011 à 14 h 40 HNE

"l'appui d'une coalition forte de 130 groupes sociaux"  
130 groupes sociaux tous accroché à la mamelle du gouverneman.Voilà ou mène plus de 40 ans de social-médiocratie.  
Et le gouvernement devrait fermer tous les programmes d'études où l'emploi est inexistant.On a besoin présentement de travailleurs dans les mines,des chauffeurs de camions,des mécaniciens,des plombiers,et autres travailleurs de métiers.Fini les programmes de sociologie,de science politique et autres programmes gauchistes qui mènent nulle part.  
Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 14 h 36 HNE  
"la société devra contrôler le nombre d'étudiant par programme selon la demande "  
Ça c'est très difficile à faire. Les économistes n'arrivent pas à prédire 3 mois à l'avance quel sera l'état de l'économie et du marché du travail, alors pour des années d'études... Et comment peut-on évaluer l'évolution des salaires dans les différentes branches ?  
Par contre, cela ne dispense pas qu'on cherche à estimer ces données; ce qui se fait déjà par ailleurs. Et il existe des services d'orientation. Les étudiants ne sont pas fous: La grande majorité ne vont pas volontairement étudier dans une profession pour laquelle il n'y a aucune perspective d'avenir.  
"et ils devront rembourser leurs études si ils décident d'aller travailler ailleurs."  
Ça par contre, j'approuve entièrement et je crois que cela est réalisable. En mettant cependant un délai: Le diplômé qui quitte le Québec avant un certain nombre d'années pourraient se voir facturer tout ou partie du coût de ses études.  
Envoyé par [AM D](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 14 h 35 HNE  
@ Michel H  
Je ne commenterai pas vos arguments en faveur d'une hausse des frais de scolarité mais plutôt la vision sociale au non de laquelle vous soutenez que les études de théâtre ne valent rien. Manifestement, les seuls "services à la société" que vous reconnaissez se concrétisent en espèces sonnantes et trébuchantes : à vos yeux l'art, la culture, la réflexion philosophique sont des luxes inutiles pour assistés paresseux. Vous promulguiez ainsi une société technocratique, très efficace peut-être mais vide de sens. C'est infiniment triste et surtout très obtus.  
Envoyé par [Michel H](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 14 h 25 HNE  
Si la société doit payer pour leurs études alors ils devront choisir parmi une sélection de programmes utiles à la société, la société devra contrôler le nombre d'étudiant par programme selon la demande et ils devront rembourser leurs études si ils décident d'aller travailler ailleurs. Si ils veulent avoir le plein choix de leur programme d'étude et / ou aller travailler dans une autre pays alors ils doivent payer leurs études!  
Envoyé par [Guy Beaugrand](#) de Montreal - 6 novembre 2011 à 14 h 23 HNE  
@mr edoin  
En ontario les écoles privées ne sont pas subventionnées qu'on donne cette argent au publique et que la collusion et la corruption cesse de voler les étudiant et les malades car patapouf prend le manque a gagné dans les service au publique.  
<http://french.inmylanguage.org/article.aspx?cat=ELEMSEC&docid=2272185>  
Écoles privées  
Les écoles privées portent également le nom d'écoles indépendantes. Elles offrent une éducation primaire et secondaire. Les écoles privées ne reçoivent pas de financement de la part du gouvernement. Les élèves doivent payer pour fréquenter ces écoles. Les écoles privées peuvent

mettre l'accent sur la religion, la culture, la langue ou sur des approches spécifiques en matière d'enseignement.  
Une liste des écoles privées en Ontario est disponible auprès du ministère de l'Éducation. Pour de plus amples renseignements, veuillez appeler le ministère de l'Éducation en composant:  
Envoyé par [Mike Edoin](#) de Trois rivières - 6 novembre 2011 à 14 h 15 HNE  
Que font les étudiants de l'Ontario ou de l'Alberta ? les frais d'études supérieures sont plus hauts qu'au Québec et il y a plus d'étudiants au ratio , ca veut donc dire que des frais plus élevés ne réduisent pas la fréquentation des universités , ici , je me demande ce que les étudiants veulent prouver, pourquoi est ce possible dans les provinces voisines ? alors qu'ici , on n'accepte pas des hausses minimales , meme avec ces hausses , nous serions encore la province avec les frais d'éducation supérieure les plus bas , il faut aussi que les universités se financent et les frais d'études font partie du financement , sinon , un diplôme universitaire du Québec ne vaudra plus grand chose , a part Mc Gill .  
Envoyé par [Michel H](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 14 h 06 HNE  
Ces jeunes veulent étudier à nos frais, super! On forme des médecins à nos frais, ils partent avec leurs connaissances vers des pays qui donnent de meilleurs salaires. On paye aussi des baccalauréats en théâtre, eux ne s'en vont évidemment pas, ils restent... Comme la société n'a pas besoin de leurs services ils tombent sur le BS, encore un fois à nos frais...  
Il n'y a qu'une seule façon d'être juste pour tous, on permet aux étudiants de contracter des prêts sans intérêts et une fois qu'ils tombent sur le marché du travail, ils rendent service à la société, touche un salaire et n'ont aucun problème à rembourser leur dette. Ceux qui ont décidés d'étudier dans un domaine qui n'apporte rien à la société n'auront que eux à blâmer.  
Aussi, ce que ces jeunes ne comprennent c'est que si les études étaient gratuites, ils auraient à payer via leur impôts pour les études des autres après eux y compris ceux qui étudient dans des domaines sans débouché. Aussi bien payer ses propres études que ceux des autres non ?  
Envoyé par [JM Tremblay](#) de Montreal - 6 novembre 2011 à 14 h 06 HNE  
L'accès à l'éducation c'est un objectif noble, qui devrait tous nous préoccuper. Malheureusement je ne crois pas que le système actuel soit très efficace pour arriver à nos fins.  
Le Québec investit beaucoup en éducation, mais je crois que les universités captent de l'argent qui devraient aller dans les écoles primaires, surtout dans les quartiers défavorisés. Le tri social, il se fait bien avant la porte de l'UQAM.  
Il faudra aussi un jour se résoudre a moduler les frais de scolarité en fonction des programmes. Les départements de papier et de crayons (éducation, sciences humaines, maths...) coutent beaucoup moins cher et offrent de moins bonnes perspectives d'emploi à leurs diplômés. Avec le mode de financement actuel, par tête, les universités admettent trop d'étudiants dans ces domaines pour financer les programmes chers (médecine, pharmacie,...). Allez faire un tour dans les départements de médecine, vous ne verrez pas grand pauvre là (il y a d'heureuses exceptions).  
Je termine ainsi: rendu à la porte de l'université, quelqu'un qui n'a pas encore compris que c'est un investissement qu'il fait, pour lui, n'est pas à sa place. Je regarde autour de moi, emprunter pour acheter une voiture neuve c'est correct

mais il ne faudrait surtout pas avoir à investir dans son éducation. Triste à mourir.  
Envoyé par [Mélanie Robert](#) de Montréal - 6 novembre 2011 à 14 h 05 HNE  
Augmenter les frais de scolarité...C'est drôle, mais ceux qui sont pour ça on étudié en profitant des taux de scolarité bas, sont sur le marché du travail et n'ont certainement pas d'enfant qui font, ou qui sont rendus à faire des études supérieures.  
Qu'on les augmente de façon rétroactive, que les gens qui ont bénéficié des frais de scolarité bas des dernières années reçoivent aussi une facture pour payer les montants qu'ils n'ont jamais payés ! Un petit ajustement pourquoi pas ! Ha! là tout changerait !  
J'appuie les étudiants. Que le gouvernement fasse le ménage dans ses finances et il va en trouver de l'argent, pas besoin d'augmenter les frais de scolarité.  
Au fait qu'arrive t'il avec la supposé enquête publique qu'on nous a promis ? C'est drôle, mais plus personne n'en parle.  
Envoyé par [Guy Beaugrand](#) de Montreal - 6 novembre 2011 à 14 h 03 HNE  
On a coupé 800 millions en santé et en éducation à cause de la collusion et la corruption ,le manque a gagné on leur à enlevé.  
Bravo le gouvernement aime mieux que la collusion et la corruption se servent à deux mains et toujours pas d'enquêtes indépendante publique pendant se temps les compagnies changent de noms .  
La magouille continue de plus belle,on vous a volé les jeunes,vous devez payer pour les bandits qui se moquent du système .  
On se fait voler étudiants et malades .  
Les fils de la collusion et corruption n'ont pas besoin de job du soir ,vous oui.  
Envoyé par [Francois Tremblay](#) de Montreal - 6 novembre 2011 à 13 h 53 HNE  
Pour le parti libéral, l'éducation n'est une dépense pour l'État et non un investissement. Ces capitalistes obscuristes considèrent l'éducation comme un privilège pour ceux seulement qui peuvent se le payer.  
Pendant qu'ils endettent le Québec à un rythme d'enfer, surtaxent les étudiants, sifflonnent la classe moyenne en hausse d'Hydro et de frais d'immatriculations ils continuent leurs manigances avec leurs amis financiers de la construction.  
Charest au lieu d'étouffer les étudiants et les payeurs de taxes du Québec, va donc chercher l'argent là où il est , soit dans les allocations de contacts en construction et le financement des partis. C'est 4 milliards par années que nous coute cette magouille en construction. De quoi financer beaucoup de choses au Québec.  
Quand est-ce qu'elle commence la foutue commission d'enquête publique qu'on fasse enfin le ménage!!!!!!!  
Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 13 h 49 HNE  
Pour ceux que le dossier intéresse, l'Institut de Recherche et d'Information Socio-économique (IRIS) a sorti quelques clips qui résumant assez bien les faits:  
<http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/tag/hausse-des-frais-de-scolarité/>  
Tout cela s'appuie sur des années d'études sur le sujet:  
[http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/faut-il\\_vraiment\\_augmenter\\_les\\_frais\\_de\\_scolarité](http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/faut-il_vraiment_augmenter_les_frais_de_scolarité)  
Envoyé par [Stéfane Poulin](#) de Québec - 6 novembre 2011 à 13 h 46 HNE  
Pour paraphraser je ne me souviens plus qui:

"Vous trouvez que l'éducation coûte cher? Essayez donc l'ignorance."  
 À tous les réactionnaires salut  
 Envoyé par [Denis Richard](#) de Laval - 6 novembre 2011 à 13 h 46 HNE  
 Pour Marie Blais, présidente de la FNEEQ, le plan du gouvernement libéral permettrait de « passer d'un financement public à un financement privé » des universités.  
 « Depuis 2003, les universités ont reçu un milliard de dollars : il va où cet argent ? Il va, entre autres, dans les recherches subventionnées, dans les constructions, déplore-t-elle. Il faudrait peut-être penser à un financement de base pour les missions fondamentales; la hausse proposée ne réglera pas le financement, au contraire ».  
 Le voilà le problème, privatiser, faire faire + d'argent aux banques (prêts et bourses), saisire des recteurs, constructions etc.  
 Que les étudiants étranger paient plus, que les prêts et bourses ne soient plus gérés par les banques et qu'on arrête de subventionner les recherches pour le privé....  
 Un choix de société car avec la pauvreté qui augmente, ça sera comme dans les années 50, juste pour les riches ou par saigner la classe moyenne.

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de St-Basile - 6 novembre 2011 à 13 h 44 HNE  
 Lâchez pas!  
 Avant de faire casquer les étudiants et leurs familles (encore la classe moyenne qui paie), qu'on commence par faire du ménage dans l'énorme gaspillage de la gestion des universités (recteurs qui se paient d'invraisemblables primes de départ (voir Concoordia), des condos avec en plus primes de logement, des rénovations à leurs résidences, des salaires de fous et j'en passe).  
 De plus, l'enseignement n'est que le troisième poste de dépense des universités, les deux premiers étant:  
 - l'immobilier (voir Îlôt Voyageur pour savoir jusqu'au cela peut aller)  
 - la recherche (dont les brevets sont concédés à des transnationales contre un maigre montant; ex: la recherche pharmaceutique est subventionnée à environ 85% par l'État et les brevets sont laissés aux pharmaceutiques qui ne nous offrent même pas de rabais sur les médicaments qu'on leur achète ensuite, au contraire).  
 Dans le contexte, augmenter les frais de scolarité ne va rien changer sur l'état des finances des universités, c'est simplement plus d'argent qui sera englouti en mauvaise gestion (et en ce que je qualifierais de "détournements de fonds").

Par contre, sur l'accessibilité des moins nantis et sur les finances de la classe moyenne...  
 Envoyé par [Michel-André Girard](#) de Rouyn-Noranda - 6 novembre 2011 à 13 h 40 HNE  
 Comme si tous ces milliers d'étudiants allaient tous manifester....Plusieurs vont faire ce que les autres devraient faire, soit se concentrer sur leurs études...D'ailleurs, voici un article signé par une étudiante de l'Université Laval qui vaut la peine d'être lu:  
<http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/opinions/carrefour/201111/01/01-4463359-la-hausse-des-frais-de-scolarité-un-changement-bienvenu.php>  
 Envoyé par [Pascal Auger](#) de St-Zacharie, 6 novembre 2011 à 13 h 39 HNE  
 Suggestion aux étudiants:  
 Pourquoi ne pas vous inscrire aux études dans nos forces armées "royales" Canadienne. Tous les frais y sont payés par le gouvernement du Canada et il vous verse même un salaire pour étudier.  
 Ils payent pour les études collégiales et universitaires :  
<http://www.forces.ca/fr/page/etudessubventionnees-96>  
 N'est-ce pas le meilleur moyen d'étudier sans s'endetter ???

**LE DROIT : Malgré l'ampleur du mouvement, peu d'étudiants de la région débrayeront – Samedi 05 novembre 2011**



Photo: Patrick Sanfaçon, archives La Presse  
 Les étudiants tireront une première salve, jeudi prochain, dans leur bataille contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest.

**Le Droit**  
 Les étudiants tireront une première salve, jeudi prochain, dans leur bataille contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest. Quelque 110 000 étudiants débrayeront pour une journée, à l'occasion d'une manifestation nationale où l'Outaouais sera faiblement représenté.  
 «Nous, on n'a aucun vote de grève de tenu, ou à venir», a indiqué le vice-président de l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais, Thomas Vallin. L'association étudiante n'a pas été mandatée par les étudiants pour prendre une position pour ou contre la grève. Cela dit, il va y avoir une participation d'une cinquantaine d'étudiants à la manifestation. Il y a eu très peu de mobilisation de la part des étudiants à l'UQO. La question (de la grève) était à l'ordre du jour de la dernière AG, mais on n'a pas eu le quorum. C'est en stand by.»  
 Du côté collégial, près de 90 étudiants ont indiqué qu'ils participeraient à la manifestation, a indiqué un employé de l'Association étudiante du Cégep de l'Outaouais.  
 Pour Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étu-

diant (ASSÉ), l'ampleur du mouvement provincial est tout de même surprenante. Selon lui, un seul vote de grève a échoué dans toute la province et le cap des 125 000 étudiants en grève devrait être dépassé d'ici quelques jours.  
 «Ça déboule à une vitesse incroyable. (Mercredi), il y a eu 25 000 personnes qui ont voté en faveur. À chaque jour on reçoit des résultats de votes. C'est souvent des votes très convaincants. C'est du jamais vu», a-t-il affirmé en entrevue téléphonique.  
 Le Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) se réjouit aussi de ces résultats. Selon sa présidente, Martine Desjardins, cet appui massif au débrayage traduit bien le ras-le-bol des étudiants. «On a tous un même objectif, qui est de contrer la hausse des frais de scolarité», a-t-elle affirmé jeudi.  
 Si plus de 10 000 manifestants sont attendus le 10 novembre dans les rues de Montréal, une campagne plus intense devrait commencer dès l'hiver prochain. Des associations étudiantes affirment qu'une grève générale est devenue inévitable, alors que d'autres disent attendre la réaction de Québec.  
 Et les étudiants ne seront pas seuls pour tenter de faire reculer le ministre de l'Éducation Line Beauchamp, qui sert de porte-étendard au gouvernement dans ce dossier.  
 Les centrales syndicales québécoises ont annoncé jeudi matin à Montréal qu'elles appuieront les étudiants dans leur croisade. Elles fourniront un soutien logistique et financier aux associations étudiantes afin d'organiser leur campagne politique.  
 Ce soutien sera le bienvenu. Les associations étudiantes ne s'attendent pas à voir le gouvernement reculer à la première manifestation et une campagne de longue haleine pourrait commencer dès l'hiver, affirme Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSÉ.  
 «On n'est pas naïf. On sait très bien que ce gouvernement est entêté. On ne se fait pas d'illusion, il est fort probable que le gouverne-

ment ne recule pas après la manifestation du 10 novembre», a-t-il indiqué.  
 Martine Desjardins se fait plus prudente, affirmant attendre de voir comment le gouvernement répondra à la manifestation de jeudi prochain. Le soutien des syndicats demeure toutefois précieux, selon elle.  
 «Pour nous, c'est important de montrer un sentiment d'unité et de montrer que tous les étudiants et la population civile ne veut pas de cette augmentation», a-t-elle exposé.  
 Le gouvernement Charest a annoncé l'an dernier qu'à compter de 2012, les étudiants devront assumer une hausse de leurs frais de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans, soit 1625 \$ à terme. Leur contribution de base passera donc d'environ 2200 \$ par année à 3800 \$. La facture des étudiants québécois resterait toutefois parmi les plus basses au pays.  
 Selon Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), cette augmentation des frais de scolarité hypothèque l'avenir des jeunes Québécois en augmentant leur endettement.  
 Les besoins en main-d'oeuvre de la province pourraient même ne pas être comblés parce que moins de futurs travailleurs fréquenteront l'université.  
 «On ne peut pas se payer le luxe, comme société québécoise, de laisser pour compte des étudiants et des étudiantes qui seraient découragés par l'endettement en termes de prêts étudiants», a-t-il plaidé.  
 Ces jeunes «renonceraient à certains programmes, renonceraient à se scolariser plus et à aller chercher des diplômes d'études supérieures», a dit le dirigeant syndical.  
 M. Parent met toutefois en garde les étudiants: les centrales syndicales ne pourront maintenir leur appui si des actes de violence sont posés durant les manifestations ou les autres actions qui seront organisées.  
 Avec La Presse Canadienne

**LE DEVOIR : Hausse des droits de scolarité - Les syndicats prêtent main-forte aux étudiants – Vendredi 04 novembre 2011**

Lisa-Marie Gervais



Les étudiants ne seront pas les seuls à descendre dans la rue pour s'opposer à la hausse des droits de scolarité: les grandes centrales syndicales, dont la CSQ, la CSN et la FTQ regroupées au sein de l'Alliance sociale, ont confirmé hier leur présence à la grande manifestation du 10 novembre prochain, montrant ainsi leur appui ferme à la cause.

C'était une imposante armada qui attendait les journalistes hier en conférence de presse. À une même table, en plus de la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, et du président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, étaient assis sept représentants de syndicats, parlant au nom de 660 000 membres. «Ce qui nous réunit, c'est l'idéal d'une société juste», a dit Réjean Parent, président de la CSQ.

«Tous les citoyens et citoyennes devraient être indignés au Québec», a pour sa part soutenu Lucie Martineau, du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), faisant allusion aux occupants de Wall Street. «Ça devrait tous nous indigner qu'on vienne chercher l'argent aux étudiants et dans la classe moyenne pour la donner à ceux qui n'en ont vraiment pas besoin.»

Aux côtés de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, l'Alliance sociale avait participé en mars dernier à la marche dans Montréal contre des mesures comme la taxe santé de 200 \$, le dégel des frais de scolarité et les compressions budgétaires. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, avait reculé sur l'idée d'une franchise santé. Et il y a environ un an, lors de la rencontre des partenaires sur le financement des universités à Québec, les syndicats s'étaient tenus debout aux côtés des étudiants lorsque ceux-ci avaient claqué la porte de la rencontre.

Les droits de scolarité du Québec demeurent les plus faibles au Canada. Cela n'émeut guère les étudiants, qui ne voient, dans la «hausse draconienne» de 1625 \$ sur cinq ans à compter de 2012, que la réduction de l'accessibilité aux études et l'augmentation de l'endettement. «Le Québec avait fait ce choix-là, à la suite du rapport Parent, de créer un modèle d'accessibilité unique. On en était fiers. C'est très difficile de voir ce recul-là. [...] On veut se comparer à la moyenne canadienne sans savoir pourquoi», a déploré Martine Desjardins.

#### **La ministre est inflexible**

Répondant à l'appel des universités qui se plaignent d'un sous-financement, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, demeure campée

sur sa position: la hausse des droits de scolarité est nécessaire et inévitable. Elle estime que la situation n'est pas la même qu'en 2005 — alors que l'annonce du gouvernement Charest qu'il fallait réduire de 103 millions le programme d'aide financière aux études avait provoqué un important tollé étudiant. «On est dans une autre situation et on estime que les étudiants doivent payer leur juste part. C'est un plan bien pensé de financement des universités, avec une reddition de compte des universités», a dit l'attaché de presse de la ministre Beauchamp, Dave Leclerc.

Selon lui, il n'est pas surprenant que les syndicats appuient le mouvement des étudiants. «C'est un droit démocratique et on s'attendait à des manifestations. Cependant, ça doit être fait dans le respect des lois et des règlements», a poursuivi M. Leclerc. Il s'est dit heureux que les syndicats aient pris «la responsabilité de dénoncer les actes de violence». «On se fie à eux pour qu'ils assurent l'ordre de cette manifestation.»

Il est encore trop tôt pour prévoir le nombre de participants à la manifestation, mais les étudiants, y compris les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) se sont dits confiants. Plusieurs mandats de grève ont été obtenus et d'autres seraient à venir. Au total, on prévoit le débrayage de quelque 110 000 étudiants.

### **LA PRESSE : Droits de scolarité: 110 000 étudiants en grève jeudi prochain – Vendredi 04 novembre 2011**



Photo Robert Skinner, La Presse  
Gabriel Nadeau-Dubois porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse Canadienne Montréal

Les étudiants tireront une première salve jeudi dans leur bataille contre la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest. Quelque 110 000 étudiants débrayeront pour une journée, jeudi prochain, à l'occasion d'une manifestation nationale.

Pour Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), l'ampleur du mouvement est surprenante. Selon lui, un seul vote de grève a échoué dans toute la province et le cap des 125 000 étudiants en grève devrait être dépassé d'ici quelques jours.

«Ça déboule à une vitesse incroyable. Hier (mercredi) il y a eu 25 000 personnes qui ont voté en faveur. À chaque jour on reçoit des résultats de votes. C'est souvent des votes très convaincants. C'est du jamais vu», a-t-il affirmé en entrevue téléphonique.

Le Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) se réjouit aussi de ces résultats. Selon sa présidente, Martine Desjardins, cet appui massif au débrayage traduit bien le ras-le-bol des étudiants.

«On a tous un même objectif, qui est de contrer la hausse des frais de scolarité», a-t-elle affirmé jeudi.

Si plus de 10 000 manifestants sont attendus le 10 novembre dans les rues de Montréal, une campagne plus intense devrait commencer dès l'hiver prochain. Des associations étudiantes affirment qu'une grève générale est devenue inévitable, alors que d'autres disent attendre la réaction de Québec.

Et les étudiants ne seront pas seuls pour tenter de faire reculer la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, qui sert de porte-étendard au gouvernement dans ce dossier.

Les centrales syndicales québécoises ont annoncé jeudi matin à Montréal qu'elles appuieront les étudiants dans leur croisade. Elles fourniront un soutien logistique et financier aux associations étudiantes afin d'organiser leur campagne politique.

Ce soutien sera le bienvenu. Les associations étudiantes ne s'attendent pas à voir le gouvernement reculer à la première manifestation et une campagne de longue haleine pourrait commencer dès l'hiver, affirme Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSÉ.

«On n'est pas naïf. On sait très bien que ce gouvernement est entêté. On ne se fait pas d'illusion, il est fort probable que le gouvernement ne recule pas après la manifestation du 10 novembre», a-t-il indiqué.

Martine Desjardins se fait plus prudente, affirmant attendre de voir comment le gouvernement répondra à la manifestation de jeudi prochain. Le

soutien des syndicats demeure toutefois précieux, selon elle.

«Pour nous, c'est important de montrer un sentiment d'unité et de montrer que tous les étudiants et la population civile ne veut pas de cette augmentation», a-t-elle exposé.

Le gouvernement Charest a annoncé l'an dernier qu'à compter de 2012, les étudiants devront assumer une hausse de leurs droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans, soit 1625 \$ à terme. Leur contribution de base passera donc d'environ 2200 \$ par année à 3800 \$. La facture des étudiants québécois resterait toutefois parmi les plus basses au pays.

Selon Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), cette augmentation des droits de scolarité hypothèque l'avenir des jeunes Québécois en augmentant leur endettement.

Les besoins en main-d'oeuvre de la province pourraient même ne pas être comblés parce que moins de futurs travailleurs fréquenteront l'université.

«On ne peut pas se payer le luxe, comme société québécoise, de laisser pour compte des étudiants et des étudiantes qui seraient découragés par l'endettement en termes de prêts étudiants», a-t-il plaidé.

Ces jeunes «renonceraient à certains programmes, renonceraient à se scolariser plus et à aller chercher des diplômes d'études supérieures», a dit le dirigeant syndical.

M. Parent met toutefois en garde les étudiants: les centrales syndicales ne pourront maintenir leur appui si des actes de violence sont posés durant les manifestations ou les autres actions qui seront organisées.

### **LE SOLEIL : Grève nationale contre la hausse des droits de scolarité – Vendredi 04 novembre 2011**

La Presse Canadienne

Les étudiants tireront une première salve jeudi prochain dans leur bataille contre la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest. Quelque 110 000 étudiants débrayeront jeudi, à l'occasion d'une manifestation nationale.

Si plus de 10 000 manifestants sont attendus le 10 novembre dans les rues de Montréal, une campagne plus intense devrait commencer dès l'hiver prochain. Des associations étudiantes affirment qu'une grève générale est devenue inévitable, alors que d'autres disent attendre la

réaction de Québec. Les centrales syndicales québécoises ont annoncé hier matin à Montréal qu'elles appuieront les étudiants dans leur croisade.

**LE DROIT : Malgré l'ampleur du mouvement, peu d'étudiants de la région débrayeront - Mis à jour le vendredi 04 novembre 2011 à 13h03**



Photo: Patrick Sanfaçon, archives La Presse  
Les étudiants tireront une première salve, jeudi prochain, dans leur bataille contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest.

**Le Droit**

Les étudiants tireront une première salve, jeudi prochain, dans leur bataille contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest. Quelque 110 000 étudiants débrayeront pour une journée, à l'occasion d'une manifestation nationale où l'Outaouais sera faiblement représentée.

«Nous, on n'a aucun vote de grève de tenu, ou à venir», a indiqué le vice-président de l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais, Thomas Vallin. L'association étudiante n'a pas été mandatée par les étudiants pour prendre une position pour ou contre la grève. Cela dit, il va y avoir une participation d'une cinquantaine d'étudiants à la manifestation. Il y a eu très peu de mobilisation de la part des étudiants à l'UQO. La question (de la grève) était à l'ordre du jour de la dernière AG, mais on n'a pas eu le quorum. C'est en stand by.»

Du côté collégial, près de 90 étudiants ont indiqué qu'ils participeraient à la manifestation, a indiqué un employé de l'Association étudiante du Cégep de l'Outaouais.

Pour Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), l'ampleur du mouvement provincial est tout de même surprenante. Selon lui, un seul vote de grève a échoué dans toute la province et le cap des 125 000 étudiants en grève devrait être dépassé d'ici quelques jours.

«Ça déboule à une vitesse incroyable. (Mercredi), il y a eu 25 000 personnes qui ont voté en faveur. À chaque jour on reçoit des résultats de votes. C'est souvent des votes très convaincants. C'est du jamais vu», a-t-il affirmé en entrevue téléphonique.

Le Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) se réjouit aussi de ces résultats. Selon sa présidente, Martine Desjardins, cet appui massif au débrayage traduit bien le ras-le-bol des étudiants. «On a tous un même objectif, qui est de contrer la hausse des frais de scolarité», a-t-elle affirmé jeudi.

Si plus de 10 000 manifestants sont attendus le 10 novembre dans les rues de Montréal, une campagne plus intense devrait commencer dès l'hiver prochain. Des associations étudiantes affirment qu'une grève générale est devenue inévitable, alors que d'autres disent attendre la réaction de Québec.

Et les étudiants ne seront pas seuls pour tenter de faire reculer la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, qui sert de porte-étendard au gouvernement dans ce dossier.

Les centrales syndicales québécoises ont annoncé jeudi matin à Montréal qu'elles appuieront les étudiants dans leur croisade. Elles fourniront un soutien logistique et financier aux associations étudiantes afin d'organiser leur campagne politique.

Ce soutien sera le bienvenu. Les associations étudiantes ne s'attendent pas à voir le gouvernement reculer à la première manifestation et une campagne de longue haleine pourrait commencer dès l'hiver, affirme Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSÉ.

«On n'est pas naïf. On sait très bien que ce gouvernement est entêté. On ne se fait pas

d'illusion, il est fort probable que le gouvernement ne recule pas après la manifestation du 10 novembre», a-t-il indiqué.

Martine Desjardins se fait plus prudente, affirmant attendre de voir comment le gouvernement répondra à la manifestation de jeudi prochain. Le soutien des syndicats demeure toutefois précieux, selon elle.

«Pour nous, c'est important de montrer un sentiment d'unité et de montrer que tous les étudiants et la population civile ne veut pas de cette augmentation», a-t-elle exposé.

Le gouvernement Charest a annoncé l'an dernier qu'à compter de 2012, les étudiants devront assumer une hausse de leurs frais de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans, soit 1625 \$ à terme. Leur contribution de base passera donc d'environ 2200 \$ par année à 3800 \$. La facture des étudiants québécois resterait toutefois parmi les plus basses au pays.

Selon Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), cette augmentation des frais de scolarité hypothèque l'avenir des jeunes Québécois en augmentant leur endettement.

Les besoins en main-d'oeuvre de la province pourraient même ne pas être comblés parce que moins de futurs travailleurs fréquenteront l'université.

«On ne peut pas se payer le luxe, comme société québécoise, de laisser pour compte des étudiants et des étudiantes qui seraient découragés par l'endettement en termes de prêts étudiants», a-t-il plaidé.

Ces jeunes «renonceraient à certains programmes, renonceraient à se scolariser plus et à aller chercher des diplômes d'études supérieures», a dit le dirigeant syndical.

M. Parent met toutefois en garde les étudiants: les centrales syndicales ne pourront maintenir leur appui si des actes de violence sont posés durant les manifestations ou les autres actions qui seront organisées.

Avec La Presse Canadienne

**LA TRIBUNE : Les étudiants de lettres et sciences humaines votent pour la grève - vendredi 04 novembre 2011**



Archives La Tribune

**Isabelle Pion, La Tribune**

(Sherbrooke) Les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke ont opté pour la tenue d'une grève, le jeudi 10 novembre, afin de prendre part à la manifestation nationale pour protester contre la hausse des frais de scolarité. Les membres ont toutefois rejeté l'idée de faire une grève le 9 novembre, comme le proposait leur association.

Selon Étienne Bélanger-Caron, coordonnateur de l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'UdeS, les membres présents ont aussi appuyé une proposition visant à tenir une consultation sur la possibilité d'une grève générale illimitée à l'hiver 2012. Cette consultation se déroulera sous forme de référendum, explique-t-il. Environ 250 membres ont pris part à l'assemblée générale, selon M. Bélanger-Caron.

**MÉTRO : 1ère page : 110000 étudiants en grève jeudi - Vendredi 04 novembre 2011**



**110 000 étudiants en grève jeudi**

Les étudiants tirent une première salve dans leur bataille contre la hausse des frais de scolarité. Une manifestation nationale est prévue jeudi.

**Quelques 110 000 étudiants** débrayeront jeudi prochain dans une manifestation nationale pour protester contre la hausse des frais de scolarité. Une manifestation nationale est prévue jeudi.

**24 HEURES : Hausse des frais de scolarité : Les syndicats se joignent aux fédérations étudiantes - Vendredi 04 novembre 2011**

**Étienne Laberge**

**MONTREAL** - Tout comme en 2005 lors de la grève générale, les deux principales associations étudiantes du Québec ont convaincu les centrales syndicales de se rallier à leur cause, et ce, à une semaine d'une manifestation contre la hausse des frais de scolarité.

Si le premier ministre Jean Charest a connu un été chaud avec le dossier de la construction, l'automne risque fort de voir les projecteurs se tourner vers la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Les étudiants ne digèrent pas l'augmentation annuelle de 1625 \$, annoncée par le gouvernement et qui s'ajoute aux 500 \$ d'augmentation annuelle cumulative depuis 2007.





©Agence QMI/ Étienne Laberge

Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec et Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

«Ça entraîne une taxe supplémentaire pour la classe moyenne», a déclaré Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

«**Toute la collectivité**»

La FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec ont dévoilé jeudi l'imposant appui, réunissant à une même table sept centrales syndicales (660 000 membres), dont la FTQ et la CSN.

Cette nouvelle coalition, «l'Alliance sociale», va de soi selon le président de la FECQ Léo Bureau-Blouin. «Les frais de scolarité concernent non seulement les étudiants, mais aussi les parents et toute la collectivité, a-t-il dit. Si on creuse un peu, on se rend compte que même dans le Code civil, les parents ont une obligation de contribuer aux études de leurs enfants.»

Du côté des représentants syndicaux, les paroles d'empathie ne manquaient pas.

«Tous les citoyens devraient être indignés, a déclaré Lucie Martineau du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), en référence aux occupants de Wall Street. Ça devrait tous nous indigner quand on vient chercher l'argent aux étudiants et dans la classe moyenne pour la donner à ceux qui n'en ont vraiment pas de besoin.»

La FECQ admet que le dialogue tient bon avec le ministère de l'Éducation, mais «on sent qu'il y a un peu un blocage idéologique».

La manifestation aura lieu le 10 novembre

**THE GAZETTE : The emerging student movement: it's about more than tuition hikes, by Matthew Brett is a graduate student in political science at Concordia University – Friday, November 04, 2011**

University and cegep students are furiously gearing up for a public protest on Nov. 10 against a tuition hike of \$1,625 over five years. Why should the public care about these student protests, and what are they really about?

Quebec Finance Minister Raymond Bachand introduced the tuition hike as part of his 2011-12 provincial budget. It was time for the provincial government to slay the "sacred cows" of Quebec's society, Bachand argued. These sacred cows apparently include accessible health care, hydroelectricity and education. In 2010, a widely unpopular \$200 health tax that affects most citizens of the province was introduced. Electricity costs are rising – and then there's the tuition increase of \$325 a year over five years.

In attempting to slay these "sacred cows," the Liberal government is essentially seeking to completely alter the social fabric of the province. "To control its choices and destiny," minister Bachand said in introducing the budget, "a people must control its public finances."

This is the context in which the student movement is emerging. Early provincial estimates suggest that university enrolment may drop by

2.5 per cent once the tuition hike is introduced. In other words, thousands of people are being denied a university education because of the hike. And that's not to mention the increased financial distress on students who choose to strive for a university degree.

But many students are not fighting solely against these tuition hikes. As the provincial government continues to attack the "sacred cows" of health care and education, students are really fighting to enhance basic principles of equality and fairness. At minimum, most students want to see the sacred cows fed rather than slaughtered.

In Quebec, the foul whiff of corruption and a widely unpopular budget have made Premier Jean Charest extremely unpopular. In mid-August, an Angus Reid poll found that his approval rating was 30 per cent, the lowest of any provincial leader in Canada.

Much of this support appears to be going to the rightwing Coalition pour l'avenir du Québec, led by former parti Québécois cabinet minister François Legault. The coalition has already tapped into ugly nationalist sentiments by calling for a curb to immigration, saying immigrants are

not integrating well or quickly enough into Quebec society. Politics are taking an ugly turn as the province gears up for an election likely to take place in 2012.

The emerging student movement is not a group of self-interested revellers, as they are so often portrayed. The movement is expressing discontent with the current state of affairs, not only here in Quebec, but globally. And this is in keeping with the history of the student movement. Students played a major role in the civil-rights and antiwar movements of the past, as they continue to do in matters of environmental and economic justice today.

One would hope that the public will engage with the student movement, sharing ideas and action. To neglect or dismiss student voices is a grave error. Bachand's words should be taken seriously: it's time for the public to control its choices and future.

In this spirit, individuals and groups are highly encouraged to participate in the Nov. 10 rally at 2 p.m. outside the BERRI-UQAM metro station.

**RADIO-CANADA / ESTRIE : Des étudiants sherbrookoïses votent pour une grève – Mise à jour le jeudi 3 novembre 2011 à 16 h 51 HAE**



Trois associations étudiantes de l'Université de Sherbrooke ont voté en faveur d'une grève sera déclenchée le 10 novembre pour demander à

Québec de renoncer à hausser les droits de scolarité.

Cette grève s'intègre dans un mouvement provincial. Une manifestation est également prévue. Les étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines font partie de ceux qui ont dit oui à la grève, mais avec une faible majorité de 53 %.

« Est-ce que c'est une voix forte? La décision est claire dans un processus démocratique. Je me sens à l'aise d'avancer qu'une très forte majorité de nos membres sont contre la hausse des droits de scolarité. C'est sûr qu'une discussion qui se fait par rapport à la manière de contrer cette

hausse », explique le coordonnateur de cette association étudiante, Étienne Bélanger-Caron.

Ils étaient 250 membres à prendre part à l'assemblée générale.

L'Association générale des étudiants, l'Association des étudiants de sciences sont les autres groupes qui seront en grève le 10 novembre prochain.

Les étudiants en génie ont rejeté l'idée d'une grève lors d'un vote tenu jeudi.

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Frais de scolarité : les syndicats appuient les étudiants – Mise à jour le jeudi 3 novembre 2011 à 15 h 18 HAE**



Manifestation d'étudiants au centre-ville de Montréal en août 2011 © Radio-Canada

Les centrales syndicales québécoises, regroupées au sein de l'Alliance sociale, ont annoncé jeudi qu'elles appuient les étudiants dans leur bataille contre la hausse des frais de scolarité et qu'elles marcheront à leurs côtés lors d'une manifestation nationale prévue le 10 novembre.

Le gouvernement Charest a annoncé l'an dernier qu'à compter de 2012, les frais de scolarité augmenteront de 325 \$ par année pendant cinq ans.

Le montant annuel pour une année d'études universitaires passera donc d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année, [ce qui demeurerait toutefois parmi les plus bas au pays.](#)

« Pour l'Alliance, la hausse de 1625 dollars des frais de scolarité décrétée par le gouvernement libéral de Jean Charest est un exemple très clair de sa vision étroite en ce qui a trait aux finances publiques. Cette hausse draconienne n'atteint pas seulement les étudiants, mais aussi leurs familles qui ne pourront plus les épauler », soutient l'Alliance sociale.

### Les membres de l'Alliance sociale sont :

- Fédération des travailleurs du Québec
- Confédération des syndicats nationaux
- Centrale des syndicats du Québec
- Centrale des syndicats démocratiques
- Syndicat de la fonction publique du Québec
- Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

- Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec
- Fédération étudiante collégiale du Québec
- Fédération étudiante universitaire du Québec

Ces groupes disent avoir « décidé d'unir leurs voix et leurs actions afin de démontrer qu'en matière de finances publiques et de développement économique, un autre Québec est possible ». Ils entendent donc mener « diverses actions de visibilité afin de sensibiliser la population du Québec à propos de l'alternative au discours dominant sur les finances publiques ».

Les organisations syndicales fourniront un soutien logistique et financier aux associations étudiantes afin d'organiser leur campagne politique.

Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), soutient que l'augmentation des frais de scolarité hypothèque l'avenir des jeunes Québécois et pourrait nuire aux besoins en main-d'oeuvre de la province du fait que moins de futurs travailleurs fréquenteront l'université.

En plus de la hausse de frais de scolarité, l'Alliance dénonce l'augmentation des tarifs de l'électricité et la contribution santé qui frappent les couches plus vulnérables de la société, dont font partie les étudiants.

## LESOLEIL.CA : Frais de scolarité: près de 80 000 étudiants en grève le 10 novembre - Mis à jour le 03 novembre 2011 à 14h25



Photo Robert Skinner, La Presse  
Gabriel Nadeau-Dubois porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse Canadienne, Montréal

Les étudiants tireront une première salve le 10 novembre dans leur bataille contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest.

Près de 80 000 étudiants débrayeront pour une journée, jeudi prochain, à l'occasion d'une manifestation nationale.

Pour Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), l'ampleur du mouvement est surprenante. Selon lui, un seul vote de grève a échoué dans toute la province et le cap des 100 000 étudiants en grève devrait être dépassé d'ici quelques jours.

«Ça déboule à une vitesse incroyable. Hier [mercredi], il y a eu 25 000 personnes qui ont voté en faveur. À chaque jour on reçoit des résultats de votes. C'est souvent des votes très convaincants. C'est du jamais vu», a-t-il affirmé en entrevue téléphonique.

Si plus de 10 000 manifestants sont attendus le 10 novembre dans les rues de Montréal, une campagne plus intense devrait commencer dès l'hiver prochain. Des associations étudiantes affirment qu'une grève générale est devenue inévitable, alors que d'autres disent attendre la réaction de Québec.

Et les étudiants ne seront pas seuls pour tenter de faire reculer la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, qui sert de porte-étendard au gouvernement dans ce dossier.

### Appui des centrales syndicales

Les centrales syndicales québécoises ont annoncé jeudi matin à Montréal qu'elles appuieront les étudiants dans leur croisade. Elles fourniront un soutien logistique et financier aux associations étudiantes afin d'organiser leur campagne politique.

Ce soutien sera le bienvenu. Les associations étudiantes ne s'attendent pas à voir le gouvernement reculer à la première manifestation et une campagne de longue haleine pourrait commencer dès l'hiver, affirme Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSÉ.

«On n'est pas naïf. On sait très bien que ce gouvernement est entêté. On ne se fait pas d'illusion, il est fort probable que le gouverne-

ment ne recule pas après la manifestation du 10 novembre», a-t-il indiqué.

Le gouvernement Charest a annoncé l'an dernier qu'à compter de 2012, les étudiants devront assumer une hausse de leurs frais de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans, soit 1625 \$ à terme. Leur contribution de base passera donc d'environ 2200 \$ par année à 3800 \$. La facture des étudiants québécois resterait toutefois parmi les plus basses au pays.

### Avenir hypothéqué

Selon Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), cette augmentation des frais de scolarité hypothèque l'avenir des jeunes Québécois en augmentant leur endettement.

Les besoins en main-d'oeuvre de la province pourraient même ne pas être comblés parce que moins de futurs travailleurs fréquenteront l'université.

«On ne peut pas se payer le luxe, comme société québécoise, de laisser pour compte des étudiants et des étudiantes qui seraient découragés par l'endettement en termes de prêts étudiants», a-t-il plaidé.

Ces jeunes «renonceraient à certains programmes, renonceraient à se scolariser plus et à aller chercher des diplômes d'études supérieures», a dit le dirigeant syndical.

M. Parent met toutefois en garde les étudiants: les centrales syndicales ne pourront maintenir leur appui si des actes de violence sont posés durant les manifestations ou les autres actions qui seront organisées.

## LA TRIBUNE : Les associations étudiantes fourbissent leurs armes – Mercredi 02 novembre 2011



Archives La Tribune

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Les associations étudiantes fourbissent leurs armes en prévision d'une manifestation nationale, le 10 novembre, afin de protester contre la hausse des droits de scolarité.

L'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) proposera à ses membres deux journées de débrayage, soit les 9 et 10 novembre, explique la porte-parole de l'AÉCS Catherine Boudin. La journée du 9 serait consacrée à des actions locales; le lendemain, les étudiants iront manifester à Montréal, où des jeunes de partout sont attendus.

Ceux-ci s'opposent à la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans annoncée par Québec. L'assemblée générale de l'AÉCS est prévue le 8 novembre.

Les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke sont conviés pour leur part à une assemblée générale demain. Ils devront aussi se prononcer sur la tenue de deux journées de grève, les 9 et 10. La journée du 9 serait consacrée à des ateliers de formation et celle du 10 à la manifestation nationale.

## RADIO-CANADA : Saguenay-Lac-St-Jean : Cégep de Jonquière : les étudiants en grève le 10 novembre – Mise à jour le mardi 1er novembre 2011 à 14 h 55 HAE

Le vote s'est déroulé mardi midi par un scrutin secret auquel 160 personnes ont participé. Le taux de participation est de 5 %.

À Alma, l'association étudiante consulte aussi ses membres sur la possibilité de tenir une journée de grève. Le vote a lieu sur deux jours, jusqu'à mercredi, 16 h.

Les étudiants du Cégep de Chicoutimi se prononceront mercredi et ceux du Cégep de Saint-Félicien voteront la semaine prochaine.

À l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), les étudiants avaient déjà accepté la journée de grève du 10 novembre.

Les étudiants protestent depuis plusieurs semaines contre la hausse des droits de scolarité.

### Les commentaires (6)

Envoyé par Jean Prévost de Abitibi, 2 novembre 2011 à 09 h 31 HAE

Nous n'avons pas dit que ces 105 ont raison ou pas. ce que nous disons, c'est que 105 ne peuvent difficilement représenter l'avis des 3200 étudiants de ce Cégep.



Les étudiants du Cégep de Jonquière votent à 66 % pour la tenue d'une journée de grève, le 10 novembre, pour permettre aux gens de participer à la manifestation nationale qui aura lieu à Montréal.

L'éducation est un bien public car une société instruite, est une société qui a plus de chance d'être productive, innovatrice. Par conséquent, l'État subventionne l'éducation. Sauf que l'État n'est pas une machine à imprimer des billets de 100 \$. Chaque dollar provenant de l'État provient des impôts et des taxes. Donc le dogme du gel des frais de scolarité ne peut pas tenir. Par soucis d'équité entre les différentes cohortes d'étudiants, les frais devraient augmenter années après année, mais de manière plus soft. Le problème du gel, c'est que le gouvernement doit augmenter de manière drastique les frais au 10 ou 15 ans. J'étais à l'université en 90 lorsque les frais ont augmenté de 300 % en 3 ans. J'ai fait quoi? J'ai continué à étudier... J'ai juste travaillé un peu plus et pris un peu moins de bière. Mais l'éducation est aussi un bien individuel, car la personne qui étudie va bénéficier des avantages de cette éducation dans sa vie professionnelle autant en salaire qu'en emploi enrichissant. Par conséquent, l'étudiant doit aussi payer pour ses études. Vous savez quoi? le meilleur emprunt que j'ai fait dans ma vie (plus de 25 000 \$) a été mon prêt étudiant. Cet investissement aura été

et demeurera le plus brillant de ma vie. Alors quel est le problème avec l'augmentation? En autant, bien entendu que le gouvernement bonifie le programme de prêts et bourses pour ceux qui en ont vraiment besoin.

Envoyé par [Fred Plamondon](#) de Québec, 1<sup>er</sup> novembre 2011 à 21 h 36 HAE

La "majorité silencieuse" est surtout une "majorité indifférente". Par ailleurs, ce n'est pas parce que seulement 105 étudiants ont participé au processus démocratique que ces 105 étudiants ont torts, pas plus que cela implique que les 3095 qui n'ont pas participé au processus démocratique ont raison de ne pas l'avoir fait.

Qu'est-ce qui indique que les étudiants qui votent sont en sciences-humaines? Et même si c'était le cas, pourquoi leurs voix seraient-elles moins crédibles que ceux en science naturelles ou en gestion?

Vouloir des vacances? Pourquoi pas! La majorité des étudiants sont au travail 20 heures + / semaine en plus d'essayer de réussir leurs études. Une journée à prendre la parole pour défendre ce qu'ils ont à coeur, c'est un excellent exercice de citoyenneté et c'est très sain du point de vue démocratique.

On les accuse de vivre sur la lune, mais je me demande sur quoi repose cette idée. Je crois qu'au contraire, l'auteur de ses lignes se trouvent sur une autre planète où tout est programmé d'avance, et où le destin est inéluctable. Où l'avenir et la souveraineté appartient aux capitalistes et où les décideurs peuvent faire tout ce qu'ils veulent en se défendant que l'économie le commande.

Envoyé par [Charles Fortin](#) de Saguenay, 1<sup>er</sup> novembre 2011 à 20 h 15 HAE

Et faites un sondage pour savoir en quoi sont principalement inscrits ces grévistes: surprise! tous en sciences humaines, qui feront leur Cégep en 4 ans au lieu de 2 et leur Université en 6 ans.

Et deviendront plus tard nos bons gauchistes-syndicalistes qui pullulent sur ces sites de discussions.

Envoyé par [Richard Larouche](#) de Alma

1<sup>er</sup> novembre 2011 à 18 h 07 HAE

Une petite journée de vacance-----comme si il n'y avait pas assez de congé----désolant de voir à quel point ces étudiants (es) ne s'impliquent pas---- Surement parce qu'ils savent (la majorité silencieuse) que le gouvernement ne reculera pas devant la hausse des frais de scolarité-----Il est grand temps pour le retour à la terre et d'arrêter de vivre sur la lune en faisant fi des coûts sans cesse croissant de tout--- ce qui est normal

Envoyé par [J. Russell](#) de Tomtom, 1<sup>er</sup> novembre 2011 à 16 h 19 HAE

Si le président de l'Association veut vraiment bien paraître, il devra réviser ces positions face à cette grève. Avec seulement 160 votants sur plus de 3000 étudiants, ça ne fait pas vraiment démocratique, et critiquer le gouvernement avec ce mandat virtuel, ça ne pèse pas fort dans la balance.

Probablement, que c'est une tite vacance qu'ils veulent ces étudiants.

Chose certaine, le gouvernement doit se tenir debout comme dans son affrontement avec la construction, il est temps de gouverner sans avoir peur.

Envoyé par [Jean Prévost](#) de Abitibi, 1<sup>er</sup> novembre 2011 à 15 h 12 HAE

Wow, 105 étudiants décident de faire la grève au nom de 3 200 étudiants... Mis à part les étudiants qui souhaitent passer aux nouvelles pour avoir 15 minutes de gloire, qu'en pense les 3 040 étudiants qui ne sont pas allés voter?

Peut-être que l'enjeu de l'augmentation des frais de scolarité n'en est pas vraiment un pour la majorité silencieuse.

## MANIFESTATIONS OCTOBRE- NOVEMBRE 2011

### L'ÉCHO DE REPENTIGNY : Ici repose ma scolarité – Publié le 2 novembre 2011 à 08:55



Axel Marchand-Lamothe

Le 27 octobre dernier, les étudiants du Cégep régional de Lanaudière étaient invités à manifester leur désaccord avec la hausse des frais de scolarité de manière pour le moins funeste...

À quelques jours de l'Halloween, un cercueil de fortune avait été érigé à l'entrée du cégep pour que les étudiants puissent y déposer le nom de leur future carrière qu'ils ne pourront réaliser en raison du dégel des frais de scolarité.

Félix-Vincent Ardea, vice-président de l'Association générale des étudiants du Cégep régional de L'Assomption (AGECRLA), croit fermement que le gouvernement se trompe en imposant des coupes dans le domaine de l'éducation. «On nous demande de payer plus pour notre éducation, mais en même temps, le gouvernement coupe dans les services aux étudiants et dans les budgets pour l'équipement. On tue l'éducation québécoise. C'est pour cela que le cercueil symbolise bien notre situation», a-t-il mentionné à *L'Écho de Repentigny*.

Les moyens de pression des étudiants se poursuivront alors qu'un vote de grève se tiendra le 8 novembre prochain en vue d'une manifestation qui aura lieu à Montréal le 10. «Les étudiants sont enragés, mais ils manquent d'information sur la hausse des frais de scolarité et il y a de l'inquiétude par rapport aux cours qui pourraient être manqués s'il y a une grève, ce qui est compréhensible», explique Félix-Vincent Ardea.

Un appui du député

Le député provincial de L'Assomption Scott McKay du Parti Québécois était présent pour soutenir les étudiants dans leur démarche. «Notre jeunesse fait partie de nos forces au Québec et il faut réaliser que l'éducation, c'est un investissement et non une dépense», a-t-il fait valoir.

Pour la région, le député souligne que le taux de diplomation de la région est parmi les plus bas de la province. «Nous avons fait du rattrapage depuis cinq ans, mais la région tire toujours de la patte au niveau universitaire. C'est mauvais pour l'avenir économique de la région que de restreindre l'accès aux études», mentionne M. McKay qui a par la suite offert une conférence aux étudiants massés dans le salon étudiant.

Rappelons que le gouvernement du Québec a décidé de hausser les droits de scolarité de 325 \$ par année sur cinq ans à partir de 2012. Les frais de scolarité annuels passeront de 2 168 \$ actuellement à 3 793 \$ en 2017, peu importe le champ d'études.

### LE QUOTIDIEN : Des étudiants manifestent – Vendredi 28 octobre 2011

Samuel Tremblay, Le Quotidien (CHICOUTIMI) Un groupe d'une vingtaine d'étudiants collégiaux et universitaires a perturbé un point de presse de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, ce matin, à Chicoutimi, en manifestant contre la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement du Québec.

Les étudiants se sont pointés au Centre Georges-Vézina vers 10h45, alors que la ministre Beauchamp débutait une allocution dans le Salon

V.I.P. Roland-Hébert. Mme Beauchamp était de passage au Saguenay-Lac-Saint-Jean pour annoncer l'attribution d'une subvention de 2,3M\$ au programme Techniques de production et de postproduction télévisuelles du Cégep de Jonquière.

Les manifestants sont demeurés à l'extérieur du Salon Roland-Hébert, dont l'accès était protégé par des agents de la Sécurité publique de Saguenay. Ils ont scandé des slogans tels «Beau-

champ, t'es dans le champ!», «Non à la hausse!», «Étudiants en colère, contre la hausse des frais scolaires!» pendant toute la durée du point de presse.

«L'objectif est de démontrer à la ministre Beauchamp qu'on ne l'oublie pas, que nous sommes toujours là et que le budget du gouvernement Charest, nous ne l'acceptons pas», a expliqué la présidente du Mouvement des associations générales étudiantes de l'Université du Québec à

Chicoutimi (MAGE-UQAC), Joanie V. Tremblay, précisant que les manifestants provenaient tant de l'UQAC que des cégeps de Chicoutimi et de Jonquière.



Le Quotidien, Jeannot Lévesque

Les étudiants ont manifesté à la sortie du Salon Roland-Hébert du Centre Georges-Vézina, où la ministre Line Beauchamp donnait un point de presse.

Line Beauchamp a poursuivi son allocution sans broncher, malgré le bruit causé par les étudiants. «Lorsque nous avons annoncé que nous réinjecterions de l'argent dans nos universités et que nous augmenterions la cotisation des étudiants, nous savions qu'il y aurait ce type de manifestation», a-t-elle indiqué, lorsque questionnée à la fin de la conférence de presse. «J'aimerais seulement rappeler que les frais de scolarité ont été gelés pendant 33 des 43 dernières années», a-t-elle ajouté, soutenant qu'un rattrapage était devenu nécessaire.

À partir de 2012, le gouvernement de Jean Charest entend augmenter les frais de scolarité de 325\$ par année. La facture des étudiants passera ainsi de 2168\$ à 3793\$, en 2017, sans compter les frais afférents. Une première hausse a fait passer les frais de scolarité de 1668\$, en 2007, à 2168\$, en 2012.

«C'est la plus grosse hausse que le Québec aura connue dans son histoire. Pour contrer la hausse, le gouvernement avait annoncé qu'il réinvestirait dans l'aide financière aux études. Or, dans le dernier budget, on voit que l'augmentation de l'aide financière aux études sera financée à même la hausse des frais de scolarité des étudiants. Le gouvernement se libère de ses responsabilités», a soulevé Joanie V. Tremblay.

**RADIO-CANADA : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Jonquière : 2,3 M\$ au département d'Arts et technologie des médias – Mise à jour le vendredi 28 octobre 2011 à 13 h 55 HAE**



La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, accorde une aide financière de 2,3 millions de dollars pour remplacer des équipements spécia-

lises au département d'Arts et technologie des médias du Cégep de Jonquière.



Le montant permettra d'ajouter neuf postes de travail informatiques et deux serveurs de données vidéo dotés de la plus récente technologie pour les étudiants en Techniques de production et de postproduction télévisuelles.

Ils vont remplacer les équipements qui ne datent que de 2005, mais qui ne répondent déjà plus aux besoins à l'ère de la haute définition et du numérique.

**Manifestation**

La conférence de presse de la ministre Beauchamp a été légèrement perturbée par une vingtaine d'étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) qui ont manifesté bruyamment à l'entrée du Centre Georges Vézina.

Les manifestants ont dénoncé la hausse des droits de scolarité. La présidente du Mouvement des associations générales des étudiants (MAGE) de l'UQAC souhaitait rencontrer la ministre.

**THE GAZETTE : Quebec professors oppose tuition hikes, Tuesday October 25, 2011**

Quebec's university professors are unhappy with tuition fee increases and they say the extra burden on students could result in declining enrolments.

The Fédération Québécoise des Professeures et Professeurs d'Université adopted a resolution last week reaffirming its opposition to the tuition fee increase announced last March. Quebec's budget

called for a \$1,500 fee increase over five years, or \$325 a year until tuitions rise to \$3,793.

Students said the move was akin to declaring war on students and now professors are saying rising tuition fees will increase the fiscal burden on students, inflate student debt and create attendance problems. And they are not convin-

ced that an improved loans and bursaries program can meet the needs.

The FQPPU said access to a university education must remain a right for all and the government is "falsely" presenting a tuition fee hike as the only way to ensure adequate funding for universities.

The organization called for a public debate on the issue of university funding.

**LE SOLEIL : DES TOMATES POUR JEAN CHAREST – Dimanche 23 octobre 2011**



Olivier Parent

Profitant de la tenue du congrès du Parti libéral dans la capitale, des centaines de manifestants venant de partout à travers la province se sont réunis, hier après-midi, pour faire part de leur grogne contre les choix budgétaires du gouvernement Charest. Le mouvement populaire avait d'ailleurs pour thème Rouges de colère... contre les libéraux! De nombreux étudiants ainsi que des représentants des milieux syndical et communautaire ont défilé dans la ville avant de se rendre devant le Centre des congrès, où 2000 militants libéraux sont réunis jusqu'à aujourd'hui. La foule a été invitée à lancer des tomates sur une affiche à l'effigie du premier ministre Jean Charest (photo du bas), sur laquelle on avait pris le soin d'inscrire charogne. Aucune arrestation n'a été réalisée par le Service de police de la Ville de Québec. Une seconde manifestation sur le même thème doit se tenir le 10 novembre, à Montréal.

**RADIO-CANADA / QUÉBEC : Les étudiants manifestent contre la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le vendredi 21 octobre 2011 à 19 h 45 HAE**





Les manifestants protestent contre la hausse des droits de scolarité.



Chad Waltott, étudiant en science politique à l'Université Concordia

Environ 200 étudiants ont manifesté vendredi après-midi contre l'augmentation des droits de scolarité devant le Centre des congrès de Québec.

Ils ont bloqué deux des trois voies sur le boulevard René-Lévesque en direction ouest devant le Centre des congrès.

Les étudiants ont profité du congrès du Parti libéral du Québec, qui s'ouvre vendredi soir, à Québec, pour dénoncer l'intention du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité de 1625 \$. Selon les étudiants, la mesure causera de l'endettement et pénalisera davantage ceux qui proviennent des régions éloignées.

« Nous, ce qu'on veut, c'est que le gouvernement Charest garantisse à tous les enfants qu'ils vont avoir accès à une éducation de qualité au niveau universitaire et nous, on est convaincus qu'à force de pression, le gouvernement va trouver une autre manière de financer les universités », a fait valoir le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau Blouin.

Ce dernier a affirmé par ailleurs que le gouvernement est mal placé pour imposer ce genre de hausse alors que sa gestion des finances publiques est critiquée.

De son côté, Chad Waltott, un étudiant en science politique à l'Université Concordia, a plaidé que son parcours scolaire pourrait être

compromis en raison de la hausse des droits de scolarité.

« Il faut savoir que ce n'est pas juste les étudiants qui vont souffrir avec cette hausse. C'est nos parents, c'est nos petits frères, nos petites soeurs, c'est les prochaines générations d'étudiants qui vont devoir payer plus cher », a-t-il affirmé.

#### En complément



Vidéo - A quelques pas du lieu du congrès du Parti libéral, des étudiants manifestent pour dénoncer la hausse prochaine des droits de scolarité, constate Pascal Poinlane.

## LE DEVOIR : Legault chahuté par des étudiants : La première assemblée publique de la Coalition pour l'avenir du Québec à Montréal est perturbée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante - Mercredi 19 octobre 2011

Guillaume Bourgault-Côté

Ce ne fut pas la plus facile: François Legault a tenu hier une première assemblée publique à Montréal perturbée par l'intervention d'une trentaine d'étudiants qui en avaient contre sa proposition d'augmenter les droits de scolarité. Une pause d'une demi-heure fut nécessaire pour calmer le jeu.

M. Legault en était au premier tiers de sa présentation quand les étudiants — peut-être la dixième d'une assemblée d'environ 250 personnes — se sont manifestés bruyamment. À travers un brouhaha amplifié par l'écho du gymnase de Villeray où se tenait l'assemblée, les slogans «défendons nos cégeps», «le vent de droite ne passera pas», «non au Québec inc.» et «non à la hausse» ont retenti.

Les esprits se sont échauffés, l'assemblée a été suspendue, et M. Legault est descendu voir les protestataires pour leur offrir de s'exprimer au micro lors de la période d'échanges. Pas question, ont répondu les membres de l'Association

pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui a revendiqué la manifestation. «La liberté d'expression qu'il propose est un mensonge, a lancé un des manifestants. M. Legault contrôle les médias et la police», a-t-il affirmé.

Le porte-parole des étudiants, Gabriel Nadeau-Dubois, a expliqué aux médias présents que l'ASSE est «tannée que le message de M. Legault passe comme une lettre à la poste dans les journaux. Nous allons dénoncer tous ceux qui veulent fermer les portes de nos universités et cégeps aux plus démunis». Après quelques bonnes altercations verbales avec différents participants, les manifestants sont sortis de la salle et l'assemblée a pu se poursuivre. Aucun service de sécurité n'avait été prévu et deux policiers se sont déplacés.

«C'est la première fois que ça arrive en 16 assemblées, a indiqué M. Legault pendant la pause. Mais c'est l'ASSE, c'est leur plaisir de déranger, on s'y attendait. Le problème, c'est qu'ils ne veulent pas discuter. Il y en a un qui me criait

que je voulais abolir les cégeps, alors que c'est absolument faux.»

Il y a deux semaines, le titre d'un article d'un quotidien — qui rapportait a posteriori des propos tenus par M. Legault lors d'une assemblée à Longueuil — affirmait que ce dernier «abolirait les cégeps». Lors de cette assemblée, à laquelle Le Devoir assistait, M. Legault avait plutôt indiqué que les cégeps n'existeraient pas dans un «monde idéal», mais qu'abolir cette structure n'était nulle part dans sa liste de priorités. «N'oublions pas qu'au Québec, il y a 48 cégeps, avec 48 conventions collectives, avec des bâtiments qui sont à peu près pleins», avait-il souligné. Hier, M. Legault a répété essentiellement le même message.

Le reste de la soirée s'est déroulé dans le calme, les citoyens posant des questions sur l'ensemble des quatre propositions de la Coalition pour l'avenir du Québec.

## LA PRESSE : Une assemblée de François Legault perturbée par des manifestants - Mercredi 19 octobre 2011



Photo: Le Soleil

François Legault

Daphné Cameron, La Presse

Une trentaine d'étudiants ont perturbé une assemblée de la Coalition pour l'avenir du Québec qui se tenait ce soir dans un centre communautaire du quartier Villeray, à Montréal. Malgré une prise de bec entre le cofondateur du mouvement, François Legault et un protestataire, la manifestation n'a pas dégénéré.

L'action était organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui représente 45 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle visait à dénoncer

la position de la Coalition pour l'avenir du Québec en matière de frais de scolarité.

Au début de l'automne, François Legault a amorcé une tournée de 17 assemblées publiques où il partage les positions de son mouvement politique. La soirée a commencé comme à l'habitude avec des discours des deux fondateurs de la Coalition Charles Sirois et François Legault. Environ 300 personnes étaient présentes. Avant la fin du discours de M. Legault, un manifestant s'est levé et a commencé à crier son désaccord envers les positions de M. Legault en matière d'éducation. Une trentaine d'étudiants se sont alors mis à huer M. Legault et faire du bruit avec des sifflets.

«Non à la hausse!», «Non au Québec inc.!\», «Charest, Legault, même constat, le vent de droite ne passera pas», ont scandé les manifestants.

Après quelques minutes, François Legault est descendu de la scène pour parler à l'étudiant qui l'avait interpellé en premier. Les deux hommes ont eu un échange musclé et le ton a rapidement monté.

M. Legault affirme qu'il a demandé à l'étudiant de venir débattre au micro, mais que ce dernier

a refusé. «Il ne sont pas prêts à discuter, c'est ça qui est plate. Ce n'est pas de la démocratie», a-t-il expliqué à La Presse. «Quand on dit qu'on veut augmenter les frais de scolarité à l'université, on oublie de dire que cet argent-là, on le mettrait dans les milieux défavorisés et dans les écoles secondaires pour favoriser l'égalité des chances. L'égalité des chances ça se discute et ils ne veulent pas discuter.»

Le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois, a répliqué que M. Legault avait déjà profité de suffisamment de tribunes médiatiques pour faire passer son message.

«L'idée, c'est que l'on veut faire sentir à M. Legault que ses politiques ne sont pas appréciées par le milieu étudiant, lui faire sentir qu'il n'est pas à l'abri des critiques des mouvements sociaux parce qu'il n'est pas encore un parti politique. On veut lui faire sentir que l'on sait ce qu'il se cache derrière son masque et c'est des politiques encore plus à droite que celles de M. Charest», a-t-il déclaré en marge de la mêlée.

La perturbation a duré une vingtaine de minutes. Des policiers du Service de police de la Ville de Montréal sont intervenus pour inciter les manifestants à partir.

La rencontre d'aujourd'hui était l'avant-dernière de la tournée de la Coalition pour l'avenir du Québec. C'est la première fois que l'une des assemblées est interrompue.

## **THE GAZETTE : Legault's 'ideas' roadshow hijacked : Student radicals seeking free education crash the party – Wednesday, October 19, 2011**

By PHILIP AUTHIER, The Gazette  
François Legault's slickly run travelling 'ideas,' road show was derailed Tuesday when a group of student radicals disrupted the meeting to denounce his plan to shake up Quebec. Shouting "Down with Quebec Inc.," and "Quebec is not for sale," the group - which numbered about 30 and had slipped unnoticed into the seats - crashed Legault's opening remarks at his first event in Montreal since the tour started in September. Later, they identified themselves as members of the province's radical student movement, the Association pour une solidarité syndicate étudiante (ASSE), a group lobbying for a free higher education system. With Legault and Coalition for the Future of Quebec co-founder, businessman Charles Sirois,

waiting patiently on the stage, the group shouted and blew whistles. At one point, Legault dove in but rapidly found himself surrounded and shouting to be heard. "I'm offering you the microphone," Legault said. "You don't even want to go. Come on. That's your democracy?" Student group spokesperson Gabriel Nadeau-Dubois later complained the Legault group is as bad as the Liberals because the coalition favours increasing university tuition. Eventually, pressured by the majority of the crowd which was peaceful, they stomped off and the meeting resumed with about 250 people remaining. It was Legault's first foray onto the island and the first time he's encountered any real opposition. He makes a foray into the West Island

Wednesday night, his first exposure to a large anglophone population. As if warming up for the meeting, Legault noted Tuesday that Quebec and the coalition has to "include," all minorities. But he added: "We also have to say to ourselves French, our language, is still vulnerable. If we did not have the Charter of the French Language, Montreal would have been English, anglophone, long ago. "Right now it make no sense that we cannot be served in French in certain stores." Legault said Quebec language watchdog agencies, are "asleep at the switch." Legault wraps up his provincial tour this week and is expected to announce he's forming a new political party sometime before Christmas.

## **24HEURES : François Legault à Montréal : L'ASSÉ fait du grabuge – Mercredi 19 octobre 2011**



Photo : Sarah Bélisle  
François Legault rétorque à l'un des militants de l'ASSÉ, Maxime Larue.

Sarah Bélisle  
Une trentaine de militants de l'Association pour une solidarité syndicate étudiante (ASSÉ) ont perturbé le forum public qu'a tenu François Legault, cofondateur de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ), mardi soir à Montréal.

Alors que M. Legault exposait les grandes lignes de son programme depuis une trentaine de minutes, les militants se sont levés scandant à tour de rôle « Legault, Charest, le même combat », « le privé à la porte » et « contre la hausse des frais de scolarité ». Ils ont dénoncé la hausse des frais de scolarité à laquelle M. Legault adhère, de même que son projet d'abolir les cégeps. « Il veut détruire le réseau des universités », a lancé l'un des membres de l'ASSÉ, Maxime Larue. S'en sont suivies de nombreuses altercations entre les membres de l'ASSÉ et les citoyens présents. Plusieurs étaient excédés du comportement des jeunes étudiants. « Il faut être prêt à entendre les points de vue différents du tien », a crié l'un d'eux. Quelques policiers sont débarqués sur place et les militants étudiants se sont dispersés après

avoir interrompu pendant près d'une demi-heure la consultation. « On est dans une campagne qui vise à perturber l'ensemble des acteurs qui prennent position pour la hausse des frais de scolarité », a assuré le porte-parole de l'organisation, Gabriel Nadeau, une fois sortie de la salle où se tenait la réunion. Le temps n'est plus à la discussion, croit-il. Les débats entre les citoyens et l'ancien ministre se sont poursuivis par la suite, surtout sous le thème de l'éducation. Le cofondateur de la CAQ a déploré que les militants aient refusé d'ouvrir le débat avec lui et se soient contentés de faire du tapage. La CAQ avait convié les citoyens à venir discuter au Centre des loisirs communautaires Lajeunesse de Montréal. Quelque 200 ont répondu à l'appel. M. Legault terminera jeudi sa tournée de consultations publiques à travers le Québec entamée le 12 septembre dernier.

## **LE DEVOIR : En bref - Twitter pour protester à TLMEP – Lundi 17 octobre 2011**

Le Devoir  
Des dizaines d'internautes ont répondu à l'appel de la FAECUM et ont occupé hier soir l'espace Twitter de l'émission Tout le monde en parle (#TLMEP) pour protester contre la hausse an-

nuelle des droits de scolarité de 325 \$ pendant cinq ans dès l'automne 2012. Les étudiants ont mis en ligne sur le réseau des liens vers des capsules vidéo inspirées des publicités que l'Université de Montréal diffuse durant l'émission, mais dénonçant l'effritement de

l'accessibilité aux études supérieures. « Au moins, les étudiants ne seront pas accusés de méfait et de prise de possession d'un lieu par la force », a ironisé Me Véronique Robert, une avocate criminaliste qui représente des étudiants accusés pour deux manifestations tenues au printemps.

## **LE DEVOIR : Les étudiants à l'offensive sur Twitter pendant TLMEP – Samedi 15 octobre 2011**

Le Devoir  
Pour protester contre la hausse des droits de scolarité, des étudiants de l'Université de Montréal lanceront demain une offensive sur Twitter en utilisant le mot-clic de l'émission Tout le monde en parle (#TLMEP). Entre 20h et 22h30, ils mettront en ligne sur Twitter des capsules vidéo d'environ 20 secondes

inspirées des publicités que l'Université de Montréal diffuse lors de la populaire émission animée par Guy A. Lepage. « On va montrer qu'on peut faire passer un message sans dépenser des centaines de milliers de dollars en publicité », a soutenu Stéfanie Tougas, secrétaire générale de la FAECUM. Elle affirme qu'une centaine d'étudiants seront de la partie, prêts à twitter et re-

twitter en rafale ces capsules vidéo en mettant le mot-clic « TLMEP ». Une page Facebook intitulée « Pendant Tout le monde en parle, tweetez contre la hausse! » a été créée pour plus d'infos. « L'idée est d'envahir le monde des réseaux sociaux pour diffuser notre message. Ce sera gratuit! », a précisé Mme Tougas.

## **LA PRESSE : Des manifestants pénètrent dans l'hôtel de Ville – vendredi 14 octobre 2011**



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

Des agents du SPVM sont intervenus alors qu'une vingtaine de manifestants ont protesté à l'hôtel de Ville de Montréal. Vincent Larouche, La Presse  
Une vingtaine de jeunes manifestants ont occupé la salle du conseil de l'hôtel de Ville de Montréal vendredi après midi pour protester contre ce qu'ils appellent les « élites déconnectées du peuple », la corruption et le manque de démocratie. Dans un coup d'éclat qui n'était pas sans rappeler le mouvement des indignés et celui de Occupy Wall Street, ils ont tenu une brève assemblée citoyenne avant d'être expulsés par les

policiers, qui étaient presque aussi nombreux qu'eux. « Nous voulons remettre le citoyen au coeur de la politique. Présentement, le gouvernement est inactif par rapport au déclenchement d'une enquête publique, un député accusé de corruption est toujours en poste », a déclaré David Gascon, étudiant en histoire à l'UQAM qui a participé à la manifestation. Les protestataires réclamaient aussi un système électoral proportionnel, en plus de dénoncer la hausse des frais de scolarité et les liens du Canada avec la monarchie britannique.

## LE NOUVELLISTE : Pas de grève à l'UQTR le 10 novembre – Vendredi 14 octobre 2011



Photo : Stéphane Lessard

Les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières ont décidé de ne pas faire la grève, le 10 novembre, jour de la grande manifestation provinciale des étudiants contre la hausse des frais de scolarité, à Montréal.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) Réunis en assemblée générale, jeudi midi, les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières ont décidé de ne pas faire la

grève, le 10 novembre, jour de la grande manifestation provinciale des étudiants contre la hausse des frais de scolarité, à Montréal.

La décision a été prise à la majorité, sans trop de discussions, dans une proportion de 60 % - 40 %, précise le président de l'Association générale des étudiants de l'UQTR, Hugo Mailhot-Couture.

Le gros des discussions s'est tenu après le vote, dit-il, alors qu'un participant a proposé de demander une levée de cours.

Mais là aussi, la proposition n'a pas été retenue. «De toute façon, l'Université n'accordera pas de levée de cours», estime le président. Elle n'en avait pas accordé une, d'ailleurs, pour la tenue du vote d'hier, fait-il remarquer.

«L'UQTR ne veut pas, en fait, donner de levée de cours pour un mouvement de contestation de la hausse des frais de scolarité parce qu'eux autres verraient ça comme un appui à la contestation», explique M. Mailhot-Couture.

L'an passé, rappelle-t-il, les étudiants avaient pris un vote de grève, «mais l'administration de

l'Université avait sommé ses employés, professeurs et chargés de cours, de tout de même donner des cours», rappelle-t-il.

Entre 100 et 120 étudiants ont pris part à l'assemblée générale d'hier. Il en faut 60 pour atteindre le quorum. «On est déçu du taux de participation», avoue le président de l'AGÉUQTR.

«La raison est fort simple, c'est que l'UQTR n'a pas accordé de levée de cours étant donné qu'il allait être question d'une vote de grève contre la hausse des frais de scolarité. C'est la principale raison», dit-il, car habituellement, les assemblées générales de l'UQTR attirent en moyenne 250 étudiants, signale-t-il.

Selon le président de l'AGÉ, la situation ne laisse pas pour autant présager un faible taux de participation à la manifestation du 10 novembre. «Les gens qui veulent manifester vont quand même être là et j'ai l'impression qu'on va avoir beaucoup de gens», dit-il.

## 24HMONTREAL.CANOE.CA : Manifestation devant les bureaux de la ministre de l'Éducation – Jeudi 16 octobre, à 17h06



Photo : Joël Lemay

Les étudiants ont réitéré leur désaccord avec la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement libéral en se pressant devant les portes du 5879 boulevard Henri-Bourassa Est au son aigu des trompettes, des cris et des slogans. Charles Lecavalier

Près de 400 étudiants de différentes universités et cégeps de Montréal ont bruyamment manifes-

te devant les bureaux de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp jeudi après-midi à Montréal.

Les étudiants ont réitéré leur désaccord avec la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement libéral en se pressant devant les portes du 5879 boulevard Henri-Bourassa Est au son aigu des trompettes, des cris et des slogans. « Nous continuons de mettre de la pression. Le gouvernement doit s'attendre à beaucoup de mobilisation de notre part. On ne va pas baisser les bras et on est chauffé à bloc », a lancé Éliane Laberge, porte-parole collégiale de la manifestation.

Les étudiants de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec à Montréal et du Cégep de Rosemont, entre autres, ont aussi utilisé leurs cellulaires pour remplir les boîtes vocales des bureaux de Mme Beauchamp et du premier ministre Jean Charest.

Alors que des « Fuck la corruption, vive l'éducation » et « Charest, Beauchamp, vous êtes dans le champ » fusaient, Stefanie Tougas, secrétaire générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal assure que le mouvement de mobilisation va grossir. « Les étudiants sont vraiment en furie, on le sent sur le terrain », ajoute cette dernière.

En plus de deux agents postés devant le bureau, plus d'une quinzaine d'auto-patrouilles et de fourgonnettes du SPVM étaient visibles et plusieurs policiers vêtus de vestes pare-balles étaient stationnés à l'arrière du bâtiment. Aucune violence n'a toutefois été signalée. Une jeune manifestante a même offert des beignes aux policiers, qui ont poliment refusés.

## LE NOUVELLISTE : Les étudiants de l'UQTR vont discuter de grève – Jeudi 06 octobre 2011



Photo : François Gervais

Plusieurs étudiants de différents cégeps et de l'UQTR ont manifesté contre la hausse des frais de scolarité le 4 octobre dernier. Une manifestation nationale se tiendra le 10 novembre.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) Les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières qui sont membres de l'Association générale des étudiants se réuniront en assemblée générale spéciale, le 13 octobre, afin de décider s'ils seront ou non en grève lors de la journée de manifestation nationale du 10 novembre contre la hausse des frais de scolarité.

L'idée de tenir une journée de grève permettrait à un plus grand nombre d'étudiants de prendre part à la manifestation nationale.

L'UQTR n'avait pas accordé de levée de cours pour la manifestation régionale du 4 octobre dernier. Le président de l'AGÉUQTR, Hugo Mailhot-Couture, estimait que la participation d'à peine 150 étudiants à cette manifestation, alors que quatre associations étudiantes regroupant près de 17 000 membres étaient présentes, était due au fait que seuls les étudiants de Shawinigan avaient obtenu une levée de cours.

## LA TRIBUNE : Hausse des droits de scolarité: les étudiants fourbissent leurs armes – Jeudi 06 octobre 2011



Imacom Jessica Garneau

Isabelle Pion (SHERBROOKE) Si le gouvernement Charest ne recule pas devant la hausse des frais de scolarité,

il trouvera les étudiants sur son chemin. C'est ce que lui ont promis plusieurs associations étudiantes, mercredi, qui ont manifesté leur désaccord devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Sherbrooke.

La hausse des droits de scolarité, prévue à compter de l'automne 2012, prévoit une hausse de 325 \$ par année, soit 1625 \$ sur cinq ans, rappelle la présidente de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS), Jessica Gaouette. La FEUS représente environ 14000 étudiants. Ceux-ci craignent également une augmentation des frais afférents. «On trouve ça déplorables d'être rendu obligé de sortir dans les rues pour se faire entendre», note Jessica Gaouette. Les associations s'inquiètent de l'im-

pact de cette hausse sur le taux d'inscriptions dans les cégeps et les universités.

Les manifestants ont pris part à une marche à partir de leur établissement respectif avant de se regrouper pour se rendre au bureau du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), sur la rue Belvédère Nord. L'événement était organisé par la FEUS, l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS)

et le Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS). Selon le Service de police de Sherbrooke, entre 200 et 250 jeunes étaient réunis.

## LE NOUVELLISTE : 150 étudiants de la région manifestent – Mercredi 05 octobre 2011

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) À peine 150 étudiants ont pris part à la manifestation organisée hier, à Trois-Rivières, par la nouvelle Coalition régionale des associations étudiantes du Centre-du-Québec et de la Mauricie contre la hausse des frais de scolarité.

Pourtant, les quatre associations membres de cette coalition regroupent environ 17 000 étudiants dans la région, dont 9500 à l'UQTR seulement.

Le président de l'Association générale des étudiants de l'UQTR, Hugo Mailhot-Couture, justifie cette faible participation par le temps incertain qu'il faisait hier et la pluie qui tombait à Shawinigan ainsi qu'au fait que la préparation de la manifestation a été de courte durée. «Et ce n'est pas tout le monde qui avait des levées de cours», ajoute-t-il. «On n'est pas déçus.»

En fait, seuls le Cégep de Trois-Rivières et celui de Victoriaville ne bénéficiaient pas de levée de cours, hier matin.



Photo: François Gervais

*Cent cinquante étudiants ont manifesté dans les rues du centre-ville de Trois-Rivières, hier. Ils ont eu l'appui du sculpteur Armand Vaillancourt.*

Éloïse-Lara Desrochers, présidente de l'Association générale des étudiants et étudiantes du Cégep de Victoriaville, explique que la nouvelle coalition régionale a été mise sur pied «pour prouver qu'au niveau régional, on se tient et on va aller jusqu'au bout. C'est quelque chose qui n'existait pas avant et juste de la mettre sur pied et de l'instaurer, ça prouve qu'on va se battre jusqu'au bout», estime-t-elle.

La poignée de manifestants a eu l'appui, hier, du syndicat des professeurs du Cégep de Trois-Rivières, du syndicat des professeurs du Collège Shawinigan, de représentants de la CSN, du président de la Fédération étudiante collégiale du Québec ainsi que du sculpteur Armand Vaillancourt, artiste engagé.

«C'est une belle journée pour nous autres pour critiquer notre système pourri», a fait savoir M. Vaillancourt en entrevue.

«Ça n'a pas de sens, dans un pays riche, qu'on n'arrive pas à donner le nécessaire à nos enfants, comme l'éducation. Ça devrait être gratuit pour tout le monde», estime-t-il. Interrogé à savoir ce qu'il pensait de la faible participation des étudiants, l'artiste réputé a répondu: «Ben oui. On est où est-ce qu'on est, mais il faut ouvrir la bouche et ça, c'est une bouche ouverte», analyse-t-il.

Escorté par les policiers de la Sécurité publique de Trois-Rivières, le groupe est parti à pied du Ludoplex, sur le boulevard des Forges, avec une demi-heure de retard, pour faire un premier arrêt symbolique devant les bureaux de la députée

Danielle St-Amand sur la rue Royale et terminer sa course sur la rue des Forges par une série de discours.

Mme St-Amand étant absente au moment de la manifestation, une lettre lui a été remise «pour lui faire comprendre que les étudiants de la région n'accepteront pas ça. Si (les députés) ne comprennent pas et ne veulent pas nous appuyer, on va continuer encore plus et on va intensifier nos moyens de pression», prévient Éloïse-Lara Desrochers.

Les manifestants ont distribué des pamphlets tout au long de leur marche rappelant que dans son dernier budget, le gouvernement Charest a annoncé une augmentation de 1625 \$ des frais de scolarité d'ici 2016. Il en coûtait 2300 \$ par année pour étudier, en 2006 et il en coûtera ainsi 4700 \$ en 2016.

Les étudiants estiment que la génération de Jean Charest, lorsqu'elle était étudiante, payait 1500 \$ (en dollars actuels) pour une année d'université.

D'autres manifestations régionales ont eu lieu et auront lieu ailleurs au Québec ce mois-ci tandis qu'une grande manifestation provinciale est prévue le 10 novembre, à Montréal.

## LA PRESSE : LES ÉTUDIANTS MANIFESTENT À MONTRÉAL – Mercredi 05 octobre 2011

PASCALLE BRETON

Des dizaines d'étudiants ont envahi l'Université du Québec à Montréal (UQAM), hier, pour s'opposer à la hausse des droits de scolarité

universitaires de 1625\$. Organisée par le conseil régional de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) de Montréal, cette manifestation se veut un avant-goût de la grande

manifestation prévue le 10 novembre prochain par l'ensemble des regroupements étudiants.



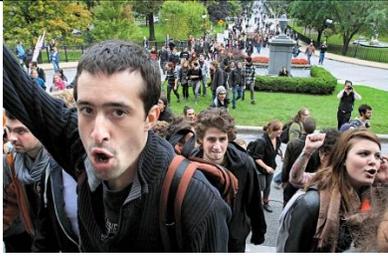


Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Le Devoir

C'est «pour un droit à l'éducation» qu'ils estiment lésé par la hausse des droits de scolarité que des étudiants ont manifesté hier à Montréal. Au départ du square Saint-Louis, ils étaient à peine 200 étudiants à ainsi

répondre à l'appel du Conseil régional de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) de Montréal (CRAM). «Je viens d'Hochelaga-Maisonneuve, d'une famille assez démunie, et si ce n'était du fait que l'éducation au Québec était assez peu chère, je n'aurais jamais pu aller à l'université», a dit Karine Carbonneau, qui craint que la hausse ne décourage sa sœur plus jeune d'étudier.

La marche pacifique, ponctuée de slogans décriant la décision gouvernementale d'augmenter la facture des étudiants, a culminé par un rassemblement symbolique sur les marches du pavillon principal de l'Université McGill. «Le gouvernement ne montre aucun signe de conciliation, mais le mouvement étudiant est très déterminé», a indiqué Camille Toffoli, la porte-parole du CRAM, en rappelant que plusieurs associations se sont dotées d'un mandat de grève générale illimitée qui pourrait être utilisé cet hiver. La prochaine manifestation étudiante d'envergure est prévue pour le 10 novembre.

**24HEURES.CANOE.CA : Hausse des frais de scolarité : Des étudiants en colère dans les rues – Mardi 04 octobre 2011, à 19h24**

**ÉTUDIANTS EN COLÈRE**

◉ **MANIFESTATION** Plusieurs centaines d'étudiants du niveau collégial et universitaire ont paralysé le centre-ville de Montréal, hier, en manifestant contre la hausse des frais de scolarité. Le rassemblement, organisé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), a d'abord pris d'assaut le carré Saint-Louis pour se diriger vers l'UQAM, contraignant la circulation sur la rue Saint-Denis pendant de longues minutes. Les manifestants ont dénoncé la hausse de 1625 \$ prévue par le gouvernement Charest et ont soutenu, étude à la main, que près de 7000 universitaires seraient forcés d'abandonner leurs études en raison des coûts plus élevés. — 24H



© Emmanuel Delacour

Les manifestants ont dénoncé la hausse de 1625 \$ prévue par le gouvernement Charest.

Emmanuel Delacour

MONTREAL – Plusieurs centaines d'étudiants du niveau collégial et universitaire ont paralysé le centre-ville de Montréal, mardi, alors qu'ils manifestaient contre la hausse des frais de scolarité.

Le rassemblement, organisé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), a d'abord pris d'assaut le carré Saint-Louis pour se diriger vers l'UQAM, contraignant la circulation sur la rue Saint-Denis pendant de longues minutes.

Les manifestants ont dénoncé la hausse de 1625 \$ prévue par le gouvernement Charest et, étude à la main, ils ont soutenu que près de 7000

universitaires seraient forcés d'abandonner leurs études en raison des coûts plus élevés.

«Alors que la dette étudiante, au Canada, se compte en milliards, et que la raison principale du décrochage des études postsecondaires est le manque de ressources financières, le gouvernement compte encore refiler la facture aux étudiants. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ne prend pas ses responsabilités», a déclaré Camille Toffoli, porte-parole de l'événement.

L'ASSE promet une escalade des moyens de pression depuis plus d'un an et dans les prochains mois, les associations étudiantes qui en sont membres se prononceront en assemblée générale sur la possibilité de déclencher une grève générale illimitée.

«Nous ne sommes pas des clients, nous rejetons le principe d'utilisateur-payeur. L'éducation est un droit pour tout le monde et c'est pour ça que nous devons plutôt nous diriger vers la gratuité scolaire», a ajouté Mme Toffoli.

Des actions sont prévues tout l'automne, dont une manifestation nationale qui se déroulera à Montréal le 10 novembre et qui réunira les membres de la plupart des associations étudiantes du niveau postsecondaire.

**RADIO-CANADA : Bas-Saint-Laurent : les étudiants sollicitent l'appui du maire de Rimouski - Mise à jour le mardi 4 octobre 2011 à 13 h 43 HAE**



Plusieurs rassemblements régionaux se tiendront à la grandeur du Québec

Une centaine d'étudiants du cégep et de l'université de Rimouski ont assisté au conseil municipal lundi soir, dans l'espoir d'obtenir l'appui du maire Éric Forest pour leur lutte contre la hausse des frais de scolarité.

**Je ne comprends pas pourquoi Rimouski n'est pas capable de prendre position pour ses étudiants. Est-ce que Rimouski ville étudiante c'est juste un slogan ou est-ce que c'est une réalité?**

— Un étudiant

Malgré l'insistance des manifestants, Éric Forest n'était pas prêt à prendre position. « On va prendre des décisions sur des valeurs liées à la

justice sociale, à l'équité et à la solidarité, dit-il. On les prendra quand on sera prêt. »

Les étudiants considèrent qu'il est primordial que les élus se mobilisent pour l'accessibilité aux études. À ce jour, quinze villes du Bas-Saint-Laurent, dont Causapsal et Pohénégamook, ont donné leur appui aux étudiants.

Plusieurs rassemblements régionaux auront lieu cet automne dans l'ensemble du Québec. Une manifestation nationale pour protester contre la hausse des frais de scolarité sera aussi organisée le 10 novembre, à Montréal.

**RADIO-CANADA : Mauricie : Manifestation étudiante à Trois-Rivières - Mise à jour le mardi 4 octobre 2011 à 11 h 22 HAE**



Mardi matin, une centaine d'étudiants ont manifesté contre la hausse des frais de scolarité au centre-ville de Trois-Rivières.

Les manifestants provenaient de l'Université du Québec à Trois-Rivières, du Cégep de Trois-Rivières, du Collège de Shawinigan et du Cégep de Victoriaville.

Ils sont partis du Ludoplex de Trois-Rivières et ont marché, sur le boulevard des Forges, escortés par des policiers. Le tout s'est déroulé dans le calme.

tés par des policiers. Le tout s'est déroulé dans le calme.

Cette marche est la première de nombreuses actions que les étudiants entendent poser afin de faire reculer le gouvernement sur la question de la hausse des frais de scolarité. D'ailleurs, une manifestation provinciale aura lieu le 10 novembre à Montréal.

**LE NOUVELLISTE : Les étudiants descendent dans la rue - Mis à jour le 04 octobre 2011 à 10h22**





Photo: François Gervais  
Les étudiants ont crié haut et fort leur opposition à la hausse des frais de scolarité, ce matin, à Trois-Rivières.

Le Nouvelliste  
Les étudiants ont crié haut et fort leur opposition à la hausse des frais de scolarité, ce matin, à Trois-Rivières.  
Ils ont marché du Ludoplex au centre-ville de Trois-Rivières pour faire part de leur mécontentement. Ils se sont arrêtés au bureau de la députée Danielle St-Amand, mais elle était absente.

Des jeunes des cégeps de Shawinigan, Victoriaville, Trois-Rivières et de l'Université du Québec à Trois-Rivières étaient présents.  
Les organisateurs ont évalué leur nombre à environ 150. Ils croient qu'ils auraient été encore bien plus nombreux si la température avait été plus clémente.  
Des professeurs du Collège Shawinigan étaient également présents, ainsi que des membres de la CSN et même l'artiste Armand Vaillancourt.

**24HEURES.CANOE.CA / 24 HEURES: « Die-In » : Un geste symbolique pour dénoncer la hausse des frais de scolarité – Jeudi 29 septembre 2011, à 17h41 / Vendredi 30 septembre 2011**



Photo : Éric Bolté  
Des étudiants de l'UQAM ont fait un « die-in » en plein cœur de la station de métro Berri-UQAM.

Sarah Bélisle  
Une trentaine d'étudiants de l'UQAM ont participé à un «die-in» dans la station de métro Berri-UQAM afin de protester contre la hausse des frais de scolarité, jeudi.  
Au signal d'une trompette, ils se sont affalés au sol, comme morts. Ils y sont demeurés pendant une quinzaine de minutes. Disposée au centre du groupe rassemblé par l'Association facultaire étudiante de sciences politiques et droit (AFES-

PED), une banderole où était inscrit : « politico-logues et juristes de l'UQAM scandalisé-e-s ».  
Quelques autres étudiants distribuait des tracts et expliquaient les revendications des jeunes.  
Les étudiants ont piqué la curiosité des usagers du métro. Plusieurs passants interloqués se sont massés autour d'eux.  
« C'est un geste symbolique pour débiter notre campagne d'actions contre la hausse des frais de scolarité », indique Sonia Palato, responsable des affaires externes de l'AFESPED.  
« Nous avons une position de gratuité. L'éducation devrait être accessible à tout le monde, plaide l'étudiante. Le dégel de 2007 empêche beaucoup de gens d'étudier. La nouvelle hausse va empirer la situation. »  
Elle se dit confiante que les actions menées au Québec cet automne forceront le gouvernement Charest à renoncer aux hausses des frais de scolarité. « On a réussi à quelques reprises à faire reculer le gouvernement, en 2005 par exemple », soutient Mme Palato.  
« On est ici parce que ça nous touche personnellement », explique Marie-Kim Frenette, une des participantes. Elle s'estime chanceuse de faire des études. La jeune femme souhaite que l'ensemble des Québécois ait la possibilité de faire de même.

**LE DEVOIR : L'école dans la rue – Jeudi 29 septembre 2011**

Lisa-Marie Gervais  
Pour protester contre la hausse des droits de scolarité, des étudiants sont allés à l'école... dans la rue. Ils ont été des dizaines hier à installer leurs chaises sur l'esplanade de la Place des Arts pour suivre des cours et des ateliers en plein air, répondant à l'appel de la section montréalaise de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). Par cette université populaire, qui a notamment invité Éric Martin, chercheur à l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS), ils ont voulu symboliser la « mise à pied » de 7000 étudiants qui, selon

les chiffres du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), pourraient être incapables d'accéder aux études universitaires, faute d'argent. «On a voulu amener l'éducation dans la rue pour protester contre une hausse qui va enlever l'accès aux étudiants», a déclaré Alexis Blanchard-Methot, porte-parole du Conseil régional de l'ASSE à Montréal (CRAM). «Et on ne parle même pas de l'endettement!»  
Depuis que le gouvernement a annoncé son intention de hausser dès 2012 les droits de scolarité de 325 \$ pendant cinq ans, les étudiants ont organisé diverses activités de protes-

tation (campements, occupation de bureaux de ministres), sans qu'il y ait de «grand-messe» les réunissant tous. «On est à l'étape de la mobilisation et de l'information et notre priorité est d'être sur nos campus. Quand on va sortir dans la rue, on va le faire pour vrai», a dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSE. Une «manifestation monstre» est prévue pour le 10 novembre. Entre-temps, les membres de l'ASSE de la région de Montréal marcheront contre la hausse le 4 octobre.

**LE DEVOIR : Lettres - L'éducation est-elle encore une priorité ?, par Roxanne Bordeleau – Le mardi 27 septembre 2011 29 septembre 2011 – Publiée le jeudi 29 septembre 2011**

Dans les dernières années, les étudiants ont fait face à des coupes dans les prêts et bourses, à des compressions budgétaires dans le système d'éducation et à une augmentation du coût de la vie en général. La situation n'aide pas à contrer le décrochage scolaire!  
Plusieurs étudiants ont de la misère à joindre les deux bouts, même avec un travail à temps partiel. Les établissements scolaires n'ont pas le

choix de diminuer leurs services, faute de ressources financières. Cette calamité aura-t-elle des répercussions sur les notes des étudiants? Une chose est sûre, elle ne peut pas les améliorer!  
De plus, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a annoncé une nouvelle compression dans le réseau collégial public. Si je ne m'abuse, les cégeps ont subi une diminution de leur bud-

get en mai dernier. Il me semble que le gouvernement au pouvoir manque à son rôle, surtout lorsqu'on entend parler d'investissements de 80 milliards sur 25 ans pour le Plan Nord.  
L'éducation devrait être, au même titre que la santé, une priorité! Voilà un développement durable, pas besoin de monter dans le nord afin de trouver ce dont le Québec a le plus besoin présentement...

**RADIO-CANADA : Saguenay-Lac-Saint-Jean : Les étudiants protestent contre la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le mercredi 28 septembre 2011 à 17 h 55 HAE**







Des étudiants membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont suivi mercredi leur cours sur l'esplanade de la Place des Arts afin de dénoncer la baisse de l'effectif étudiant qu'entraîneront les prochaines hausses des droits de scolarité. «L'université doit non seulement être accessible à tout le monde, elle doit aussi résister à la privatisation et redevenir un lieu de réflexion critique», a indiqué un porte-parole du Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal, Alexis Blanchard-Méthot.

**24HEURES MONTREAL.CANOE.CA : Actualités : Hausse des droits de scolarité : une université populaire – Mercredi 28 septembre 2011, à 16h13**



Photo : Sébastien St-Jean

Charles Lecavalier  
 Quelques dizaines d'étudiants se sont réunis mercredi midi sur l'esplanade de la Place des arts pour assister à une « Université populaire » pour dénoncer la hausse des droits de scolarité prévue dès 2012.  
 « L'éducation doit être donnée à tout le monde. C'est une façon symbolique de rappeler que près de 7000 étudiants risquent de ne plus pouvoir aller à l'université », affirme Alexis Bouchard, porte-parole de la région de Montréal pour l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).  
 Ce dernier fait référence à un avis récent du Comité consultatif sur l'accessibilité financière

aux études qui estimait qu'une hausse des droits de scolarité pourrait entraîner une baisse de 2,5 % de l'effectif étudiant.  
 « Pendant qu'on met 200 étudiants de sciences humaines devant un chargé de cours mal payé, on subventionne indûment la recherche appliquée. En plus, on a l'audace de demander aux étudiants de payer pour ça », exprime Gabriel Nadeau, porte-parole officiel de l'ASSÉ.  
 Une manifestation commune entre les différentes fédérations étudiantes du Québec est prévue le 10 novembre à Montréal.

**24HEURES : Actualités : Hausse des droits de scolarité : une université populaire – Mercredi 28 septembre 2011, à 16h13**



Les manifestants ont simulé une salle de classe en plein air. PHOTO SÉBASTIEN ST-JEAN/24H

**FRAIS DE SCOLARITÉ**

**Une université populaire**

Quelques dizaines d'étudiants se sont réunis hier midi sur l'esplanade de la Place des Arts pour assister à une « Université populaire » pour dénoncer la hausse des droits de scolarité prévue dès 2012.

**Charles Lecavalier**  
 24 Heures

« L'éducation doit être donnée à tout le monde. C'est une façon symbolique de rappeler que près de 7000 étudiants risquent de ne plus pouvoir aller à l'université », affirme Alexis Bouchard, porte-parole de la région de Montréal pour l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Ce dernier fait référence à un avis récent du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études qui estimait qu'une hausse des droits de

scolarité pourrait entraîner une baisse de 2,5 % de l'effectif étudiant.

« Pendant qu'on met 200 étudiants de sciences humaines devant un chargé de cours mal payé, on subventionne indûment la recherche appliquée. En plus, on a l'audace de demander aux étudiants de payer pour ça », exprime Gabriel Nadeau, porte-parole officiel de l'ASSÉ.

**Une vague de protestation**  
 Cette démonstration s'inscrit dans le cadre d'une tournée de manifestations dans la province pour contester la hausse des frais de scolarité, intensifier la pression sur les députés libéraux et conscientiser la population.

« Nous voulons informer la population des régions sur l'impact de cette hausse de 1226 \$ et démontrer que cet enjeu touche toutes les tranches de la société, non pas seulement les étudiants », a expliqué Martine Desjar-

dins, présidente de la FEUQ.

La FECQ et la FEUQ insistent aussi sur l'importance d'une scolarisation postsecondaire à l'extérieur des grandes métropoles alors que 70 % des étudiants en région sont de première génération, c'est-à-dire qu'ils sont les premiers dans leur famille à fréquenter une université.

« La situation est plus fragile à l'extérieur des grands centres. C'est pourquoi il faut assurer une accessibilité à l'éducation partout au Québec », a indiqué Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

La tournée passera par Jonquière, Rimouski, Trois-Rivières et Rouyn-Noranda. Ces rassemblements culmineront dans une grande manifestation nationale qui aura lieu le 10 novembre, à Montréal.

**Avec la collaboration d'Emmanuel Delacour**

charles.lecavalier@24-heures.ca



© Sébastien St-Jean  
24H / Agence QMI

*Ces étudiantes ont participé à une manifestation  
contre la hausse des frais de scolarité.*  
Emmanuel Delacour / 24H

MONTREAL – Les fédérations étudiantes entreprendront une tournée de manifestations dans la province pour contester la hausse des frais de scolarité, intensifier la pression sur les députés libéraux et conscientiser la population.

La mobilisation, qui s'entreprendra mercredi, s'inscrit dans la promesse de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) d'offrir un automne «chaud» au gouvernement Charest.

«Nous voulons informer la population des régions sur l'impact de cette hausse de 1625 \$ et démontrer que cet enjeu touche toutes les tranches de la société, non pas seulement les étudiants», a expliqué Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

La FECQ et la FEUQ insistent aussi sur l'importance d'une scolarisation postsecondaire à l'extérieur des grandes métropoles, alors que 70 % des étudiants en régions sont de première

génération, c'est-à-dire qu'ils sont les premiers dans leur famille à fréquenter une université.

«La situation est plus fragile à l'extérieur des grands centres. C'est pourquoi il faut assurer une accessibilité à l'éducation partout au Québec», a indiqué Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. La tournée passera par Jonquière, Rimouski, Trois-Rivières et Rouyn-Noranda. Ces rassemblements culmineront par une grande manifestation nationale qui aura lieu le 10 novembre, à Montréal.

La possibilité d'une grève n'est pas exclue, mais il est encore trop tôt, selon les représentants des fédérations étudiantes, pour savoir s'il elle s'avérera nécessaire.

«Si le Parti libéral continue à faire la sourde oreille aux demandes des étudiants et de la population, une grève générale reste une des mesures à notre disposition. Toutefois, il en reviendra à nos membres de prendre cette décision», a ajouté Mme Desjardins.